

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
RAPPORTS JURIDIQUES

ENTRE
LES AUTEURS ET LES ÉDITEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Pierre RUDELLE

AVOCAT AU TRIBUNAL CIVIL DE VERSAILLES

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1897

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
RAPPORTS JURIDIQUES

ENTRE

LES AUTEURS ET LES ÉDITEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 16 décembre 1897, à 2 heures et demie

PAR

Pierre RUDELLE

AVOCAT AU TRIBUNAL CIVIL DE VERSAILLES



Président : M. LEFÈBVRE.

Suffragants : { MM. RENAULT, }
 { WEISS, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1897

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY



TABLE

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

1881

INTRODUCTION

Les procès entre auteurs et éditeurs ne sont pas chose nouvelle, ainsi qu'en font foi des décisions de jurisprudence bientôt vieilles d'un siècle que nous aurons l'occasion de rapporter au cours de ce travail. Il semble pourtant que le nombre des affaires de cette nature a sensiblement augmenté dans ces dernières années et que l'opinion publique s'est fortement émue lors des plus récents procès, à ne considérer que le retentissement qu'ils ont eu. Peut-être en faut-il chercher la raison dans la grande publicité qui leur a été donnée par les journaux, directement intéressés à la question, car il serait puéril de nier aujourd'hui l'influence que la presse exerce sur l'esprit du public.

Mais il y a d'autres raisons et l'on doit convenir que, par leur objet même, ces discussions judiciaires présentent un vif attrait à raison des intérêts si divers et *a priori* si difficiles à concilier qu'elles mettent en jeu. L'esprit et la matière, tels sont les éléments absolument opposés qui concourent à la confection d'un livre : à l'auteur d'apporter sa pensée et la forme littéraire dont il l'a revêtue ; à l'éditeur de lui donner un corps, une forme matérielle, de la rendre susceptible de se répandre dans le public. Apports bien distincts de part et d'autre et qui ont chacun leur valeur ; mais une commune mesure manque pour l'apprécier : de là de nombreux conflits.

Une bonne loi les rendrait assurément plus rares. Malheureusement la législation sur cette matière est très imparfaite et remplie de lacunes. En France, la loi détermine le droit des auteurs sur leurs ouvrages ; elle ne parle pas de l'exercice de ce droit dans leurs rapports avec les éditeurs. Sur l'organisation même de ce droit il y aurait beaucoup à dire. La dernière des lois qui s'en occupe est celle du 14 juillet 1866, mais on peut affirmer sans témérité qu'elle n'est pas définitive. Bien des progrès restent à accomplir ; la question fait chaque jour un pas nouveau, et, aussi bien en France que dans les autres pays, on attend le texte qui règlera définitivement les droits de l'écrivain conformément au droit et à l'équité.

Nous ne nous étonnons pas d'ailleurs de cet état de choses. Ce n'est que lentement et par étapes successives que les institutions juridiques se forment. Or, c'est à une époque relativement récente que la science du droit s'est emparée de cette matière et a dégagé cette idée que les œuvres de l'esprit sont susceptibles, pour ceux qui les produisent, de comporter certains droits se traduisant par un avantage moral et pécuniaire légalement sanctionné. Il n'en était pas question avant la découverte de l'imprimerie, car la diffusion d'un ouvrage par voie de copies manuscrites était difficile et forcément restreinte. L'auteur ne pouvait songer à en retirer un profit et par suite à exiger une protection quelconque.

Historique du
droit d'auteur.

Ancien droit.

Au seizième siècle, sous le règne de Louis XII, on voit pour la première fois certains avantages conférés aux œuvres de littérature. Mais c'est aux éditeurs qu'ils furent d'abord accordés sous forme de privilèges appelés, pour ce motif, *privilèges de librairie* et destinés à protéger ceux qui en bénéficiaient contre la concurrence des autres édi-

teurs en leur permettant de rentrer ainsi dans leurs dépenses.

Il faut remonter à l'année 1517 pour voir un auteur bénéficiaire de ces avantages (1). A ce moment le privilège n'est encore qu'une concession qui dépend uniquement du bon plaisir du roi et ne constitue qu'une pure faveur. Au ^{xviii}^e siècle, l'avocat Louis d'Héricourt émet le premier cette idée que le manuscrit est un bien réellement propre à l'auteur, que celui-ci reste maître de son ouvrage et que le roi n'a pas le droit de lui refuser un privilège ou sa continuation.

A la même époque se placent les premières revendications des auteurs et de leurs ayants cause. L'histoire a conservé le souvenir des petites filles de Lafontaine et des héritiers de Fénelon qui plaidèrent contre leurs éditeurs et parvinrent à faire sanctionner, en leur qualité d'héritiers, leur prérogative au privilège.

Enfin, deux arrêts du conseil du roi règlèrent le droit de l'auteur ; ils reconnaissent qu'il est personnel à l'écrivain et à ses hoirs sans perdre pour cela son caractère de privilège, c'est-à-dire de simple concession émanée de l'autorité royale, susceptible par conséquent d'être retirée.

Cet état de choses persiste jusqu'à la fin de l'ancien droit et se prolonge même pendant une partie du droit ^{Droit inter-}intermédiaire. En effet, les décrets qui abolissent les privilèges ne touchent pas à celui de l'auteur, ainsi qu'en fait foi un arrêt de la Cour de cassation (ch. crim.) du 29 thermidor an XI où il est dit « que les décrets du mois d'août 1787, qui ont aboli les privilèges et les distinctions, n'ont

(1) Pouill t, n° 2 (note).

aucun rapport avec la propriété acquise à l'auteur sur son ouvrage, et qui n'est que l'indemnité légitime de son travail, et le prix naturellement dû des lumières qu'il répand dans la société (1). »

Législation actuelle.

En 1793 le droit des auteurs subit une réglementation nouvelle sous l'empire de laquelle il se trouve encore aujourd'hui. Elle a été complétée par le décret du 22 mars 1805, concernant les droits des propriétaires d'œuvres posthumes, et par le décret du 5 février 1810, les lois du 8 avril 1854 et du 14 juillet 1866 qui ont prolongé la durée du droit des héritiers. Ce sont là modifications de détail et c'est toujours à la loi du 19 juillet 1793 qu'il faut se reporter pour dégager la nature et le caractère du droit de l'auteur. Son article 1 est ainsi conçu : « Les auteurs d'écrits en tout genre, les compositeurs de musique, les peintres et dessinateurs qui feront graver des tableaux ou dessin, jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République, et d'en céder la propriété en tout ou en partie. »

L'art. 2 restreint ce droit dans la personne des héritiers et cessionnaires de l'auteur à une période de 10 ans après son décès. Les lois postérieures l'ont étendue pour les descendants et ont ouvert un droit de jouissance à l'époux survivant. La loi de 1866 a porté à 50 ans le délai pour tous les héritiers ou cessionnaires de l'auteur quels qu'ils soient.

Caractère du droit d'auteur.

Le droit de l'auteur, on le voit, présente deux caractères distinctifs : il est exclusif et temporaire.

1) Droit exclusif.

Il est exclusif, c'est-à-dire personnel à l'écrivain et à

(1) Dalloz, Répertoire, prop. lit., n° 367 (note).

ses héritiers ou cessionnaires. Il n'appartient à personne autre et l'auteur, étant le seul à toucher les produits de son œuvre, retire ainsi la récompense légitime de son labeur. La loi le protège en déclarant contrefaçon et en punissant comme telle « toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture ou de toute autre production, imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs ». (Art. 425 du C. pén.)

Le droit de l'auteur est temporaire, limité à un certain temps après son décès. Passé ce temps l'ouvrage tombe dans le domaine public et toute personne peut le reproduire et l'éditer. A part des variations dans sa durée, presque toutes les législations étrangères sont en cela conformes à la nôtre, et à l'heure actuelle le principe de la perpétuité du droit d'auteur n'a encore été proclamé qu'au Mexique (C. civ. de 1874, art. 1253) (1), dans la république de Guatemala (décret du 29 octobre 1879, art. 5) (2) et dans celle de Venezuela (loi du 12 mai 1887, art. 2) (3). — Les écrivains et journalistes allemands réunis en assemblée générale en 1893 l'ont inscrit également dans le projet de loi qu'ils ont voté à cette époque.

La nature du droit de l'auteur a soulevé une grande controverse et aujourd'hui encore la question est loin d'être résolue. Les uns veulent y voir un privilège comme jadis, les autres une véritable propriété. A ne considérer que le langage usuel, ce dernier terme devrait l'emporter : l'expression *propriété littéraire* est aujourd'hui de style et nous ne nous ferons nous-même aucun scrupule de

2) Droit temporaire.

Nature du droit d'auteur.

1) Premier système : C'est une propriété.

(1) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 132.

(2) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 117.

(3) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 163.

nous servir de cette expression universellement répandue.

Même solution si l'on se reporte à l'élaboration de nos diverses lois. Le mot propriété se retrouve constamment dans les travaux préparatoires : Lakanal, rapporteur de la loi de 1793 l'employait déjà et l'exposé des motifs de la loi de 1854 contient le passage suivant : « Le droit de propriété d'un auteur est complet et absolu durant sa vie ; l'auteur en jouit à son gré ; il l'exerce suivant sa volonté, il le cède, il le vend, il le transmet par tous les moyens du droit civil ; il corrige, il modifie son œuvre, il la supprime en tout ou en partie suivant les intérêts de sa fortune, les soins de sa gloire ou les inspirations de sa conscience ; c'est l'omnipotence du *jus utendi abutendi*, caractère essentiel du droit de propriété » (1).

Il est cependant fort douteux, bien que d'éminents jurisconsultes le soutiennent encore (2), qu'actuellement le droit de l'auteur soit en tout point semblable à la propriété. Il en diffère par son principe même car, en lui maintenant un caractère temporaire, le législateur semble lui avoir donné pour fondement le besoin et l'intérêt qu'ont les sociétés civilisées d'encourager, d'honorer et de récompenser les travaux de l'intelligence. Dans son esprit, ce droit est donc une création des lois positives et, à la différence de la propriété proprement dite, qui est immédiatement et par soi un droit positif et entier, il existe seulement dans les limites que les lois marquent à son étendue et à sa durée (3).

(1) M. Portalis (Séance de la Ch. des pairs, 23 mai 1839 : *Mon.* du 26, p. 774).

(2) Pouillet, n° 9.

(3) V. Cour de Paris, 19 mai 1876 ; Dalloz, *Per.*, 1876, 2, 127.

Partant de cette idée, on a soutenu le système contraire et prétendu que la législation actuelle n'a modifié en rien la nature du droit des auteurs, qu'il était un simple privilège comme par le passé. C'est aujourd'hui le système de la Cour de cassation qui, sur le rapport conforme de M. le conseiller Lepelletier, a rendu, le 25 juillet 1887, un arrêt où nous relevons le considérant suivant : « Attendu que les droits d'auteur et le monopole qu'ils confèrent sont désignés à tort, soit dans le langage usuel, soit dans le langage juridique sous le nom de propriété ; que loin de constituer une propriété comme celle que le Code civil a définie et organisée pour les biens meubles et immeubles, ils donnent seulement à ceux qui en sont investis, *le privilège* exclusif d'une exploitation temporaire (1) ».

2) Deuxième système : C'est un privilège.

En effet, bien qu'en principe la propriété puisse être aussi temporaire (la Cour de Cassation semble l'avoir reconnu elle-même) (2), ce caractère convient mieux au privilège. Ce système pourtant ne nous satisfait pas plus que le précédent ; car l'idée de privilège implique celle de concession, tandis que le droit de l'auteur est irrévocable et attaché par la loi à sa seule qualité d'auteur.

Nous n'entrerons pas plus avant dans l'examen de cette discussion dont la portée semble se réduire d'ailleurs à une simple question de terminologie. En présence des arguments invoqués de part et d'autre, il nous semble que le système actuel de la loi est un système de transition. Le droit des auteurs tient encore du privilège par son caractère temporaire, mais il se rattache aussi à la véri-

3) Notre solution.

(1) Dalloz, Per., 1888, 1, 5.

(2) Cour de Cassation, 1^{er} avril 1884 ; Dalloz, Per., 1884, 1, 347.

table propriété, parce qu'il est exclusif et qu'il est acquis de plein droit.

Par suite du mouvement constant des idées, il est à penser que la perpétuité du droit de l'auteur passera dans les codes et que là se trouve l'avenir de la législation sur la propriété littéraire.

Réfutation des objections faites au principe de la perpétuité du droit d'auteur.

1) Difficulté de répartition des droits d'auteur.

Deux objections sont faites au système de la perpétuité : aucune ne paraît insurmontable.

On excipe de l'impossibilité qu'il y aurait à répartir les produits d'un ouvrage entre tous les héritiers de l'écrivain après un certain nombre de générations ; leur grand nombre et la difficulté de les connaître rendraient, dit-on, la chose impossible. — Nous répondrons à cela que, si la propriété littéraire était une véritable propriété, elle se retrouverait dans la succession de l'auteur dans la même situation que ses autres biens, qu'elle ferait comme ceux-ci l'objet d'un partage et tomberait dans le lot d'un seul des héritiers, à moins qu'elle ne fasse l'objet d'une licitation, de même qu'un immeuble difficilement partageable ou dont ne veut aucun des héritiers.

2) Sauvegarde du droit du public.

L'autre objection consiste à invoquer le droit du public. C'est un droit perpétuel de jouissance de l'ouvrage sitôt qu'il lui a été livré, qui prend naissance au jour de la première publication. Or, dit-on, le droit que la loi donne à l'auteur porte ombrage au droit du public, puisqu'un refus de cet auteur peut empêcher une nouvelle édition dont le besoin se fait sentir. Cet état de chose ne peut se prolonger, car c'est le droit du domaine public, succédant à celui de l'auteur, qui sauvegarde seul pleinement le droit du public. Cette dernière proposition demanderait à être démontrée. M. Mack l'a combattue, non sans succès croyons-nous, dans un rapport qu'il a présenté au Congrès de l'As-

sociation littéraire et artistique internationale réuni à Berne en 1896 (1). Après avoir mis en garde contre la confusion que l'on semble faire entre les droits du public et ceux du domaine public, il montre que ces derniers sont loin de donner toute satisfaction aux premiers. Ils profiteront presque uniquement à ceux qui voudront exploiter l'œuvre dont en réalité les héritiers ou cessionnaires de l'auteur se trouveront expropriés, et tout ce que le public en retirera sera peut être une très légère baisse de prix dans la vente de ces ouvrages.

M. Mack a donc proposé, sous le nom de *domaine public payant perpétuel*, un autre système de réglementation du droit d'auteur, qui sera discuté au prochain congrès de Turin (2) et qui concilie parfaitement les droits du public et ceux des héritiers de l'auteur. C'est la réalisation d'un vœu que M. Mack soumettait au Congrès de Berne et qu'il formulait ainsi : « Le meilleur système serait celui d'après lequel, à une période de protection exclusive s'étendant de la naissance de l'œuvre à la mort de l'auteur et en tout cas à un certain nombre d'années, succéderait un droit *perpétuel* de propriété grevé, moyennant redevance, d'une servitude d'usage de l'œuvre au profit de quiconque voudrait en faire une édition. La perception des redevances serait confiée facultativement à des sociétés indépendantes de l'État, mais reconnues par lui d'utilité publique ».

Ce système, M. Mack l'indique lui-même dans son rapport, ne serait que l'extension du régime du domaine public payant qui a été établi en Italie par la loi du 21 juin 1865 et confirmé par le décret du 19 septembre 1882,

(1) *De la perpétuité du droit d'auteur* par Ed. Mack.

(2) *Le droit d'auteur*, 1897, p. 53.

article 9. Dans ce pays on distingue deux périodes. La première comprend quarante ans à partir de la publication de l'œuvre ; pendant ce temps le droit d'auteur appartient exclusivement à l'écrivain et, lui mort, à ses héritiers ou ayants cause. Passé ce délai, durant une seconde période de quarante ans, toute personne peut reproduire et vendre l'œuvre, sous la condition de payer à l'ayant droit une redevance de 5 % sur le prix fort. — M. Mack voudrait seulement que cette seconde période fût perpétuelle.

Ainsi serait résolu, sans aucun préjudice pour le public, le problème de la perpétuité du droit d'auteur et la boutade d'Alphonse Karr deviendrait presque une réalité, lorsque l'humoristique auteur proposait un projet de loi dont l'article unique aurait été ainsi conçu : « La propriété littéraire est une propriété ».

Éléments dont
se compose le
droit d'auteur.

Ce n'est là qu'un vœu et, en attendant sa réalisation, nous devons prendre le droit d'auteur tel qu'il se présente actuellement. Au lieu de nous attacher plus longuement à dégager sa nature mal définie, nous étudierons avec plus de profit les éléments dont il se compose. Ils sont de deux sortes, les uns moraux, les autres pécuniaires.

1) Droit moral.

Le droit moral est celui qui rend l'auteur maître de l'œuvre qu'il a conçue, qui lui donne sur elle les pouvoirs les plus absolus. En y mettant son nom, l'écrivain la fait sienne, il en prend la responsabilité ; il la soutient, il la défend contre le public ; sa réputation, son succès littéraire, sa personnalité sont liés à cette émanation de lui-même. De même que le nom est intimement lié à la personne, le droit moral est expressément attaché à l'auteur et il ne peut le transmettre à un tiers, comme il le peut pour ses droits pécuniaires : le droit moral est inaliénable.

L'œuvre ne pourra donc être livrée au public que si l'auteur y consent expressément. Est-il incapable, son consentement est encore indispensable comme nous le montrerons plus loin, et il ne saurait être remplacé par celui de son représentant légal, contrairement à ce qui se produit pour l'exercice des droits pécuniaires.

Le droit moral permet à l'auteur d'obtenir la reproduction fidèle et intégrale de son œuvre dans la publication qui en est faite, et d'empêcher que son texte ne subisse des modifications étrangères, même en vue d'une amélioration.

Quelle que soit la convention passée entre l'auteur et l'éditeur pour la publication, le droit moral continue d'appartenir à l'auteur dans toute sa plénitude; les droits pécuniaires seuls sont transmis à l'éditeur avec plus ou moins d'étendue, suivant les cas, comme nous l'expliquerons bientôt. C'est ainsi que, dans l'hypothèse même où il vend sa propriété littéraire et dispose ainsi de la manière la plus étendue de ses droits pécuniaires, l'auteur puise dans son droit moral resté intact, non seulement le pouvoir d'exiger que la publication ait lieu, afin de donner à l'œuvre sa destination naturelle, mais aussi celui de contrôler et de surveiller les épreuves pour s'assurer de leur conformité avec le manuscrit. Il peut aussi poursuivre lui-même les contrefacteurs en s'appuyant exclusivement sur son droit moral.

Cependant le droit moral disparaît dans les cas très rares, et sur lesquels nous aurons à revenir, où le nom de l'écrivain est retiré de la publication. On peut citer comme tels l'hypothèse de la vente d'articles destinés à paraître sans signature dans un répertoire ou une encyclopédie, et celle de l'auteur pauvre qui, subissant la loi de l'édi-

teur, se dépouille de tous ses droits sur l'œuvre qu'il lui vend, l'autorisant à la publier sous son nom ou sous tel autre qu'il lui conviendra, voir même à l'éditer sans aucun nom s'il le préfère.

La question du droit moral de l'auteur n'est pas seulement intéressante au point de vue des rapports entre auteurs et éditeurs ; elle a en outre une grande influence sur les droits des créanciers et des héritiers de l'écrivain, aussi préoccupe-t-elle justement aussi bien les gens de lettres que les jurisconsultes (1).

Elle a fait l'objet d'une étude spéciale aux congrès de Berne et de Monaco, et à ce dernier congrès, M. Lermine a présenté un rapport fort intéressant sur le droit moral des écrivains et des artistes à l'égard de leurs œuvres (2), dans lequel il donne à ce droit la plus grande extension : non seulement il autorise toujours l'auteur, responsable devant la critique et devant l'opinion publique, à défendre l'intégralité de son œuvre dans le fond et dans la forme, mais il décide encore que l'exercice de ce droit moral finit avec la personnalité de l'auteur, que, lui mort, ses héritiers n'ont pas le droit de modifier, corriger ou mutiler son œuvre, et que celles tombées dans le domaine public devraient être protégées contre les « dénaturations » dont elles peuvent être l'objet.

Nul doute que l'union internationale adopte ces solutions dans un avenir prochain, car elles sont conformes à la nature du droit de l'auteur et nous sommes persuadés que la doctrine et la jurisprudence la suivront dans cette voie.

(1) V. un article de M. Marcel Prévost dans *le Journal* du 19 avril 1897.

(2) *Le droit d'auteur*, 1897, p. 52.

En ce qui concerne les droits pécuniaires de l'auteur, ils ont pour objet tous les produits matériels que l'œuvre est susceptible de rendre. Ils sont au nombre de deux, le droit de disposition et le droit de publication ou d'édition.

2) Droits pécuniaires.

Le premier est le plus étendu. Il permet à l'auteur de tirer de son ouvrage tel parti qu'il lui plaît. L'écrivain peut aller jusqu'à aliéner entièrement son droit au point de ne pouvoir dans la suite élever aucune prétention sur les produits de la publication, quelque considérables qu'ils soient. Liberté dangereuse, car les auteurs ont coutume de rechercher la gloire et la célébrité plus que la fortune et se montrent souvent d'une incroyable prodigalité en disposant de leurs œuvres. Ne voit-on pas des chefs-d'œuvre, vendus pour des sommes dérisoires, enrichir ceux qui les ont achetés, tandis que l'auteur ou ses héritiers sont plongés dans la misère. Il serait à souhaiter que la loi protégéât les auteurs contre eux-mêmes ; et c'est inspiré par cette pensée que M. Mack formulait au congrès de Berne la proposition suivante : « Dans tous les cas où une œuvre aura été cédée par l'auteur ou ses héritiers, le cessionnaire restera tenu, à toute époque et nonobstant toute stipulation contraire, de verser au profit de qui de droit, c'est-à-dire de l'auteur ou de ses héritiers, dans la caisse de la société qui aura reçu de l'auteur ou qui tiendra de la loi les pouvoirs nécessaires pour exiger le versement, le dixième au moins des produits nets tirés par lui de l'œuvre aliénée ».

a. Droit de disposition.

Tels quels, le droit moral de l'auteur et son droit de disposition seraient illusoires s'il ne lui appartenait d'en tirer un bénéfice moral et pécuniaire, et pour cela il faut répandre son ouvrage dans le public. C'est à quoi tend le

b. Droit d'édition ou de publication.

droit d'édition ou de publication que nous définissons : « le droit de tirer l'ouvrage à un certain nombre d'exemplaires et de les distribuer ». Ce droit, comme le droit de disposition, est d'ailleurs reconnu formellement par l'article 1 de la loi du 19 juillet 1793 : « Les auteurs d'écrits en tous genres..... jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République — c'est le droit d'édition —, et d'en céder la propriété en tout ou en partie — c'est le droit de disposition ».

Exploitation
du droit d'auteur par l'auteur.

Editer un ouvrage c'est l'exploiter, lui donner sa destination. Comme le propriétaire rural qui cultive lui-même sa terre, l'auteur, s'il lui plaît, peut être son propre éditeur. Mais ce sera peu fréquent, l'édition étant une opération qui nécessite des qualités et des capacités spéciales dont les auteurs sont dépourvus d'habitude. Lorsque le fait se présente, il est à remarquer que l'auteur n'est pas un commerçant et ne peut être considéré comme tel dans ses rapports avec l'imprimeur et les autres fournisseurs avec qui il entre en relations. Comme tout propriétaire qui exploite lui-même les produits de sa chose, il est justiciable des tribunaux civils (1).

Le plus souvent l'auteur s'adresse à un éditeur. Avec M. Martin Hildebrandt nous donnerons de l'éditeur cette définition très large : « celui qui entreprendra d'exploiter d'une façon quelconque des œuvres de l'esprit ou des œuvres d'art ». Les relations qui s'établissent entre lui et l'auteur soulèvent parfois de regrettables conflits d'inté-

(1) Cour de Paris, 23 octobre 1834 ; Sirey, 1834, 2, 641. — Cour de Paris, 3 février 1836 ; Sirey, 1836, 2, 125. — Cour de Paris, 23 décembre 1840 ; Sirey, 1841, 2, 323. — Contrà : Cour de Limoges, 29 février 1844 ; Dalloz, Per., 1845, 4, 8.

rêts dont la solution ne laisse pas d'être fort embarrassante. M. G. Masson, président du premier congrès international des éditeurs qui s'est tenu à Paris en 1896, le déplorait dans son discours d'ouverture et, cherchant un remède, il disait (1) : « J'ai lu jadis dans un ouvrage dont le titre m'échappe cette phrase humoristique : « l'auteur est le père et la maison d'édition la mère d'un écrit », s'il en est ainsi, messieurs, n'oublions jamais que c'est dans les familles unies que les enfants prospèrent le mieux. »

Pour que cette confiance si désirable s'établisse entre l'auteur et l'éditeur, le mieux serait que les droits et les obligations de chacun fussent précisés autant qu'il est possible. C'est à quoi nous nous efforcerons au cours de
Divisions de cet ouvrage.

Nous commencerons par l'examen du *contrat d'édition*, celui qui intervient le plus fréquemment entre auteurs et éditeurs. Nous verrons en même temps les principales variétés de ce contrat.

La seconde partie sera consacrée à la *vente de la propriété littéraire*. Le champ de ce contrat est plus étendu que celui du précédent : l'auteur y aura recours pour transmettre son droit de disposition. Mais cette transmission, relativement fréquente au profit des tiers, est très rarement consentie à un éditeur, et comme c'est le seul cas qui nous intéresse, nos développements sur ce point auront une certaine brièveté.

Enfin, dans notre troisième partie, nous étudierons les *rapports juridiques, soit de l'auteur, soit de l'éditeur, avec les ayants cause de l'autre*.

(1) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 95.

Ces trois parties seront d'une étendue fort inégale, les développements que nous consacrerons à la première devant embrasser la plus large part de cet ouvrage. Malgré cette défectuosité de forme, nous n'avons pas cru devoir renoncer à une division qui, nous l'espérons, aura l'avantage de présenter la question aussi méthodiquement que possible.

Bien que le nom d'auteur ait un sens fort large, qu'il s'entende non seulement des écrivains, mais encore des compositeurs de musique, des peintres, des sculpteurs, de tous les artistes en un mot, et bien que l'on désigne sous le nom d'éditeurs tous ceux qui font des reproductions des œuvres de l'esprit et de l'art, quelle qu'elles soient, nous serons contraints, par le cadre restreint que nous sommes assignés, à nous borner à l'étude de l'édition des œuvres littéraires de l'esprit, laissant de côté celle des tableaux, des sculptures et des compositions musicales.

PREMIERE PARTIE.

DU CONTRAT D'ÉDITION.

« Le contrat d'édition est une convention par laquelle l'auteur d'une œuvre intellectuelle s'engage à remettre cette œuvre à l'éditeur qui, de son côté, s'oblige à la publier, c'est-à-dire à la reproduire et à la répandre à ses frais, risques et périls (1) ». Cette définition est celle qui est donnée dans l'article 2 du projet de l'Association littéraire et artistique internationale présenté au congrès de Barcelone par MM. Eugène Pouillet, Ocampo et Georges Harmand. Elle renferme bien l'indication des obligations essentielles du contrat que nous étudions : obligation pour l'auteur de remettre son œuvre à l'éditeur et, comme conséquence, droit d'exiger la publication ; obligation pour l'éditeur de publier l'œuvre et, comme droit corrélatif, celui d'exiger la remise. Elle ne parle pas de la rémunération de l'auteur, celle-ci n'étant pas, comme on le verra bientôt, un élément essentiel du contrat. Elle est enfin très générale, et bien que nous n'étudions ici que le contrat d'édition des livres, nous pouvons remarquer

Définition du
contrat d'édi-
tion.

(1) *Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques*, 1894, p. 156.

qu'elle embrasse également le contrat d'édition des œuvres littéraires, artistiques ou musicales.

Définitions des
législations é-
trangères.

Ce contrat a été défini par un certain nombre de lois étrangères. Il sera intéressant de rappeler en quels termes ces lois s'expriment sur ce sujet.

Le Code civil du royaume de Saxe, article 1139, appelle contrat d'édition celui par lequel « l'auteur ou le propriétaire d'une œuvre littéraire ou artistique la remet ou s'oblige à la remettre à une autre personne, un éditeur, pour que celui-ci la reproduise, la publie et la mette en vente ».

Le Code civil autrichien, article 1164, en donne la définition suivante : « le contrat relatif à l'édition d'un écrit est celui par lequel l'auteur confère à une autre personne le droit de le reproduire par l'impression et de le mettre en vente ».

D'après le Code de commerce hongrois, article 515 « le contrat d'édition est celui par lequel « une personne, l'éditeur, acquiert de l'auteur ou de ses successeurs un droit exclusif à la reproduction, à la publication et à l'exploitation d'une œuvre littéraire, scientifique, ou artistique, terminée ou à faire. »

Enfin, aux termes de l'article 372 du Code fédéral suisse des obligations, « le contrat d'édition est un contrat par lequel l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique, ou ses ayants cause, s'engagent à remettre cette œuvre à un éditeur qui, de son côté, s'oblige à la publier, c'est-à-dire à la reproduire en un nombre plus ou moins considérable d'exemplaires, et à la répandre dans le public (1) ».

(1) Les traductions de ces textes sont tirées des lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique de MM. Lyon-Caen et Delalain.

Comme on le voit, les définitions données par le Code civil du royaume de Saxe et par le Code fédéral suisse des obligations sont celles qui se rapprochent le plus de celle que nous avons adoptée.

Le contrat d'édition est un contrat très particulier. Il rentre dans la catégorie des contrats innommés que les romanistes qualifient de contrats « facio ut facias », et il serait téméraire de tenter de le ramener à un des types de contrats prévus par notre législation, soumis chacun à des règles propres contenues au livre III du Code civil. On retrouve en lui certains caractères également propres à ces derniers contrats et de nature à entraîner de fâcheuses confusions. C'est ainsi qu'un grand nombre d'auteurs ont tenté, à tort selon nous, de ne voir dans le contrat d'édition qu'une variété de contrat nommé.

Le contrat d'édition est un contrat innommé.

Comparaison avec les principaux contrats nommés.

Plusieurs ont considéré qu'il s'agissait d'une vente consentie par l'auteur à l'éditeur (1). Nous ne contredisons pas qu'il y ait une certaine affinité entre les deux contrats, car l'auteur cède à l'éditeur une partie de ses droits, le droit de publication, et stipule généralement un prix. Mais les droits qu'il conserve rendent cette transmission très imparfaite. En vertu de son droit moral il garde un droit de contrôle permanent sur l'éditeur qui, de son côté, est tenu à faire un usage déterminé de son droit : la publication et la mise en vente. Les deux contrats devront donc être distingués avec soin et lorsqu'il y aura doute sur la nature de la convention passée entre un auteur et un éditeur, c'est dans le sens du contrat d'édition qu'il faudra décider. En effet, aux termes du Code

1) Vente.

(1) Nion, p. 282. — Pouillet, n° 239. — (Répertoire du Droit français), n° 67.

civil, article 1163 « quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est congue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter », or, la qualité de l'éditeur avec lequel l'auteur a contracté est une présomption que ce dernier n'a voulu vraisemblablement lui céder que le droit d'édition, tout en conservant les autres droits afférent à sa qualité d'auteur. Un projet de réglementation des droits entre auteurs et éditeurs a été soumis dans ce sens au congrès de Milan (1). Son article 1 est ainsi conçu : « A défaut de conventions contraires établies par écrit, les rapports entre les auteurs et les éditeurs sont régis par les dispositions de la loi relatives au contrat d'édition ». C'est aussi l'opinion de la Cour de Paris qui a décidé (2), en faisant de notre principe une application peut-être extensive, mais que justifiaient les circonstances de la cause, que « alors même qu'il est dit que l'objet de la vente est la propriété littéraire... les libraires n'ont entendu acheter que ce que comportaient les besoins de leur spéculation commerciale, c'est-à-dire le droit d'édition et d'impression ».

On voit par là l'importance considérable que le contrat d'édition occupe dans les rapports juridiques entre auteurs et éditeurs et l'on comprend que nous lui ayons assigné une place relativement considérable dans cette étude, alors que nous développerons très brièvement la vente de la propriété littéraire à l'éditeur, convention qui se rencontre rarement dans la pratique.

2) Société.

Le contrat d'édition a été assimilé à d'autres con-

(1) *Le droit d'auteur*, 1892, p. 32.

(2) Cour de Paris, 29 mars 1878 ; Dalloz, *Per.*, 1878, 2, 137.

trats nommés. M. Guillaouard voit en lui tantôt une vente et tantôt une société (1). Si l'on acceptait cette seconde solution il faudrait admettre que le contrat prenne fin à la mort d'une des parties contractantes. Or, le plus souvent le contrat d'édition se continue entre une des parties et les héritiers de l'autre, car l'auteur contracte plus avec la maison de commerce représentée par l'éditeur qu'avec la personne de celui-ci, et la mort de l'écrivain fait passer purement et simplement sur la tête de ses héritiers ses obligations et ses droits envers l'éditeur. Nous développerons d'ailleurs cette idée en examinant les rapports d'une des parties avec les ayants cause de l'autre.

M. Eisenmann (2). s'est attaché, en une étude où l'ingéniosité coudoie le paradoxe, à démontrer que le contrat d'édition n'est autre qu'un contrat de louage de choses, l'auteur affermant, en quelque sorte, son œuvre à un éditeur qui la fait valoir. Nous répondrons à cela que l'auteur cède véritablement son droit d'édition à l'éditeur qui acquiert de ce chef un droit réel, tandis qu'il est de l'essence du louage que le locataire n'ait qu'un droit personnel,

3) Louage.

Nous réfuterons enfin de la même façon le système de M. Mack (3), qui voit dans l'éditeur un simple mandataire de l'auteur servant d'intermédiaire entre celui-ci et le public. Nous ajouterons que c'est en son nom et non en celui de l'auteur qu'il contracte avec l'imprimeur, le brocheur et les libraires auxquels il confie la vente des exemplaires, ce qui est contraire à l'idée de mandat.

4) Mandat.

(1) *Traité des sociétés*, n° 19.

(2) *Le contrat d'édition et les autres louanges d'œuvres intellectuelles*.

(3) Consultation de M. Mack du 26 mars 1892 sur un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 16 février 1892.

Nous n'entendons pas cependant proclamer que ces différents contrats nommés, vente, société, mandat ou louage ne puissent servir de base aux contrats des auteurs avec les éditeurs ; cela serait contraire au principe de la liberté des conventions. Mais lorsque de tels contrats se rencontreront dans notre matière, il faudra les considérer comme très exceptionnels.

Le contrat d'édition est un contrat *sui generis*.

Le contrat d'édition ordinaire est un contrat *sui generis* qui, tout en se rapprochant plus ou moins de tel ou tel contrat nommé, dont les règles ont été spécialement posées par la loi, présente tant du côté de l'auteur que du côté de l'éditeur des particularités qui lui constituent une physionomie absolument originale (1).

1) *Ex parte auctoris.*

Originale *ex parte auctoris*, en ce sens que l'écrivain démembre son droit au profit de l'éditeur, s'interdisant d'en disposer à nouveau dans les limites de la cession, qu'il doit en conséquence mettre l'éditeur à même d'user de ce droit en lui faisant délivrance du manuscrit et en lui devant garantie, et que malgré cela, il a sur ce dernier un droit de contrôle permanent tant à l'égard de l'impression qu'à l'égard de la vente, conséquence du droit moral et du droit de disposition qu'il conserve sur son œuvre.

2) *Ex parte editoris.*

Du côté de l'éditeur nous voyons que celui-ci est tenu à faire l'impression. Pour cela il se met en rapport avec les imprimeurs, les brocheurs, etc., en son nom personnel et à ses frais. Il ressemble par là au fermier qui doit cultiver dans les mêmes conditions la terre dont il est locataire. Mais, tandis que le fermier dispose comme il l'en-

(1) V. conclusions de M. l'avocat général Bonnet dans l'affaire Daly fils et C^{ie} c. Planat ; *Chronique de la Bibliographie de la France*, 16 juin 1894.

tend de ses produits, l'éditeur est obligé à faire un usage déterminé des exemplaires parus, produits de l'édition. Il doit les mettre en vente avec une certaine publicité, en quoi il apparaît plutôt comme le mandataire de l'auteur. Enfin lorsqu'il doit un prix à celui-ci, cette rémunération est généralement proportionnelle aux résultats de l'opération et fixée à un tant pour cent sur la vente ; ce caractère rapproche le contrat d'édition de la société dont le partage des bénéfices est, avec une mise en commun, un des éléments distinctifs.

Le contrat d'édition est réglementé aujourd'hui par le plus grand nombre des législations étrangères. Le Code fédéral suisse des obligations lui a consacré un titre entier (titre XIII, art. 372 à 391), et c'est une des lois les plus complètes sur la matière. Le Code russe (1), le Code balte (2) et la loi finlandaise du 15 mars 1880 contiennent des dispositions intéressant les rapports d'auteur à éditeur. En Norvège, la loi du 4 juillet 1893 (3) sur les droits des auteurs et artistes s'en occupe également. En Allemagne, le contrat d'édition est réglementé en Prusse (4), dans le royaume de Saxe (5) et dans le grand duché de Bade (6). Il le sera sans doute prochainement dans tout l'empire et formera le complément du nouveau Code civil qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1900 et qui sera sans doute un chef-d'œuvre à en juger par le temps consacré à son élaboration. En effet, dans la séance du 11 décembre 1896 (7)

Règlementation du contrat d'édition à l'étranger.

(1) Code russe ou digeste mis en vigueur depuis 1833.

(2) E. Lehr, *Éléments de droit civil russe*, t. II, p. 297.

(3) *Bibliographie de la France*, chronique, 3 mars 1894.

(4) Allgemeines landrecht für die preussischen Staaten.

(5) Bürgerliches Gesetzbuch für das Königreich Sachsen.

(6) Badisches Landrecht.

(7) *Le droit d'auteur*, 1897, p. 6.

le Reichstag a adopté une résolution exprimant le vœu de voir élaborer le plus tôt possible des règles uniformes sur un certain nombre de matières parmi lesquelles figure le contrat d'édition.

Le Code civil autrichien de 1811. (*Bürgerliches Gesetzbuch*), contient plusieurs articles concernant le contrat d'édition (*Verlagsvertrag*). A ces dispositions sont venues s'ajouter quelques autres faisant l'objet des articles 16 à 20 de la loi nouvelle du 26 décembre 1895, relative au droit d'auteur sur les œuvres de littérature, d'art et de photographie. Le Code de commerce hongrois de 1875 contient un titre consacré au contrat d'édition (art. 515 à 533). Le Code civil portugais de 1867 s'en occupe aussi. Enfin, certains états de l'Amérique, Bolivie, Équateur, Guatémala, Mexique, ont établi quelques règles relatives au contrat d'édition dans leurs lois sur la propriété littéraire.

Absence de
réglementation
du contrat d'é-
dition en Fran-
ce.

En France, le législateur s'est contenté d'affirmer le droit exclusif de l'auteur, de fixer la durée de ce droit, de déterminer à quelles personnes il appartient par succession, d'assurer la protection de l'œuvre de l'auteur et de concéder certains droits aux propriétaires d'ouvrages posthumes. Le contrat d'édition n'est prévu par aucune de nos lois. En cette matière comme en beaucoup d'autres, notre pays, se reposant sur le grand effort législatif par lui accompli au commencement de ce siècle, et rebelle à apporter les modifications que réclame l'œuvre achevée, s'est laissé distancer par l'activité juridique des autres nations. Il ne faudrait pourtant pas se hâter de blâmer notre législateur de son inertie : au congrès de Berne l'association littéraire et artistique internationale a renoncé, quant à présent du moins, à élaborer un projet international des-

tiné à régler d'une façon définitive le contrat d'édition (1), et peut être en l'état actuel de la science serait-il prématuré de faire une codification du contrat d'édition offrant un caractère de perfection et de stabilité suffisant.

Notre intention n'est pas d'ailleurs d'insister sur ce sujet ; notre rôle, plus modeste, doit tendre uniquement, en envisageant la situation actuelle, à dégager un ensemble de règles permettant de résoudre les difficultés qui surgissent si multiples dans cette question.

Nous puiserons à cinq sources les éléments de notre travail :

Sources de
notre étude sur
le contrat d'édition.

1) Les principes généraux du Code civil sur les obligations en général et sur les contrats qui présentent une certaine affinité avec le contrat d'édition.

2) Les décisions de la jurisprudence qui permettent de déduire un ensemble de règles interprétatives de la volonté des parties.

3) Les usages en librairie qui, en l'absence de loi, ont une grande importance. Il faut leur attribuer la même autorité qu'aux coutumes de notre ancien droit à l'époque où la loi se confondait avec la tradition.

4) Les lois étrangères sur le contrat d'édition.

5) Les projets et résolutions présentés ou votés aux différents congrès de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Nous attacherons aux trois premières de ces sources une autorité beaucoup plus considérable qu'aux deux dernières. Nous ne nous appuierons sur celles-ci qu'à défaut de toute autre, sans quoi nous ne leur attribuerons qu'un intérêt purement documentaire.

(1) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 125 et 140.

Méthode de
noire étude sur
le contrat d'é-
dition.

Il nous a semblé que nous ne pourrions trouver pour étudier le contrat d'édition de meilleure méthode que celle employée par le Code civil en la matière du contrat de mariage. Après avoir, sous le nom de communauté légale, réglé les rapports des époux dont la volonté ne s'est pas manifestée ou qui ont préféré s'en rapporter à la loi, il étudie, dans une seconde partie, les clauses les plus usuelles que les époux ont coutume d'insérer dans leurs conventions matrimoniales, en faisant ainsi des variétés de communauté légale.

Nous nous proposons d'employer un procédé analogue. Nous étudierons d'abord le contrat d'édition proprement dit, et sous ce nom nous entendons construire un contrat type et en poser les règles telles que le juge les doive sous-entendre, lorsque le silence des parties dans les conventions particulières qu'elles ont passées est de nature à laisser leur intention dans l'obscurité. Nous examinerons ainsi le contrat d'édition en lui-même en tant que contrat *sui generis*, et nous rechercherons quelles règles il convient de lui appliquer en raison même de sa nature, de son objet et de son caractère.

Après cela, nous passerons en revue, sous le titre de variétés du contrat d'édition, les différentes modifications que la volonté des parties est libre d'apporter dans les conventions relatives à l'édition d'un ouvrage, de manière à faire rentrer celles-ci dans un des contrats de droit commun, louage de choses, louage d'ouvrage, société, mandat.

CONTRAT D'ÉDITION PROPREMENT DIT

Nous diviserons l'étude du contrat d'édition proprement dit en quatre chapitres. Après avoir étudié les caractères généraux de ce contrat et en avoir ainsi déterminé la nature, nous étudierons les trois phases successives que l'on retrouve dans tout contrat : sa formation, son exécution et les façons dont il prend fin.

CHAPITRE I

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DU CONTRAT D'ÉDITION

En tête du titre III, le Code civil indique (art. 1102 à 1107) un certain nombre de divisions des contrats. Ceux-ci peuvent être synallagmatiques ou unilatéraux, commutatifs ou aléatoires, de bienfaisance ou à titre onéreux, nommés ou innommés, cette dernière distinction résultant implicitement de l'article 1107. Les auteurs ont coutume d'ajouter quelques autres divisions à celles du code. Ainsi les contrats peuvent être encore solennels, consensuels ou réels, civils ou commerciaux. Nous aurons donc à nous placer successivement à ces six points de vue, et nous laisserons de côté une septième distinction que l'on fait encore des contrats en principaux et accessoires, car elle ne serait d'aucun intérêt dans notre matière.

§ 1. — Contrat synallagmatique ou unilatéral.

Contrat synallagmatique.

Le contrat d'édition est synallagmatique. Cela ressort de la définition que nous en avons donnée. D'ailleurs aucune difficulté sur ce point (1). Chacune des parties est obligée, l'éditeur à faire la publication et l'auteur à mettre l'éditeur à même de la faire. Donc au cas où l'une des parties ne satisfait

(1) Cf. Huard fils, n° 31 et Lardeur, p. 55.

rait point à son engagement, la condition résolutoire serait sous-entendue. Lorsque la convention sera passée par écrit, il faudra, pour que cet écrit ait force probante, qu'il soit rédigé en double original. On discute, il est vrai, la nécessité de cette formalité en matière commerciale ; mais, nous l'expliquerons à l'instant, le contrat est civil au regard de l'auteur, et à ce titre celui-ci aurait qualité pour se prévaloir de l'inobservance de l'article 1325.

§ 2. — Contrat commutatif ou aléatoire.

Cette distinction ne présente qu'un intérêt purement spéculatif, parce que le contrat d'édition ne rentre pas dans les rares contrats qui sont rescindables pour cause de lésion ; or le seul intérêt que présente la division des contrats en commutatifs et aléatoires, c'est que les contrats rescindables pour cause de lésion cessent de l'être lorsqu'ils prennent un caractère aléatoire.

Le contrat d'édition est commutatif de sa nature, car au moment où il est passé, chacune des parties stipule des avantages qu'elle considère comme équivalents de ceux qu'elle consent à l'autre.

Contrat commutatif de sa nature.

Mais il pourra exceptionnellement présenter le caractère aléatoire, et offrir dès la formation de la convention des chances respectives de gain ou de perte pour l'auteur et l'éditeur. Tel serait le cas où l'éditeur aurait le droit de faire un nombre d'éditions illimité ou du moins très considérable, et où l'auteur recevrait en échange un prix déterminé et non une somme variable suivant le nombre d'exemplaires vendus.

Contrat exceptionnellement aléatoire.

A ce point de vue, le contrat d'édition peut être assimilé à la vente qui est ordinairement commutative et parfois aléatoire.

§ 3. — Contrats de bienfaisance ou à titre onéreux.

Contrat à titre onéreux.

Lorsqu'il y a eu un prix stipulé aucune difficulté, le contrat est à titre onéreux. Il en est ainsi, même lorsqu'aucun droit d'auteur n'a été convenu. En effet les frais de l'édition seront à la charge de l'éditeur et représenteront une valeur suffisante pour donner à la convention un caractère onéreux. Un auteur qui débute s'estimera souvent heureux de trouver un éditeur qui consente à publier son livre sans avoir lui-même à délier sa bourse ; souvent même les dépenses de l'édition seront à peine couvertes par la vente, lorsqu'il s'agira d'éditions de luxe, ou d'œuvres s'adressant à un public restreint.

Il n'y a d'ailleurs aucun motif pour présumer une intention libérale de l'auteur vis-à-vis d'un éditeur, et l'on s'étonnerait sans doute aujourd'hui si l'on trouvait chez un écrivain le désintéressement de La Bruyère qui, son éditeur venant d'être père, cédait gaîment à celui-ci le manuscrit de son beau livre des caractères pour constituer une dot à sa fille.

A moins donc qu'il ne soit dit dans l'acte que l'auteur a voulu gratifier l'éditeur, le contrat est toujours présumé à titre onéreux. Lorsqu'il en sera passé acte, cet acte sera par conséquent soumis au droit proportionnel d'enregistrement, et non à un simple droit fixe comme les contrats de bienfaisance non translatifs de propriété. Les parties enfin seront tenues de la *culpa levis in abstracto* du droit commun, les articles 1927, 1880 et 1992 du Code civil qui établissent une responsabilité exceptionnelle

(1) Dalloz, *Code annoté de l'enregistrement*, n° 100.

dans certains contrats de bienfaisance ne pouvant leur être opposés.

§ 4^o. — **Contrat nommé ou innommé.**

Le contrat d'édition est un contrat nommé dans les nombreux pays où il est législativement réglementé, tels que la Prusse, le grand duché de Bade, le royaume de Saxe, l'Autriche, les provinces baltiques, la Norvège et la Suisse. Nous avons déjà dit qu'il n'en est pas de même en France où, parmi les lois assez nombreuses sur la propriété littéraire, aucune ne touche à cette question. Il ne faut pas oublier que nulle part dans leurs dispositions ne se trouve l'expression « contrat d'édition », et que l'usage seul l'a fait entrer dans la langue juridique pour désigner cette convention. C'est donc bien un contrat innommé, soumis au grand principe de la liberté des conventions, sous la seule condition de ne porter aucune atteinte à des dispositions législatives d'ordre public.

Contrat in -
nommé.

§ 5^o. — **Contrat solennel, consensuel ou réel.**

L'examen de cette distinction va nous permettre de passer en revue les principaux moyens de preuve et de chercher quels sont ceux qui s'appliquent au contrat d'édition.

Les contrats réels sont peu nombreux dans notre droit ; on ne compte guère comme tels que le dépôt, le prêt et le gage qui tous trois prennent ce caractère à l'obligation de restituer qu'ils contiennent. Cette obligation fait défaut dans le contrat d'édition : il n'est donc pas réel, et la remise du manuscrit n'est pas nécessaire à sa conclu-

sion. Bien plus, elle ne prouvera même pas sa perfection. En effet, le manuscrit a pu être livré à un éditeur sans qu'il y ait lieu d'en conclure l'existence d'un contrat. Il peut lui avoir été laissé en dépôt par exemple (1), ou, ce qui arrivera plus fréquemment encore, lui avoir été donné en lecture pour qu'il voie s'il lui convient de l'éditer. C'est ainsi qu'il a été jugé que, si la cession matérielle d'une œuvre d'art comporte, à moins de réserve spéciale, le droit de reproduction, il n'en est pas de même de la cession d'un manuscrit, laquelle n'est point présumée conférer le droit de publication, et qu'en raison des conséquences que la publication peut entraîner, au regard soit des tiers, soit de l'auteur lui-même, ce droit doit être expressément stipulé ou abandonné (2).

La liste des contrats solennels est également courte dans notre droit civil. Ce sont ceux que la loi soumet à certaines formes à peine de nullité ou mieux d'inexistence du contrat. M. Brousse a soutenu que la formation du contrat d'édition était subordonnée à un acte écrit (3). Il se prévalait de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1793 qui prescrit la saisie de « tous les exemplaires des éditions imprimées ou gravées sans la permission formelle et par écrit des auteurs ». Cette opinion est restée isolée et elle est aujourd'hui définitivement condamnée. Il est admis, en effet, d'une manière constante (4), que l'écrit n'est nécessaire que dans le cas spécial prévu par la loi, c'est-à-dire pour permettre au cessionnaire d'arrêter la saisie, mais que la disposition ci-dessous rappelée ne présente aucune

(1) Pouillet, n° 283.

(2) Cour de Paris, 4 juillet 1890 : *Le droit d'auteur*, 1890, p. 117.

(3) Répertoire de Favard de Langlade : v. prop. lit.

(4) Pouillet, n° 281. — Renouard, t. II, n° 165. — Huard fils, n° 51.

application dans les rapports du cessionnaire avec l'auteur.

Remarquons cependant que quelques pays exigent des formalités spéciales pour les cessions des droits d'auteur. Ainsi, en Grande-Bretagne, les cessions doivent être inscrites sur un registre tenu au bureau de la compagnie des libraires, et les extraits de ce registre certifiés et timbrés feront preuve *primâ facie* des droits du propriétaire, du cessionnaire. . . , mais ils seront susceptibles d'être combattus par d'autres preuves (article 11 de la loi du 1 juillet 1842) (1) ; aux Etats-Unis, les cessions peuvent légalement être faites par écrit enregistré au bureau du bibliothécaire du Congrès dans les 60 jours, sous peine de nullité (article 4955 des statuts révisés) (2). Citons encore la Russie, où les conventions entre auteurs et éditeurs doivent être dressées, dans les localités où le règlement sur le notariat est en vigueur, conformément aux règles contenues dans ce règlement, et, dans les autres localités, rédigées conformément aux règles générales sur les livres des courtiers (article 5 du règlement sur la censure et la presse, édition de 1886) (3).

Rien de semblable en France. En général, les contrats sont consensuels dans notre droit ; le contrat d'édition est donc parfait dès qu'il y a accord de volonté entre les parties. L'utilité d'un acte écrit ne se manifesterait que pour faire la preuve de leur consentement, preuve qui peut aussi bien être faite par tous les autres modes légaux du droit civil pour l'auteur, du droit commercial pour

Contrat consensuel. Preuve du contrat d'édition.

(1) Lyon-Caen et Delalain, introduction, p. LX et t. I, p. 276 et 277.

(2) Lyon-Caen et Delalain, introduction, p. LXI et t. II, p. 108.

(3) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 488.

l'éditeur. Feront donc preuve l'aveu, le serment, ou même des présomptions suffisamment graves, précises et concordantes, mais pour l'auteur seulement. Il a été jugé que l'on doit considérer comme tel le dépôt légal fait au nom de l'auteur avec réserve à son profit du droit de propriété, imprimé en tête de l'ouvrage à côté de sa signature (1), ou bien encore une simple lettre missive de l'auteur dont la signature n'est pas contestée (2).

§ 6. — Contrat civil ou commercial.

Contrat mixte. A ce point de vue, le contrat d'édition est mixte. Il présente un caractère différent suivant qu'on l'envisage au regard de l'auteur ou de l'éditeur. Ce dernier est un commerçant ; le fait d'éditer répond parfaitement à la définition de l'acte de commerce : un achat pour revendre. C'est à titre onéreux, nous l'avons montré, que l'éditeur se rend acquéreur du droit d'édition, et cela dans le but d'en faire une exploitation lucrative. Lors donc qu'il sera défendeur à une action, même intentée par l'auteur, c'est devant la juridiction commerciale qu'il faudra l'assigner.

L'auteur, au contraire, n'est pas un commerçant. L'ouvrage qu'il a composé est le produit de son intelligence ; c'est sa chose, sa propriété, et lorsqu'il en dispose en totalité ou partiellement, il n'est pas plus commerçant que le propriétaire qui vend les fruits de sa terre. Lorsqu'il aliène à un éditeur le droit de publier son livre, c'est absolument comme s'il en aliénait les exemplaires. Les élé-

(1) Tribunal correctionnel de Joigny, 9 mars 1861. — Pataille, 61, 165.

(2) Cour de Douai, 8 août 1865. — Pataille, 69, 249.

ments qui donnent à un acte un caractère commercial ne se retrouvent pas ici ; on ne saurait dire qu'il y a achat pour revendre et, si l'auteur agit parfois dans un intérêt de spéculation, cet intérêt n'apparaît pas nécessairement dans l'acte. C'est donc des tribunaux civils que relève l'auteur (1). La Jurisprudence décide ainsi d'une façon à peu près constante (2).

Bien entendu, il faut qu'il s'agisse d'une œuvre susceptible de conférer à l'auteur la propriété littéraire ; ainsi une simple compilation où la partie intellectuelle disparaît entièrement pour ne laisser qu'une entreprise industrielle, une spéculation, imprimera à l'auteur la qualité de commerçant, parce que, dans la circonstance, on ne saurait donner à l'entrepreneur la qualité d'auteur dans l'acception de ce mot. C'est ainsi que la Cour de Paris a décidé que la publication d'un livre qui ne contenait qu'une nomenclature de rues, de monuments et autres indications de même genre constitue un acte de commerce qui soumet l'auteur à la juridiction commerciale (3).

Mais dans toute autre hypothèse l'auteur n'est pas un commerçant. Quand bien même il y aurait société entre lui et l'éditeur, quand ils auraient stipulé qu'ils partageraient par moitié les bénéfices tous frais prélevés, sous la condition pour l'auteur de payer la moitié des frais dans le cas où le produit de la vente serait insuffisant pour les couvrir entièrement, cela ne constitue pour cet auteur ni un acte de commerce ni une société commerciale (4). La

(1) Pouillet, n° 275. — Renouard, t. II, n° 22. — Nion, p. 339. — Huard fils, n° 34.

(2) Cour de Paris, 23 octobre 1834 ; — Sirey, 34, 2, 644. — Com. Seine, 25 août 1846 ; — *Gaz. trib.*, 28 août.

(3) Cour de Paris, 9 février 1841. — Sirey, 41, 2, 323.

(4) Cour de Paris, 10 mars 1843. — Dalloz, *Per.*, 43, 4, 7.

Cour de Paris, il est vrai, a jugé que la société d'un écrivain et d'un libraire pour la publication d'un ouvrage est commerciale, mais ce caractère résultait de ce que, dans l'espèce, l'écrivain n'était que le rédacteur d'un périodique composé d'articles que lui-même achetait ; il n'était donc pas auteur à proprement parler, mais bien véritablement commençant et la société qu'il formait avec l'éditeur devait être commerciale de part et d'autre (1).

Directeur de
journal.

La situation du directeur d'un journal ou d'une revue est d'ailleurs, assez spéciale et mérite d'attirer un instant notre attention. Comment le traiterons-nous à l'égard des auteurs dont il prend les articles et à l'égard de l'éditeur qui publie la compilation qu'il en fait ?

1° *A l'égard des auteurs des articles.* — Ceux-ci ont assurément la propriété de ces articles tels qu'ils les remettent au directeur. M. Pardessus l'a contesté à tort, alléguant l'impersonnalité de ces articles qui, ne rendant compte que d'événements ou d'objets en quelque sorte du domaine commun, empêchent d'assimiler leur auteur à celui d'un ouvrage vraiment littéraire (2). Cela n'est pas toujours vrai, et quand même l'article est purement documentaire, il y a toujours la forme qui, dans une certaine mesure, accuse la personnalité de l'auteur.

Mais le directeur ? Pas de difficulté lorsqu'il agit au nom d'autrui, de l'éditeur par exemple ou d'une société formée pour l'exploitation de la publication. Dans ce cas, il n'est qu'un mandataire, emprunte la qualité de son mandant et, en traitant avec l'auteur, il fait un acte de commerce (3). Cela est beaucoup plus douteux quand il

(1) Cour de Paris, 16 février 1814. — Dalloz, *Per.*, 44, 2, 165.

(2) Pardessus, *Cours de droit commercial*, P. I, t. I, n° 15.

(3) Huard fils, n° 35.

agit pour son propre compte. Nous le considérerons comme un véritable éditeur, un commerçant par conséquent, dans les cas rares où il se bornera à réunir au fur et à mesure et à publier tels quels les articles qu'il aura reçus. Mais, le plus souvent, il les soumettra avant la publication à un travail qui lui sera véritablement personnel. Il faut une certaine unité de vues dans un journal ; c'est le rôle du directeur de s'assurer qu'il n'y a pas entre les différents articles qu'il se propose d'y insérer des divergences d'opinion, et, s'il en rencontre, de demander à leurs auteurs les corrections nécessaires, a moins que ceux-ci ne l'aient autorisé à les faire lui-même. Et puis, après ce travail de retouches, un autre est nécessaire pour grouper ces articles, les ordonner de telle sorte qu'ils soient mis en valeur les uns par les autres, que la publication ait de l'unité et de l'homogénéité. C'est l'objet de la composition qui, bien souvent, aux yeux des lecteurs, est la chose principale dans le journal. Alors on pourra, sans crainte, soutenir qu'à ce moment ces articles sont devenus une chose nouvelle, une œuvre littéraire, propriété du directeur qui, à ce titre, mérite la protection de la loi ; il est auteur lui-même, nous le traiterons donc comme un auteur et dirons qu'il n'est pas commerçant (1).

Cette doctrine est fort bien mise en lumière dans l'article 3 de la loi norvégienne du 4 juillet 1893 : « les éditeurs (lisons directeurs) de journaux, dit-il, et d'autres œuvres qui se composent de contributions indépendantes provenant de divers collaborateurs, ont le même droit de publication par rapport à l'ensemble de l'œuvre, que celui

(1) Cf. Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, t. I, n° 447. — Lyon, 22 août 1860 ; — Dalloz, Per., 64, 2, 72. — Cour de Paris, 2 juillet 1880 ; — Dalloz, Per., 80, 2, 226.

qui appartient aux auteurs.— Sous réserve des stipulations contraires, l'auteur de la contribution distincte garde son droit d'auteur sur cette contribution (1) ».

2^o *A l'égard de l'éditeur qui publie les articles.* — Nous appliquerons la même règle. Dans les cas où nous avons envisagé le directeur comme un commerçant vis-à-vis des auteurs, il le sera également vis-à-vis de l'éditeur avec qui il traitera pour l'impression. Il ne le sera pas, au contraire, et relèvera des tribunaux civils quand, par son travail personnel, il aura acquis un véritable droit de propriété sur la réunion des articles qu'il publie.

La jurisprudence, toutefois, paraît avoir un système différent du nôtre. Elle tend à considérer d'une manière générale le directeur d'un journal ou d'un périodique comme non commerçant (2), à moins qu'une partie du journal ne soit consacrée à l'exploitation d'annonces et insertions que les tiers veulent porter à la connaissance du public, et qui donnent à l'entreprise le caractère d'une spéculation commerciale (3). Un arrêt plus récent s'est même refusé à voir un acte de commerce de la part de l'auteur d'un recueil périodique bien qu'il y eût sur la couverture des annonces commerciales (4).

(1) *Bibliographie de la France*, chronique, 3 mars 1894.

(2) C. de Colmar, 9 décembre 1857. — Dalloz, Per., 58, 2, 23. — Comm. Marseille, 24 janvier 1870. — Dalloz, Per., 70, 3, 76.

(3) Marseille précité. — Com. Seine, 21 octobre 1859, — Dalloz, Per., 60, 3, 48 (note).

(4) Cour de Paris, 22 décembre 1886. — *Journal du Palais*, 87, 1, 701.

CHAPITRE II

FORMATION DU CONTRAT D'ÉDITION

Lorsqu'un contrat se forme, il est soumis à un certain nombre de conditons énumérées à l'article 1108 du C. civ., ce sont : le consentement, la capacité des parties contractantes, l'objet et la cause. La capacité n'est requise que pour la validité de la convention et à son défaut celle-ci n'est qu'annulable. Les trois autres conditions sont requises pour l'existence même de la convention et leur absence la rend inexistante. Ces quatre conditions doivent donc se rencontrer au moment de la formation d'un contrat d'édition.

De la cause nous n'aurons rien à dire, car elle ne présente ici rien de particulier. Le contrat est synallagmatique et dans les contrats de cette sorte, les obligations des parties ont pour cause les obligations de l'autre. Il importe, au contraire, de préciser certains points plus discutables en ce qui touche le consentement, la capacité des parties et l'objet.

§ 1. — Consentement.

Le consentement peut être vicié par l'erreur qui, suivant les cas, rend le contrat inexistant ou annulable. Elle le rend inexistant quand elle porte sur l'objet

Effet de l'erreur sur le contrat d'édition.

1) Erreur sur
l'objet du con-
trat.

ou sur la nature de la convention, mais une semblable erreur est des plus rares et ne saurait être facilement présumée. L'objet de notre contrat est le droit d'édition sur un ouvrage déterminé ou un ensemble d'ouvrages. Il pourrait arriver que l'éditeur, insuffisamment renseigné, fût entraîné à une confusion par une similitude de titre et crût traiter pour un livre différent de celui qui lui est présenté. Dans ce cas, il pourrait toujours se prévaloir de l'inexistence du contrat ; mais si l'auteur est resté étranger à cette erreur, il sera en droit de reprocher à l'éditeur une faute ou tout au moins une grave négligence. L'usage est, en effet, que l'éditeur traite en complète connaissance de cause, après avoir pris lecture du manuscrit, et, s'il ne le fait pas l'auteur peut justifier du préjudice qui en résulte pour lui. Ce sera une opération manquée avec un autre libraire ou un retard apporté dans la publication : à ce titre, l'auteur pourrait demander des dommages-intérêts à l'éditeur. Mais le contrat sera toujours inexistant, rien ne saurait prévaloir contre cette erreur sur l'objet, à supposer que l'éditeur la puisse démontrer, ce qui sera le plus souvent fort difficile.

2) Erreur sur
la nature du
contrat.

Pour ce qui est de l'erreur sur la nature du contrat, elle sera également peu fréquente, car nous savons que dans le doute on doit décider qu'il y a contrat d'édition plutôt que vente. Mais ce n'est là qu'une présomption et il est possible de concevoir certains cas où il y aurait lieu de la repousser, lorsqu'on établirait que l'une des parties a entendu passer une de ces deux conventions tandis que l'autre avait en vue l'autre contrat. On serait alors dans l'hypothèse de l'erreur sur la nature du contrat, et il faudrait conclure à son inexistence.

3) Erreur sur
la personne.

En-général, l'erreur sur la personne de celui avec qui

L'on contracte n'est pas une cause de nullité dans les conventions. Cette règle ne souffre exception que dans les contrats passés *intuitu personæ*. Nous verrons s'il y a lieu de mettre le contrat d'édition au nombre de ceux-ci dans la partie consacrée spécialement aux rapports de l'un des contractants avec les ayants cause de l'autre. Disons toutefois que la personnalité de l'auteur influe sur l'ouvrage au point que le plus souvent le nom de l'auteur en détermine la valeur commerciale mieux encore que son contenu. Mais l'éditeur ne saurait d'ordinaire être induit en erreur par une homonymie sans qu'il y ait imprudence de sa part. Ce n'est donc que bien rarement qu'il pourra invoquer une semblable erreur pour faire prononcer la nullité du contrat d'édition.

2. — Capacité des parties,

L'auteur et l'éditeur peuvent traiter directement ou par l'intermédiaire d'un mandataire.

1) *Les parties traitent directement.*

La question de capacité ne souffre aucune difficulté du côté de l'éditeur : commerçant, il est soumis aux prescriptions des articles 1 à 7 du Code de commerce. Au sujet de l'auteur, au contraire, il y a lieu de passer en revue les principales incapacités prévues par le Code civil ; il faut aussi envisager spécialement le cas de la collaboration et voir dans quelle mesure un seul des auteurs peut engager son collaborateur dans les liens d'un contrat d'édition.

Remarquons d'abord qu'au regard de l'auteur le contrat d'édition présente les caractères d'un acte d'administration, car l'écrivain n'aliène pas son œuvre et conserve

Capacité de l'éditeur.

Capacité de l'auteur.

Le contrat d'édition est un acte d'administration pour l'auteur.

intacts son droit moral et son droit de disposition. Ce contrat est en général le moyen le plus pratique pour lui d'exploiter sa propriété littéraire. Il cède à l'éditeur le monopole de cette exploitation en lui transférant le droit d'édition comme un propriétaire ordinaire donne sa chose à bail à un locataire, et si le droit de l'éditeur et celui du locataire présentent certaines différences, le but poursuivi par l'auteur est exactement le même que celui du bailleur. Il est vrai que s'il concède à un éditeur toutes les éditions à venir, l'auteur s'engage lourdement et risque souvent de compromettre son droit de propriété littéraire, mais on pourrait en dire autant des baux à longue durée.

En général, les représentants des incapables interviennent pour eux, ou les assistent lorsqu'il s'agit de faire un acte d'administration. Il serait pourtant périlleux de permettre à un tiers de représenter aussi complètement l'incapable dans l'édition de ses œuvres, car à côté de l'intérêt pécuniaire il y a l'intérêt moral de l'auteur qui attend de son livre la renommée et la gloire. Voici donc la distinction que nous proposons, conformément à celle que nous avons établie entre le droit moral de l'écrivain et son droit pécuniaire :

Pour ce qui est de la publication en elle-même, indépendamment de sa forme et des conditions matérielles du traité à passer avec l'éditeur, il est indispensable que l'auteur consente ; même si cet auteur rentre dans une des catégories d'incapables du droit commun, son représentant ne peut suppléer à un refus de sa part et force sera de laisser son œuvre inédite. Mais une fois que l'incapable a exprimé sa volonté de laisser voir le jour à son œuvre, son droit moral disparaît devant l'intérêt matériel dans le contrat qu'il reste à passer avec un éditeur. C'est

alors au représentant légal de l'incapable à en débattre les conditions au mieux de ses intérêts pécuniaires et à passer l'acte en son nom lorsque son intervention est requise.

Nous décidons en un mot qu'à part certains cas exceptionnels commandés par la situation, le représentant de l'auteur incapable intervient pour lui et l'assiste au contrat d'édition selon les règles ordinaires du droit commun, à condition d'être autorisé par lui à faire faire la publication.

A. *Minorité*. — Pour ce qui est de la composition même de l'ouvrage, il est douteux que le mineur puisse s'y livrer sans l'autorisation de ses père, mère ou tuteur. En vertu de leur droit d'éducation, ceux-ci pourraient s'y opposer, car c'est un devoir pour eux de le protéger contre les dangers auxquels il voudrait s'exposer (1). Quant à la publication, c'est au représentant légal du mineur de traiter avec l'éditeur. L'enfant a-t-il encore ses père et mère, le père administrateur légal de ses biens passera le contrat d'édition. De même, un des deux étant mort et l'autre exerçant la tutelle légale, c'est à celui-ci qu'incombera cette charge (2).

Tutelle des
père et mère.

Si le mineur n'a plus ni père ni mère, il ne pourra davantage publier seul son ouvrage. Ce n'est qu'exceptionnellement que le mineur est capable et pour certains actes seulement, au nombre desquels le contrat d'édition n'est pas compris. Son tuteur le représentera efficacement et il n'aura besoin ni de l'autorisation du conseil de famille, ni de l'homologation du tribunal, car ce n'est que dans des cas spéciaux et quand la loi l'y astreint expressément qu'il doit recourir à ces formalités.

Tutelle déléguée par le conseil de famille.

(1) Thulliez, Prop. lit., p. 263.

(2) Pouillet, n° 262. — Nion, p. 112. — Lardeur, p. 95.

Pourtant, si le tuteur n'est pas le survivant des père et mère, soit, s'agissant de la mère, qu'elle ait refusé la tutelle (art. 394. C. civ.), soit, s'il s'agit du père, qu'il s'en soit fait excuser, soit enfin que le survivant ait été écarté de la tutelle comme incapable ou même exclu ou destitué de la tutelle, celui-ci n'en conserve pas moins la puissance paternelle. A ce titre, en vertu du droit d'éducation qu'il lui confère, il pourrait s'opposer à la publication s'il y voit pour son enfant un préjudice moral, et malgré tout l'intérêt pécuniaire qui pourrait en ressortir pour lui, le tuteur devrait s'incliner devant l'opposition du père ou de la mère ainsi, bien entendu, que devant celle du mineur.

En aucun cas ce dernier ne saurait se passer de l'intervention de son tuteur et suppléer à son refus. Il n'en résultera pas d'ailleurs de sérieux inconvénients : si l'œuvre du mineur présente quelque valeur, il est à présumer qu'il n'est pas éloigné de sa majorité, un tout jeune enfant étant incapable de produire un ouvrage vraiment sérieux. Qu'il attende donc tant soit peu, et une fois majeur, il aura toute liberté pour se faire éditer comme il l'entendra, sans qu'à ce léger retard ni lui ni la société aient subi un préjudice notable.

Mineur émancipé.

Le mineur peut être émancipé. Il acquiert alors la capacité de faire seul tous les actes de pure administration, au nombre desquels il faut ranger le contrat d'édition. Le mineur peut donc le passer sans aucune autorisation (1). En effet, cet acte, s'il n'est pas fait, ne constitue pas le mineur en perte et n'occasionne pour lui aucune dépense ; il l'empêche seulement d'augmenter son patrimoine, et c'est bien là le caractère des actes de pure administration.

(1) Nion, p. 120. — Huard fils, n° 43.

Dans les éditions de son ouvrage, antérieures à 1880, M. Pouillet était du même avis. Il en a changé depuis (1), et estime qu'il y a lieu d'appliquer l'article 4 de la loi du 27 février 1880 qui s'exprime ainsi : « le mineur émancipé au cours de la tutelle, même assisté de son curateur, devra observer, pour l'aliénation de ses meubles incorporels, les règles prescrites à l'égard du mineur non émancipé. Cette disposition ne s'applique pas au mineur émancipé par le mariage ». Mais, pour être logique, il faudrait dire aussi que lorsque le mineur est en tutelle, le tuteur doit, conformément aux articles 1 et 2 de cette même loi, se faire autoriser par le conseil de famille et même se munir de l'homologation du tribunal lorsque les droits stipulés pour l'auteur excéderont une valeur égale à quinze cents francs en capital. M. Pouillet ne va pourtant pas jusque-là (2). Nous pensons donc que le savant auteur a commis une erreur et nous en voyons la source dans l'assimilation complète qu'il veut faire entre la cession de la propriété littéraire et le contrat d'édition (3). En étudiant la cession de la propriété à l'éditeur, nous verrons qu'il y a lieu d'appliquer le système de M. Pouillet ; mais nous n'hésitons pas à le repousser en ce qui concerne le contrat d'édition proprement dit, nous refusant à y voir une aliénation mobilière.

B. Interdiction. — L'interdiction peut être légale ou judiciaire.

Le condamné à une peine afflictive et infamante ne peut (C. pén., art. 29) administrer lui-même ses biens. ^{Interdiction légale.} Il lui est donné un tuteur et un subrogé-tuteur, disposition

(1) Pouillet, n° 263.

(2) Pouillet, n° 262.

(3) Pouillet, n° 239.

d'ordre public destinée à faciliter la répression des crimes. L'interdit légal ne peut donc exploiter lui-même le droit d'édition sur ses ouvrages (1). C'est à son tuteur qu'il appartient de le faire après s'être assuré de son assentiment.

Interdiction
judiciaire.

Il en est de même lorsque l'auteur est en état d'interdiction judiciaire. Mais ici une difficulté se présente. Nous avons exigé jusqu'à présent que le représentant de l'incapable agisse avec son consentement, or l'état mental de l'interdit l'empêchera de consentir. Faudra-t-il passer outre ? Non, pensons-nous, toutes les fois que la folie de l'auteur présente des intervalles lucides, car il ne lui est plus impossible de faire connaître sa volonté et son tuteur devra attendre ces lueurs de raison pour s'assurer de ses dispositions à cet égard. Sa folie ne lui donne-t-elle aucun répit, que devra-t-il faire ? M. Huard pense qu'il y aura lieu de déroger aux règles posées et d'autoriser le tuteur à faire la publication s'il la juge intéressante et utile (2). Nous hésitons à accorder au tuteur une telle liberté. Animé des meilleures intentions, ne sera-t-il pas disposé à faire argent de tout, au mieux des intérêts matériels qui lui seront confiés ? Il pourra trahir ainsi les désirs de l'incapable et livrer au public des pages qui étaient destinées à rester inédites dans la pensée de leur auteur. Il y a là un danger ; aussi préférons-nous nous ranger à l'avis du plus grand nombre et dire que le tuteur ne peut publier sans l'autorisation de l'interdit (3). Mais pour sauvegarder dans la mesure du possible l'intérêt de ce dernier, il faudra se montrer très large quand il s'agira d'appré-

(1) Cour de Paris, 7 août 1837. — Sirey, 38, 2, 268.

(2) Huard fils, n° 44.

(3) Nion, p. 122. — Pouillet, n° 264. — Lardeur, p. 99.

cier si son consentement existe. Ainsi nous dirons que lorsque l'œuvre a déjà été éditée, le tuteur pourra traiter pour une nouvelle édition. On a dit que, dans ce cas, l'intérêt pécuniaire de l'incapable était seul en jeu. Ce n'est pas exact ; ce qu'il faut dire, c'est que la réédition ne met pas au jour une œuvre nouvelle, qu'elle n'est que la continuation d'une publication antérieure faite avec le consentement de l'auteur, que ce consentement subsiste et qu'il est suffisant pour autoriser de nouvelles éditions. Toutefois, s'il était démontré qu'avant l'affaiblissement de ses facultés mentales, l'auteur a exprimé le regret de s'être fait éditer ou a renié les doctrines contenues dans son livre, il y a là une indication pour le tuteur qui ne pourra aller à l'encontre de la pensée de l'interdit ; il devra alors s'abstenir de toute nouvelle édition.

Mais quand bien même l'ouvrage est inédit, il peut être certain que l'auteur avait l'intention de le livrer à la publicité. Il l'aura lu à différentes personnes, par exemple, et les aura consultées sur son succès probable auprès du public, ou bien il aura déjà entamé des pourparlers avec un éditeur. Ces indices et autres semblables seront considérés comme un consentement suffisant pour que le tuteur agisse seul au nom de l'interdit.

C. Auteur pourvu d'un conseil judiciaire. — En principe, le prodigue et le faible d'esprit sont capables, sauf pour les actes énumérés par l'article 513 du Code civil, où se trouve exigée l'assistance du conseil judiciaire. Le contrat d'édition, acte d'administration, n'est pas de ce nombre. Laissons-nous donc au prodigue la liberté de faire avec son éditeur telles conventions qu'il lui semblera bon ? Il est à craindre qu'un tel auteur accepte toutes les conditions qu'on lui proposera, car, habitué à faire bon

marché de sa fortune, il envisagera difficilement son œuvre à un point de vue vénal, et, tout à la gloire de se voir publié, il ne songera guère à débattre ses intérêts matériels. Un auteur a pensé que ces considérations sont suffisantes pour qu'il y ait lieu de suppléer au silence de l'article 513. Il ne faut pas s'arrêter à cet argument de texte, dit-il, car le Code civil n'a nullement songé au droit des auteurs, et par conséquent l'on n'est pas recevable à tirer argument de son silence (1). Il est incontestable que les rédacteurs de l'article 513 n'ont pas pensé au contrat d'édition ; mais les incapacités qui y sont édictées forment une matière de droit strict en laquelle l'interprète ne peut corriger les oublis de la loi, alors même qu'ils sont manifestes et évidents.

M. Pouillet est d'un tout autre avis (2). Il part de cette idée qu'un artiste peut donner ses œuvres s'il lui plaît d'en faire cadeau à ses amis, et en tire cette conclusion qu'il doit pouvoir les céder, même à des prix qui paraîtront déraisonnables à un conseil judiciaire. Ainsi, liberté pour le prodigue de disposer de sa propriété littéraire comme bon lui semble, liberté de la céder en totalité ou partiellement : il n'y aurait lieu à intervention du conseil judiciaire que si les intérêts des créanciers se trouvaient menacés. Une telle doctrine est aussi condamnable que celle de M. Nion ; ne va-t-elle pas contre les termes mêmes de l'article 513 qui range l'aliénation au nombre des actes nécessitant l'assistance du conseil judiciaire ?

Disons donc, avec la majorité des auteurs (3), que le prodigue ne peut vendre seul la propriété de ses ouvrages.

(1) Nion, p. 123.

(2) Pouillet, n° 266.

(3) Thulliez, p. 267. — Huard fils, n° 46. — Lardeur, p. 101.

Mais en ce qui touche le contrat d'édition en lui-même, donnons-lui pleine capacité pour le passer seul et comme il l'entend lorsqu'il se borne à assurer l'exploitation de sa propriété (1).

D. Femme mariée. — La capacité de la femme mariée doit être examinée sous un double point de vue : capacité pour publier et capacité pour passer avec un éditeur le contrat qui assurera la publication.

Chef de l'association conjugale, le mari devra également consentir à la publication. S'il refuse l'autorisation de publier, la femme pourra-t-elle y suppléer en s'adressant à la justice ? Nous ne le pensons pas : l'autorisation maritale est la règle, celle de justice l'exception ; or, il résulte des articles 218, 219, 221, 222, 224 du Code civil et 861 du Code de procédure civile, que l'autorisation de justice ne peut suppléer celle du mari que lorsqu'il s'agit pour la femme d'ester en jugement, de passer un acte, de contracter (2) : tel n'est pas le cas ici. Ce qui est principalement en question, c'est non pas un intérêt pécuniaire, mais la direction morale de la famille, la puissance maritale elle-même, et chacun comprend les considérations de toutes sortes pour lesquelles un mari peut très légitimement s'opposer à cette publicité dont son nom serait atteint (3). Cette question a été discutée à la conférence des avocats ; c'est dans ce sens qu'elle y a été tranchée (4). Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi et certains auteurs concèdent à la femme mariée le droit de s'adresser à la justice pour se faire autoriser à publier ses œuvres. M. Pouil-

(1) Cour de Paris, 22 mars 1864. — Pataille, 64, 260.

(2) Demolombe, t. IV, p. 320.

(3) Demolombe, t. IV, p. 324.

(4) *Le droit*, 2 février 1855.

let, tout en faisant valoir des considérations d'ordre purement moral sur la prudence habituelle des tribunaux, prétend appuyer cette opinion sur l'article 219 du Code civil dont la disposition est générale et n'admet pas d'exception (1). M. Pouillet en cela suit l'avis de M. Nion et ce dernier avait tenté de l'appuyer sur un raisonnement plus juridique. M. Nion, en effet, croit rencontrer une analogie de situation dans le cas de l'acceptation d'une donation, prévu par l'article 934 du Code civ., qui confère à la justice le droit d'examiner les motifs du refus du mari et d'accorder l'autorisation dans les cas où elle ne les trouve pas suffisamment fondés (2). A cela nous répondrons que ce pouvoir donné aux tribunaux dans un cas spécial est une dérogation au droit commun qu'elle a nécessité un texte de loi et qu'on ne doit pas étendre une exception.

D'ailleurs, au moment où le Code civil a été rédigé, il est peu probable que le législateur ait songé au contrat d'édition et à la capacité de la femme mariée en cette matière. Nous pensons qu'il convient de lui donner la même capacité que pour faire le commerce. L'article 4 du Code de commerce décide que la femme ne peut être marchande publique sans le consentement de son mari ; il n'admet pas que l'autorisation de justice y puisse suppléer, et cela est justifié par des considérations d'ordre moral, le commerce obligeant la femme à mener une vie extérieure qui peut ne pas être sans danger pour ses mœurs et la dignité de la famille. Les mêmes raisons ont conduit à admettre que l'autorisation du mari ne peut pas être remplacée par celle de la justice lorsque la femme

(1) Pouillet, n° 269.

(2) Nion, p. 409.

veut contracter un engagement théâtral (1). La situation n'est-elle pas la même lorsqu'elle veut être auteur et faire publier ses œuvres ; le droit moral qui s'attache à la qualité d'auteur n'engage-t-il pas l'honneur de la famille ? Nous sommes donc amenés à conclure que le mari seul peut autoriser sa femme à se faire éditer.

Il en sera ainsi aussi bien quand il s'agira d'une seconde édition que lorsque l'ouvrage sera inédit, et nous ne pensons pas que le mari soit privé du droit d'empêcher une édition nouvelle d'un ouvrage de la femme déjà publié avant le mariage. Comme le fait remarquer M. Lardeur, « la réédition se sépare complètement de la première édition ; elle intervient souvent dans des circonstances très différentes qui en modifient profondément les caractères (2) ». Le mari a pu croire qu'en se mariant la femme renoncerait à ses aspirations littéraires ; peut-être n'approuvait-il pas les œuvres de celle qu'il a épousée ; en tout cas, il n'a pas eu à prendre parti tant que la question de la réédition ne s'est pas présentée. Par assimilation d'ailleurs, la jeune fille commerçante qui se marie n'aura-t-elle pas besoin du consentement de son mari pour continuer à faire le commerce tout comme la femme mariée qui voudrait l'entreprendre, et si l'homme qui épouse une actrice exige d'elle qu'elle renonce à exercer cette profession, n'est-il pas dans son droit ?

Une situation qui mérite d'appeler l'attention est celle qui résulte de la séparation de corps. La loi du 6 février 1893 qui rend la femme séparée de corps pleinement capable de contracter ne modifie pas sa capacité en ce

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, t. I, n° 562.

(2) Lardeur, p. 103.

qui touche la publication. La séparation de corps ne détruit pas le mariage et par suite ne supprime pas l'autorité maritale. La femme retrouve bien toute capacité quant à ses intérêts pécuniaires, c'est-à-dire quant à l'administration et quant à la disposition de son patrimoine ; la publication est plus que cela et ne peut être faite sans l'autorisation du mari. M. Lesenne a soutenu que cette autorisation n'était nécessaire que pour la publication sous le nom du mari, ce fait seul pouvant porter préjudice à ce dernier (1). Cela est peut-être un peu trop absolu. En tous cas, nous inclinons à autoriser la femme à recourir à la justice si le mari opposait un refus. Les tribunaux auraient à examiner si ce refus est justifié, car étant donné la tension des rapports existant entre elle et lui, il serait à craindre qu'il ne refusât son consentement par simple vexation.

En terminant cette étude de la capacité de la femme mariée pour publier, remarquons que si le consentement du mari est indispensable, celui de la femme n'est pas moins nécessaire. Le droit moral est la première des prérogatives attachées à la qualité d'auteur ; ce droit réside toujours sur la tête de l'auteur et ne saurait être transmis à une autre personne. En passant sous l'autorité maritale, la femme mariée ne perd pas la qualité d'auteur et avant tout autre elle reste juge de l'opportunité de la publication. Si elle s'y refuse, le mari n'a aucun moyen de vaincre son refus. On voit donc qu'en réalité le consentement des deux est nécessaire pour que la publication puisse se faire.

(1) Pataille, 55, 169.

Si nous examinons maintenant la capacité nécessaire à la femme pour passer le contrat qui doit assurer la publication, nous appliquerons les règles relatives à la capacité pour contracter; il y aura lieu de tenir compte du régime matrimonial, et l'on peut dire qu'en principe, celui-là des époux pourra traiter avec l'éditeur qui aura les pouvoirs d'administration.

Capacité pour
traiter avec un
éditeur.

Dans le régime de communauté légale ou réduite aux acquêts c'est le mari. Les avantages pécuniaires qui sont retirés de la propriété littéraire tombent dans la communauté. Cela résulte du principe que tout le mobilier des époux, présent et futur, tombe en communauté (art. 1401 du C. civ.), principe que rappelle la loi de 1866 (art. 1, alinéa 2) : « le conjoint survivant, y est-il dit..., indépendamment des droits qui peuvent *résulter* en faveur de ce conjoint *du régime de la communauté...* » Il faut donc appliquer l'article 1421 du C. civ. « Le mari administre seul les biens de la communauté. » Est-ce à dire que le concours de la femme sera inutile à l'acte ? Non, la publication ne pouvant être faite par le mari sans le consentement de la femme, ce sera pour elle la manière effective de le manifester. Mais sa participation n'est pas indispensable, puisqu'il ne s'agit ici que du contrat pécuniaire; elle est même inutile si son consentement à la publication a été donné autrement. C'est le mari qui contracte personnellement avec l'éditeur.

Il en est de même lorsque les époux sont mariés sans communauté. En tant qu'il s'agit du droit d'auteur en lui-même, la propriété littéraire reste bien propre à la femme. Mais si l'on envisage le profit d'une édition, c'est au mari qu'il appartiendra, les produits du travail de la femme étant un revenu et le mari ayant la jouissance de tous les

biens propres de la femme (art. 1530 du C. civ.) C'est donc encore le mari qui passera le contrat d'édition.

Lorsque les époux sont mariés sous le régime dotal il faut distinguer suivant que l'ouvrage de la femme fait partie de ses biens dotaux ou qu'il reste parmi ses paraphernaux. La femme s'est-elle constitué en dot les éditions de ses ouvrages ? comme dans les cas précédents, le mari passera lui-même le contrat, car il a seul l'administration et la jouissance des biens dotaux pendant le mariage (art. 1549 du C. civ.) Au contraire la femme a la libre administration et la jouissance de ses biens paraphernaux ; elle n'a besoin de l'autorisation maritale que pour les aliéner ou paraître en jugement à leur occasion (art. 1576 du C. civ.) Tel n'est pas le cas ici. Une fois munie de l'autorisation de publier, la femme est donc pleinement capable de traiter seule au sujet de l'édition. — Sa capacité sera aussi étendue dans le régime de séparation de biens. Dans les deux régimes, elle n'aura besoin d'aucune autorisation pour contracter, et si le mari intervient à l'acte, son concours n'aura d'autre utilité que de prouver son consentement à la publication.

E. Auteur placé dans un établissement d'aliénés. — Nous supposons que l'auteur n'est pas interdit. La loi du 30 juin 1838 confie à un administrateur provisoire l'administration des biens de l'aliéné. Mais les pouvoirs qu'elle lui attribue sont plus restreints que ceux du tuteur de l'interdit. Il ne peut notamment passer des baux excédant trois ans (art. 31). En raisonnant par analogie, il faut décider que cet administrateur provisoire a le pouvoir de passer le contrat d'édition pour l'aliéné, mais qu'il ne peut l'engager pour plus de trois années dans de semblables biens. Bien entendu, il devra toujours être muni du con-

sentement au moins tacite de l'aliéné : cela donne lieu aux mêmes difficultés que nous avons étudiées en traitant de l'interdit judiciaire et comporte aussi la même interprétation.

F. Failli. — Pour l'instant, nous dirons peu de chose du failli. Dans la dernière partie de cette étude (p. 229), c'est-à-dire dans le chapitre consacré aux rapports de l'éditeur avec les ayants cause de l'auteur, nous verrons dans quelle mesure le syndic peut contracter avec l'éditeur au nom de la masse des créanciers. Mais, peut-on se demander, la faillite a-t-elle pour résultat de dessaisir l'auteur du pouvoir d'exploiter lui-même son œuvre ? A part M. Huard qui pense que, seul, le syndic a ce droit et qui ne permet à l'auteur d'intervenir que pour donner son consentement à la publication (1), on s'accorde à reconnaître qu'il y a lieu de maintenir à l'auteur en faillite une capacité personnelle mais restreinte au contrat d'édition. M. Pouillet estime que si l'auteur ne peut céder valablement à un éditeur sa propriété littéraire, il peut publier à ses propres frais et l'exploiter personnellement du moment qu'il ne puise pas dans la masse les fonds nécessaires à cette publication (2). M. Nion, dont c'est aussi l'avis, fait observer que dans la pratique cette publication n'aura lieu le plus souvent qu'avec le consentement des syndics ; autrement, comme l'auteur se trouve dessaisi de l'administration de ses biens, l'imprimeur n'ayant contracté qu'avec lui n'aurait aucun recours efficace contre la masse (3). Il convient de rapprocher de cette doctrine, ainsi que le fait M. Pouillet, un arrêt de la Cour de Cassation du 12 janvier

(1) Huard fils, n° 48.

(2) Pouillet, n° 272.

(3) Nion, p. 125.

1864 dont les considérants mettent en lumière la situation du failli relativement aux actes qu'il peut faire seul (1) : « L'art. 443 du Code de com., dit cet arrêt, en édictant contre le failli, à partir du jugement déclaratif de la faillite, le dessaisissement de l'administration de tous ses biens et l'incapacité de suivre ou d'intenter toute action mobilière ou immobilière, ne place pas le failli dans un état d'interdiction ; le failli reste en pleine possession des droits et actions attachés à sa personne, et spécialement de chercher dans son travail ou son industrie des ressources.... ; une telle faculté implique nécessairement pour lui, dans cet ordre de faits et dans ces limites, le droit d'administrer les ressources qu'il se crée ou qu'il se procure ainsi par son travail ou par un nouveau crédit, avec des valeurs étrangères à la faillite, et, par suite, capacité pour stipuler et s'obliger, de même que pour agir et défendre en justice à raison des actes ou des faits de cette industrie nouvelle ». Nous croyons que l'application à notre sujet de la doctrine contenue dans cet arrêt comporte une distinction à laquelle n'ont pas songé ceux qui invoquent l'autorité de la cour de cassation. Cette distinction porte sur les ouvrages déjà édités à l'époque de l'ouverture de la faillite et sur ceux composés postérieurement ou encore inédits à ce moment.

Quant aux premiers, en tant que valeur pécuniaire, ils sont tombés dans la masse et comme le failli est dessaisi de l'administration de celle-ci, c'est le syndic qui passera tous les traités relatifs à une nouvelle publication sauf à obtenir l'assentiment de l'auteur. C'est donc la théorie de M. Huard qu'il convient d'appliquer ici. Supposons, au

(1) Dalloz, *Per.*, 64, 4, 430.

contraire, un ouvrage inédit. On ne pourra pas dire qu'il tombe dans la masse de la faillite, car il ne saurait représenter aucune valeur pécuniaire avant la publication qui dépend de la seule volonté de l'auteur. Ce dernier, libre d'exercer les droits attachés à sa personne, pourra également se livrer à la composition de nouveaux ouvrages, car ses facultés intellectuelles sont intimement liées à sa personne. A cet égard donc le failli aura capacité pleine et entière pour contracter. S'il trouve un éditeur qui consente à traiter avec lui, il sera libre de passer telles conventions qu'il lui plaira, sauf à ses créanciers à les attaquer par application de l'article 1167 du Code civil dans les cas où elles seraient faites en fraude de leurs droits. Mais du jour où le contrat d'édition sera passé, les profits que l'auteur en retirera deviendront le gage des créanciers de la faillite, au même titre que les biens qu'il possédait au jour de la déclaration de faillite.

G. État et personnes morales. — Une question préjudicielle se pose ici : étant donné le caractère temporaire du droit d'auteur, étant donné que sa durée est basée sur la vie de l'écrivain, une personne morale telle que l'État ou une corporation régulièrement constituée (l'académie française par exemple) peut-elle se prévaloir des droits conférés par la loi au sujet des ouvrages publiés par ses soins ? Il faut répondre affirmativement. S'agit-il d'une corporation, le privilège subsistera à son profit jusqu'à l'expiration des secondes périodes légales ouvertes successivement après le décès de chacun des membres existants quand le privilège aura pris naissance (1). Pour ce qui est de l'État, on admet que la durée de son privi-

(1) Renouard, t. II, n° 104.

lège doit être indéfinie (1). Mais il ne faut pas confondre ce droit de l'État avec le domaine public qui comprend les œuvres que tout le monde peut publier. Les ouvrages que l'État publie ainsi lui confèrent un véritable droit de propriété littéraire faisant partie de son domaine privé.

Ceci posé, lorsqu'il y aura lieu de faire la publication, cette tâche incombera aux administrateurs des biens de ces personnes morales. Ils passeront les traités avec les éditeurs de la même manière qu'ils administrent leurs autres biens.

H. Etranger. — De nombreux traités internationaux existent en matière de propriété littéraire entre la France et les pays étrangers. Nous n'avons pas ici à entrer dans le détail de ces traités, mais à rechercher seulement quelle est la situation de droit commun faite en France aux étrangers en matière de contrat d'édition. Le décret de 1810 et, après lui, celui du 28 mars 1852 ont assimilé les étrangers aux nationaux et protégé également les œuvres dont ils sont les auteurs. Leur droit étant reconnu, ils doivent être à même de faire éditer leurs œuvres en France comme à l'étranger. Il y aura lieu d'appliquer la règle *locus regit actum* et lorsqu'ils passeront un contrat d'édition en France, ils seront soumis aux règles ordinaires de ce contrat.

I. Absent. — Nous ne dirons ici que quelques mots relatifs à la présomption d'absence. Une fois l'absence déclarée, les héritiers de l'absent sont envoyés en possession provisoire, puis définitive ; c'est en leur qualité d'héritiers qu'ils agissent, et nous renvoyons l'examen de leurs droits à l'étude que nous ferons ultérieurement des rapports de

(1) Renouard, t. II, n° 105.

l'éditeur avec les héritiers de l'auteur (p. 229). Lorsque l'absence n'a pas encore été déclarée, les auteurs (1) proposent de distinguer suivant que l'ouvrage est inédit ou non. Dans le premier cas, nul n'aura le droit de demander sa publication ; dans le second, ou même dans le premier, si l'auteur avait manifesté sa volonté de publier, les parties intéressées pourront, suivant les règles ordinaires, provoquer la nomination d'un administrateur provisoire qui veillera à l'exécution du contrat.

J. Collaborateur. — Il y a collaboration lorsqu'une œuvre littéraire (ou artistique) est la création commune de plusieurs personnes (2). En même temps qu'elle confère à chaque collaborateur la qualité d'auteur, elle lui donne un droit sur les profits pécuniaires et lui assure, à défaut de conventions entre les parties, un droit égal et le plus ordinairement indivisible sur l'ouvrage auquel il a pris part (3). Un certain nombre de difficultés naissent de l'application de ces principes. Nous nous occuperons de celles relatives au pouvoir de disposition de chaque collaborateur sur l'œuvre commune. Une convention peut donner mandat à chacun d'eux d'agir au nom de tous les autres ; mais, à défaut d'une telle convention, aucun ne peut s'arroger le droit de disposer seul de l'ouvrage et d'exploiter la propriété commune. Un seul des collaborateurs ne pourrait pas de sa propre volonté vendre la pleine propriété de l'ouvrage, et au refus d'y consentir opposé par les autres, il ne pourrait recourir à la justice ; ce serait là pour les collaborateurs dissidents une véritable expropriation pour cause d'utilité privée. Pareillement, on

Définition de la collaboration.

Capacité pour disposer de l'œuvre commune.

(1) Pouillet, n° 273. — Lardeur, p. 106.

(2) Pouillet, n° 106.

(3) Cour de Paris, 13 mai 1884. — *Gaz. du Palais*, 84, 2, 10.

ne saurait faire application de l'article 815 du Code civil et autoriser un des collaborateurs à demander la licitation de l'œuvre commune pour vaincre les résistances de l'autre. En vain, invoquerait-on à l'appui de cette opinion un arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1845 qui a ordonné la licitation d'un ouvrage. C'est une décision d'espèce ; il ne s'agissait pas d'une collaboration, mais d'une œuvre dont l'auteur avait cédé une portion. Les motifs de cet arrêt, au contraire, reconnaissent qu'il faut déroger ici aux règles de droit commun de l'article 815, car la propriété littéraire, devant son existence à l'intelligence et à l'esprit, est une propriété à part et tout exceptionnelle (1). C'est aussi l'opinion de la doctrine (2) : « contraindre un auteur à abdiquer tout droit sur son œuvre, dit M. Renouard, c'est commander un abandon qui ne saurait être que volontaire, et auquel un devoir moral peut s'opposer. L'avantage d'arriver à une liquidation d'intérêts pécuniaires ne peut pas conduire jusqu'à cette conséquence ».

Des dispositions contraires figurent cependant dans certaines législations étrangères. Ainsi en Italie, l'art. 5 du décret du 19 septembre 1882, tout en reconnaissant aux collaborateurs une part égale dans le droit exclusif de publier, de reproduire ou de vendre leur œuvre, permet à chacun d'eux d'exercer le droit *en entier*, sauf la faculté pour les autres d'obtenir un dédommagement pour la part qui leur appartient. De même l'article 1^{er} de la loi hongroise du 26 avril 1884, dispose que, si la part des collaborateurs ne peut être distinguée, chaque auteur a le

(1) *Journal du Palais*, 45, 1, 111.

(2) Renouard, t. II, n° 100. — Pouillet, n° 112.

droit, à moins de convention contraire, de reproduction, de publication et de vente après avoir payé aux autres auteurs une indemnité préalable, déterminée d'après les circonstances après avoir entendu des experts.

Faut-il en dire autant pour la part de chaque collaborateur ? Peut-il vendre celle qu'il possède dans l'œuvre commune ? La validité d'une pareille cession a été reconnue par la Cour de Paris dans un procès célèbre ; mais dans l'espèce, cette cession avait été faite au profit d'un coauteur (1). Si elle devait l'être au profit d'un tiers, nous hésiterions à donner la même solution, car la collaboration est certainement faite *intuitu personæ*. Tel auteur, très heureux de voir son nom réuni à celui d'un homme de talent, serait peu flatté de le voir accolé à celui du premier venu. Aussi déciderons-nous que le collaborateur qui vend sa part à un tiers, ne le fait qu'en ce qui touche le profit de l'exploitation commerciale, mais que les autres auteurs ont le droit de s'opposer à la substitution du nom du cessionnaire à celui du cédant.

Supposons maintenant que les collaborateurs ne puissent s'entendre pour l'édition de leur œuvre ; leur désaccord va-t-il l'empêcher de voir le jour, ou bien pour éviter un si fâcheux résultat, faudra-t-il admettre, comme le font MM. Vivien et Edmond Blanc (n^{os} 426 et 460), que chacun aura le droit d'en traiter à son gré et que par conséquent l'œuvre pourra être éditée par autant de libraires qu'il y aura d'auteurs, sauf à diviser entre eux, au prorata de leurs droits, les produits pécuniaires de chaque édition ? Ce résultat nous paraît impossible : un collabo-

Capacité pour
passer le con-
trat d'édition

(1) Cour de Paris, 14 novembre 1839. Maquet c. Alex. Dumas. — Pataille, 59, 390.

rateur est auteur et à ce titre il doit jouir du droit exclusif que l'art. 1 de la loi du 19 juillet 1793 confère à tous les auteurs; or un pareil système serait la ruine du droit exclusif pour les collaborateurs.

D'un autre côté, le droit de celui qui désire faire la publication se trouve lésé par le refus de l'autre. Comment ce droit sera-t-il sauvegardé? La doctrine accorde aux tribunaux un pouvoir de contrôle, d'examen des motifs de celui qui s'oppose à la publication, et estime qu'ils peuvent l'autoriser si ces motifs paraissent insuffisants(1). La jurisprudence s'est rangée à ce système plusieurs fois, dans des espèces voisines où il s'agissait de la représentation de pièces dues à la collaboration, et à laquelle un des auteurs ne voulait pas consentir (2).

Nous trouvons cette solution inscrite en ces termes dans une des résolutions votées au Congrès de Berne de 1896 (3) : « en cas de refus d'autorisation de publication par un des collaborateurs, il pourra, sur la demande des autres, être contraint, par décision de justice, de laisser publier l'œuvre achevée ». La rigueur de cette décision se trouve atténuée par ce tempérament très équitable : « Toutefois, il pourra exiger que cette publication ait lieu sans que son nom soit indiqué, ou sans qu'il soit tenu de participer aux frais et aux bénéfices de ladite publication. » On retrouve d'ailleurs le contenu de cette résolution dans l'article 6 de la loi belge de 1886.

Nous nous y rallions et nous expliquons l'intervention de la justice de la manière suivante : Etant donné l'indi-

(1) Nion, p. 238. — Pouillet, n° 112. — Renouard, t. II, p. 218.

(2) Cour de Paris, 21 juin 1838. — Sirey, 59, 2, 113. — Seine, 2 janvier 1879, *le droit*, 4 janvier 1879.

(3) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 127.

visibilité de l'œuvre, le consentement réciproque des collaborateurs est nécessaire pour la publication. Mais ce consentement peut être donné soit *expressément*, soit *tacitement* ; l'article 6 de la loi norvégienne du 4 juill. 1894 le dit en ces termes (1) : « quand une œuvre est composée par plusieurs auteurs, sans que la contribution de chacun d'eux constitue une partie distincte, l'autorisation de chaque auteur est nécessaire pour procéder à la première publication, à moins qu'au préalable cette autorisation n'ait été donnée soit *expressément*, soit *tacitement*. »

De quelle manière le consentement tacite sera-t-il obtenu ? Nous supposons, bien entendu, qu'il s'agit d'une œuvre achevée. Si elle a été terminée, conduite à bonne fin par le travail en commun des collaborateurs, il y a tout lieu de croire que c'est en vue d'être publiée. Il existe alors comme une convention tacite entre les collaborateurs pour la publication de l'œuvre ; le fait même de la collaboration le fait présumer, et si l'un d'eux refuse d'adhérer à la publication après l'achèvement de l'œuvre, il empêche les autres d'atteindre le but qu'ils poursuivaient ensemble, il déroge ainsi à la convention tacite existant entre eux. Le tribunal examinera alors s'il n'y a dans le travail entrepris rien qui puisse contredire la présomption de convention tacite, et il pourra prescrire la publication de l'œuvre commune en exécution de la volonté primitive des auteurs, s'il ne se trouve aucun fait qui renverse cette présomption, s'il ne peut être prouvé que l'œuvre n'a pas été écrite avec l'intention d'être publiée. Le partage des frais et des bénéfices se fera naturellement par parts

(1) *Bibliographie de la France*, chronique, 3 mars 1894.

égales, le tribunal n'aura même pas besoin de statuer sur ce point, puisque telle est la règle admise à moins de convention contraire.

Mais qu'arrivera-t-il si l'un des auteurs se retire avant l'achèvement de l'ouvrage ? Chacun ne pourra, la plupart du temps, reprendre son travail, parce qu'il est impossible de le retrouver dans la partie du manuscrit déjà terminée. Les autres collaborateurs ne peuvent continuer l'œuvre commune sans l'autorisation de celui qui a désormais refusé sa participation. Mais si ce dernier ne donne pas cette autorisation, ses collaborateurs ont le droit de réclamer de lui des dommages-intérêts dont le tribunal appréciera plus ou moins largement le montant, selon qu'il y a ou non dol de sa part (argument des articles 1150 et 1151 du C. civ.).

Les dommages-intérêts seraient même dûs dans le cas où l'autorisation a été donnée, si l'abandon de la collaboration au cours de l'exécution de l'œuvre commune est préjudiciable à ceux qui la continuent, ou si les collaborateurs ne veulent pas terminer le travail sans le concours de celui qui s'est retiré, à moins que sa rétractation ne soit le résultat d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit. D'ailleurs le juge rencontrera le plus souvent une grande difficulté quand il s'agira d'évaluer le montant des dommages-intérêts.

Jusqu'à présent, nous n'avons raisonné que sur l'hypothèse d'une première édition. S'il s'agit d'en faire une nouvelle, elle pourra aussi être autorisée par le Tribunal malgré le refus d'un collaborateur. La convention expresse ou tacite de publier, si elle ne comprend pas de restriction, quant au nombre des éditions, s'étend à toutes les éditions successives pourvu que celles qui suivent la pre-

mière soient faites sans modifications ni retouches. Rééditer, c'est publier aussi bien qu'éditer pour la première fois. Cela est confirmé par l'article 6 de la loi norvégienne du 4 juillet 1893, cité plus haut, qui décide que chacun des auteurs peut exiger que l'œuvre soit de nouveau publiée par le même mode, pourvu qu'il n'y ait pas eu de convention contraire.

Ce n'est pas tout que d'avoir examiné la capacité nécessaire pour disposer de l'œuvre en matière de collaboration. Il arrivera que, transgressant les règles que nous avons établies, un des auteurs traitera seul avec l'éditeur. Quelles seront les conséquences d'un tel contrat, à l'égard de cet éditeur notamment?

Effet du contrat passé par un collaborateur incapable.

En principe, ce contrat sera nul comme ayant été passé par un incapable, mais ce principe comporte de nombreuses exceptions. M. Pouillet propose une distinction (1) ; il veut tenir l'acte pour valable à l'égard du collaborateur qui l'a consenti et ne l'annuler qu'à l'égard de ceux qui s'y sont opposés. Mais remarquons que le fruit de la collaboration est une propriété indivisible et que cette indivisibilité s'oppose à ce qu'aucun des auteurs puisse faire éditer valablement indépendamment des autres, même pour partie : On se trouve simplement ici en présence d'un contrat dans lequel figure un incapable : il est nul.

A cette solution rigoureuse, hâtons-nous d'apporter deux tempéraments : l'éditeur peut être de bonne foi et, d'autre part, il est possible qu'il y ait lieu de considérer l'auteur qui a contracté comme le mandataire tacite des autres.

(1) Pouillet, n° 411.

Nous disons que l'éditeur peut être de bonne foi, ce qui arrive lorsqu'un des collaborateurs garde l'anonyme. Cela ne change rien aux règles établies entre les différents auteurs, mais à l'égard des tiers il n'en est plus de même. L'ouvrage n'est signé que du nom d'un seul des auteurs et rien ne fait connaître la collaboration. Elle est ignorée de l'éditeur quand il traite avec celui qui a signé ; aussi nous pensons que le collaborateur anonyme n'a pas le droit de demander la nullité de cette convention. C'est aussi l'avis de M. Pouillet (1) : « le collaborateur anonyme, dit-il, ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Pourquoi se dissimulait-il derrière l'auteur apparent ? Qui pourrait soupçonner son existence ? Il aura, sans aucun doute, les droits contre son collaborateur qui a vendu la propriété commune sans son agrément, mais il sera sans droit contre son éditeur ».

D'autre part, avons-nous ajouté, le collaborateur qui a contracté peut être considéré comme le mandataire des autres. On peut faire application du principe que le Code civil (art. 1839) établit en matière de société : « à défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration..... Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait est valable même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement, sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux, de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue ». Transportant cette règle à notre matière, nous disons que les collaborateurs dissidents doivent faire opposition à la publication et que l'éditeur, que nous supposons de bonne foi, n'est pas tenu à s'assu-

(1) Pouillet, n° 258.

rer de leur consentement. La Jurisprudence en a décidé ainsi au sujet de la représentation d'œuvres théâtrales écrites en collaboration (1) ; or la raison de décider est la même quand il s'agit d'un contrat d'édition. Ce contrat est donc valable vis-à-vis de l'éditeur tant qu'il n'a pas reçu d'opposition de la part des collaborateurs avec qui il n'a pas traité. Ces derniers n'auront de recours qu'envers celui qui a passé le contrat se présentant à tort au nom de tous ; ils pourront se retourner contre lui et lui demander des dommages-intérêts en réparation du préjudice causé, en même temps qu'ils auront le droit d'exiger le partage entre tous des bénéfices réalisés.

Terminons cette étude sur la capacité des collaborateurs pour contracter en rappelant, qu'en dehors de l'édition distincte de l'ouvrage, chacun des auteurs a le droit de le publier dans le recueil de ses œuvres complètes, sans avoir besoin de l'autorisation de ses collaborateurs. Ce droit n'est pas contesté (2), et l'on admet que celui qui publie ainsi l'œuvre commune touchera seul les produits qui en résulteront.

Publication
dans la collec-
tion des œuvres
complètes.

2) Les parties traitent par l'intermédiaire d'un mandataire.

Assez fréquemment auteurs et éditeurs ne se mettent pas en rapport directement, mais ont recours à l'intermédiaire d'un mandataire. Lorsque ce pouvoir est conféré à une personne déterminée, cela ne comporte aucune difficulté : il faut appliquer les règles ordinaires du mandat (art. 1984 à 1990 du C. civ.). Le mandat est toujours révocable et le mandataire doit se tenir dans ses limites.

Mandataire
personne dé-
terminée.

(1) Civ. Seine, 30 avril 1853 ; Dalloz, Rép. Théâtre, n° 271, note. — Civ. Seine, 6 janvier 1858. — Pataille, 58, 94.

(2) Pouillet, n° 113.

Société man-
dataire.

Il existe aussi un certain nombre de sociétés destinées à faciliter aux auteurs l'exercice de leurs droits et la répression de la contrefaçon ; citons comme telles, la Société des gens de lettres, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. Les attributions des deux dernières ne comportant pas l'édition des ouvrages de librairie, nous ne nous occuperons que de la Société des gens de lettres dont le fonctionnement rentre véritablement dans notre sujet.

Société des
gens de lettres.

Cette société, dont les statuts ont été approuvés par le décret du 10 décembre 1891 qui l'a reconnue établissement d'utilité publique, a élaboré le 21 février 1892 un nouveau règlement intérieur qui fait aujourd'hui la loi de ses membres. Indépendamment de la protection et des secours qu'elle leur fournit, certains modes de publication rentrent dans le cadre de ses attributions, et il convient de distinguer suivant qu'il s'agit de la publication dans les journaux ou de la publication en librairie. C'est dans la première que consiste véritablement le rôle de la Société des gens de lettres. L'article 23 du règlement intérieur est ainsi conçu : « Chaque sociétaire, en vertu du droit qui lui est reconnu par la loi du 19 juillet 1793, apporte dans la Société, pour la durée de sa vie, et pour être exploité en commun, son droit d'autoriser les journaux, revues et recueils périodiques français ou publiés en langue française à l'étranger, à reproduire ses œuvres publiées dans d'autres journaux, recueils ou volumes ». On le voit, il y a plus qu'un mandat donné à la Société, mais une véritable cession au profit de cette dernière d'une partie du droit de publication qui se trouve ainsi démembré par l'auteur. On pourrait être trompé par

la forme de l'acte par lequel s'établit le lien entre la société et l'auteur : cet acte a les apparences d'un mandat : il s'appelle *pouvoir* et paraît donner mandat de recevoir la rémunération due pour la reproduction dans les journaux. C'en est qu'une apparence. Dans ce pouvoir, l'auteur déclare qu'il adhère aux dispositions du règlement intérieur relatives aux adhérents et à *la reproduction*. C'est cette adhésion qui constitue la convention de cession du droit à la reproduction, dont le prix est la rémunération due et que la Société est autorisée à percevoir.

Ainsi, l'auteur conserve intact son droit de faire éditer ses ouvrages en librairie, mais il aliène à la société celui de reproduction dans les journaux ; c'est directement et en son nom personnel qu'elle traite avec ceux-ci, et non comme exerçant les droits de l'auteur. « La Société, dit l'article 27, alinéa 1 du règlement du 10 décembre 1891, agissant par son comité, exerce le droit apporté en société d'autoriser la reproduction, en traitant avec tous les journaux, revues et recueils périodiques publiés en France et à l'étranger. Elle ne peut traiter avec chaque journal que moyennant une rétribution à payer à la caisse sociale ». L'article 29 ajoute : « Les sociétaires ou adhérents ne peuvent donner aux journaux non abonnés, quels qu'ils soient, même illustrés ou clichés, aucune autorisation de reproduire ; ils ne peuvent faire à ce sujet aucun traité. Ce droit est exercé par le comité seul, comme il est dit article 27 ». Enfin, « toute autorisation donnée par un sociétaire, décide l'article 30, en violation des articles 23 et 26, pour la reproduction de tout ou partie d'une ou de plusieurs de ses œuvres, est absolument nulle à son égard et vis-à-vis de celui auquel elle aurait été donnée. Le sociétaire est passible, pour cette violation du contrat social,

d'une amende qui ne peut être moindre de vingt-cinq francs, et dont le chiffre est évalué d'après le préjudice causé à la société. Cette amende est prononcée par le Comité, le sociétaire préalablement entendu ou dûment appelé ». C'est la société qui touche des journaux le produit de la reproduction (art. 32), sur lequel elle attribue une portion déterminée aux auteurs, proportionnellement au nombre de lignes empruntées à chacun par le journal. Cette somme représente pour eux le prix de la cession qu'ils ont faite à la société.

Cependant, il est permis aux auteurs d'apporter à cette cession des restrictions qui la rapprochent du mandat. En effet, d'après l'article 24 « l'apport en société n'oblige pas les sociétaires à placer toutes leurs œuvres dans le domaine de la reproduction. Il leur est loisible d'interdire la reproduction d'une ou plusieurs de ces œuvres, en publiant, dès le début de la publication, l'avis suivant : *Reproduction interdite*. L'auteur signale, en même temps cette réserve au siège social ».

Quant au traité à intervenir entre la société et les journaux, c'est un louage de choses et nous en dirons quelques mots en traitant de cette variété du contrat d'édition (p.160).

Si, contrairement au règlement de la société, l'auteur cède lui-même la reproduction de l'un de ses ouvrages à un journal, quel sera le sort de ce contrat ? M. Lardeur estime avec raison qu'il faudra faire l'application de la théorie de la date certaine à l'égard des tiers. « Si la Société des gens de lettres, dit-il, établit l'antériorité de ses droits, conformément à l'article 1328 du Code civil, l'acte est nul par rapport au directeur du journal (1) ».

(1) Lardeur, p. 79.

Une convention spéciale peut aussi intervenir entre l'auteur et la Société pour permettre à celle-ci de s'occuper des intérêts du sociétaire relatifs au contrat d'édition qui sera passé avec un éditeur, et de le passer elle-même. En effet, l'article 24 du règlement intérieur s'exprime de la façon suivante : « le Délégué, à la demande de tout sociétaire, peut intervenir au nom du comité, pour débattre, régulariser et conclure tout traité avec un *éditeur*, imprimeur ou directeur de journal. Dans ce traité, il doit toujours être stipulé, pour garantir la sincérité du tirage, tel moyen de contrôle que le Comité aura reconnu le plus efficace et le plus pratique ». Ici nous sommes en présence d'un véritable mandat ; c'est pour le compte de l'auteur qu'agit la Société. Mais, on le voit, cela ne rentre pas normalement dans ses attributions ; il est nécessaire que l'auteur s'exprime sur le soin dont il charge le délégué de la Société. Il va de soi qu'un tel mandat est révocable au gré de l'auteur, qui peut toujours reprendre l'exercice du droit de publication, à condition de respecter les traités que la Société a déjà passés en son nom.

§ 3. — Objet du contrat d'édition.

L'objet du contrat d'édition n'est pas l'œuvre qu'il s'agit d'éditer ; il ne comprend même pas tous les droits que l'auteur a sur elle et qu'il peut céder, mais seulement une partie de ceux-ci. L'objet de ce contrat, c'est le droit d'édition que M. Streissler définit : « le droit découlant des rapports juridiques créés entre auteur et éditeur, en vue de la publication, par le second, de l'œuvre créée par le premier (1) ». L'auteur conserve tous les autres droits

Définition du
droit d'édition.

(1) Streissler, Das recht für Urheber, Buchhandel und Presse (v. *Le droit d'auteur*, 1892, p. 25).

attachés à sa qualité d'auteur ; il garde ce droit moral inséparable de sa personne au point qu'il ne peut ni l'abdiquer ni l'aliéner, et, parmi les droits pécuniaires, il ne se dépouille pas du droit de disposition : après comme avant le contrat d'édition, il reste libre de le conférer à un tiers.

L'auteur abandonne tout son droit d'édition à l'éditeur : l'auteur contrefacteur.

A moins de convention contraire, l'auteur transfère à l'éditeur le droit d'édition tel qu'il le possède ; c'est donc un *droit exclusif* qu'il lui cède. Il ne peut plus contracter avec un autre éditeur, car il est devenu lui-même un véritable tiers relativement au droit de publier des reproductions de ses livres, et à ce titre la Jurisprudence a maintes fois condamné des auteurs comme contrefacteurs de leurs propres œuvres (1). C'est à l'auteur, dit M. Pouillet (2), qu'il appartient de consentir la publication, mais quand il a cédé tous ses droits, quand il a fait passer sa propriété sur une autre tête, les droits résultant de cette propriété ne lui appartiennent plus, ils ont passé à son cessionnaire qui seul a qualité pour les exercer à sa place. Il n'est même pas nécessaire de supposer, comme le fait le savant auteur, un abandon aussi complet de la propriété ; le simple démembrement de cette propriété qui, ainsi que nous l'avons admis, forme l'objet du contrat d'édition, suffit à justifier pareille solution. Pour ce qui est de publier des reproductions de ses livres, l'auteur est devenu un véritable tiers, et l'on prétendrait en vain qu'il ne peut se contrefaire lui-même. Désormais étranger à

(1) Corr. Seine, 16 janvier 1834. — *Gaz. Trib.*, 20 janvier 1834. — Cour de Paris, 12 juillet 1862. — Pataille, 62, 314. — Cour de Paris, 12 avril 1892. — *Gaz. Trib.*, 14 octobre 1892. — Civ. Seine, 13 novembre 1894. — *Le droit*, 22 décembre 1894. — Corr. Seine, 17 janvier 1896. — *Gaz. Trib.*, 23 janvier 1896.

(2) Pouillet, n° 486.

son œuvre quant au droit qu'il a abandonné, il y a même cette circonstance aggravante à sa charge que l'étranger contrefacteur ne viole que la loi, tandis que l'auteur contrefacteur qui a cédé ses droits viole, tout à la fois, et la loi et le contrat qui le lie personnellement et plus étroitement.

Ceci nous amène à apporter une restriction à la théorie que nous venons d'établir. En disant que l'objet du contrat d'édition est un droit *exclusif* de publication et dont la sanction est de rendre contrefacteur l'auteur qui y contrevient, nous n'entendons pas dire que désormais toute publication lui sera interdite d'une manière absolue, mais seulement toute publication ayant le *même caractère* et le *même but* que celle dont l'éditeur a acquis le droit exclusif. — Ainsi lorsque l'auteur a traité pour une édition illustrée, rien ne l'empêche de céder à un autre éditeur une édition sans gravures et réciproquement. De même une publication en volume ne serait pas incompatible avec une publication en livraisons. Mais on doit considérer qu'un changement de format ne modifie pas suffisamment le caractère d'une édition pour que l'auteur puisse, à cette condition, passer un contrat nouveau avec un autre éditeur. Ces règles d'ailleurs n'ont rien d'absolu. Il faut avant tout apprécier le but poursuivi, voir s'il est identique et si les publications sont de nature à s'adresser au même public. S'il en était ainsi, la seconde ferait au droit exclusif de l'éditeur une concurrence injuste et il doit être interdit à l'auteur d'en faire l'objet d'un nouveau contrat. Il a été jugé dans cet ordre d'idées qu'il ne pourrait autoriser la publication de son œuvre dans un journal qui paraît dans le même format, malgré que les livraisons ou numéros du journal contiennent plusieurs fractions de romans et non un ouvrage unique,

Restriction :
droit de publi-
cation mainte-
nu à l'auteur.

malgré même que les pages imprimées du journal soient divisées en trois colonnes, tandis que celles de l'édition première le sont en deux (1). Si le droit acquis par l'éditeur ne s'étend qu'à une seule édition, une fois celle-ci épuisée, chacun reprend sa liberté ; auparavant l'auteur ne peut traiter à nouveau, quand bien même l'éditeur serait cause du retard dans le débit de l'ouvrage par sa négligence ou certaines entraves apportées à son écoulement. En pareil cas, l'auteur peut intenter une action civile contre l'éditeur, mais tant qu'il ne l'a pas fait, toute édition nouvelle qu'il viendrait à consentir le rendrait coupable de contrefaçon (2).

Cession successive à deux éditeurs.

Lorsqu'on se trouve ainsi en présence de plusieurs contrats successifs destinés à donner à différents éditeurs des droits identiques, il se produit un conflit entre ces divers cessionnaires. Seul le premier de ces contrats est valable, mais comment le second cessionnaire le connaîtra-t-il ? La chose est aisée dans les pays où la législation soumet le contrat d'édition à des formalités spéciales, tels que les Etats-Unis, l'Angleterre et la Russie. En Suisse, l'article 374 du Code fédéral des obligations décide que si tout ou partie de l'œuvre a déjà été cédée à un autre éditeur, ou s'il est à la connaissance de l'auteur qu'elle ait été publiée de quelque autre façon, il est tenu de le déclarer avant de conclure le contrat. Nous n'avons en France aucune règle semblable. Disons-nous donc que le second cessionnaire doit être évincé par le premier ? La Doctrine et la Jurisprudence reculent devant la rigueur de cette solution et sont à peu près unanimes à trancher la diffi-

(1) Cour de Paris, 23 juillet 1864. — Pataille, 64, 326.

(2) Pouillet, n° 488. — Comp. Cour de Paris, 12 juillet 1862. — Pataille, 62, 314.

culté par l'application de la théorie de la date certaine conformément à l'article 1328 du C. civ. (1). Cela va de soi en effet lorsque les deux contrats ont été passés par actes sous seing privés. Il faut les faire enregistrer et l'éditeur le plus diligent profitera de la protection de la loi. Mais il n'en sera pas toujours ainsi. Pour être valable, le contrat ne suppose pas la rédaction d'un acte, le simple consentement suffit, et il peut être prouvé par certaines présomptions, telles que la rédaction d'une simple lettre missive de l'auteur à l'éditeur notamment, et une lettre de cette nature n'est pas soumise à l'obligation de l'enregistrement. Dire en ce cas que la convention doit être primée par une autre postérieurement conclue par acte écrit et ayant date certaine, ne serait-ce pas retirer indirectement au contrat d'édition son caractère de contrat purement consensuel en subordonnant sa validité à une forme déterminée.

C'est pourquci, lorsque les deux contrats n'ont pas été faits tous les deux par écrit, nous pensons avec M. Renouard que « la plus ancienne cession sera la seule valable, car nul ne pouvant transmettre plus de droits qu'il n'en a, celui qui a cru acquérir un privilège dont l'auteur s'était déjà dessaisi, n'a, en réalité, rien acquis. S'il y a bonne foi de la part du second cessionnaire, il ne sera pas condamné comme contrefacteur ; mais il lui sera interdit d'exercer aucun droit sur l'ouvrage, sauf son recours contre l'auteur, qui sera tenu d'indemniser l'un et l'autre cessionnaire (2) ».

Quant à l'article 1328, son application ne peut se justi-

(1) Pouillet, n° 285. — Lardeur, p. 419 — Cour de Cass., 27 mars 1835 ; Dalloz, Per., 1835, 1, 438. — Civ. Seine, 23 décembre 1868. — Pataille, 69, 52.

(2) Renouard, t. II, n° 181.

fier que pour le cas, de beaucoup le plus fréquent d'ailleurs, où un acte sous-seing privé a été rédigé de part et d'autre. Il y a cependant une raison de douter : le contrat d'édition, civil par rapport à l'auteur, est commercial vis-à-vis de l'éditeur, et le conflit s'élevant ici entre deux éditeurs, il devient, par suite de leur qualité de commerçants, fort douteux que l'article 1328 leur soit applicable ; les auteurs pensent en général que c'est une question abandonnée à la prudence des tribunaux de commerce qui doivent juger d'après l'équité et la bonne foi (1).

Ouvrages
susceptibles
d'être l'objet
du droit de pu-
blication cédé
par l'auteur.

Si en réalité, comme nous l'avons montré, l'objet du contrat d'édition est le droit de publication et non pas l'œuvre elle-même, celle-ci est de son côté l'objet de ce droit. Tous les ouvrages n'en sont pas susceptibles. Voyons lesquels peuvent faire l'objet d'un droit de publication.

1) Il faut qu'ils
confèrent à l'é-
crivain le droit
d'auteur.

Il faut qu'ils soient capables de conférer à l'écrivain le droit d'auteur, qu'ils soient par conséquent une production de l'esprit, le résultat d'un travail personnel, quelle qu'en soit d'ailleurs la valeur intrinsèque, la loi protégeant les *écrits en tous genres*. Il faut en outre, que le droit d'auteur ne soit pas éteint, ce droit étant temporaire, limité depuis la loi de 1866 à un délai de cinquante ans après la mort de l'auteur. A son expiration, l'ouvrage tombe dans le domaine public, toute personne peut l'éditer à sa guise et il n'est plus, pour les héritiers de l'auteur, matière à un contrat d'édition.

2) Il faut
qu'ils ne soient
pas illicites.

Si l'ouvrage a un caractère illicite, ce n'est pas une raison pour en refuser à son auteur la propriété littéraire ; les termes de l'article 1 de la loi du 19 juillet 1793 sont

(1) Pataille, 69, 59, observation II. — Dalloz, Rép. Obligations, n° 3911.

trop généraux pour cela. Mais entre ses mains ce droit n'est qu'un titre vain : s'il en a la jouissance, il n'en a pas l'exercice, il ne peut en tirer avantage en livrant son œuvre à la publicité, car l'intérêt de la société et de la moralité publique s'opposeront à pareille publication. Lorsqu'à cet effet l'auteur a contracté avec un éditeur, M. Renouard, M. Huard et M. Lardeur (1) pensent que le contrat sera nul et à leur appui ils invoquent l'article 1131 du C. civ. qui déclare nulle l'obligation sans cause, sur cause fausse, ou sur *cause illicite*. M. Pouillet (2), tout en paraissant admettre cette opinion, pense que le principe comporte exception lorsqu'il s'agit d'un ouvrage qui n'a été condamné qu'en raison de certaines opinions politiques, car au moindre changement de gouvernement ou même de ministère, ces opinions, antérieurement subversives, peuvent non seulement devenir permises, mais être encouragées. M. Lardeur (3) a victorieusement réfuté ce système en faisant observer qu'il mettait en échec le grand principe de l'autorité de la chose jugée en matière criminelle, puisqu'il supposait à nouveau la discussion du caractère licite de la publication devant la juridiction civile ou commerciale.

Nous croyons aussi que d'une manière générale, le contrat est nul parce qu'il a une cause illicite, mais le principe a besoin d'être dégagé. Dans le contrat d'édition, comme dans tous les contrats synallagmatiques, la cause de l'obligation de l'auteur, c'est l'obligation de l'éditeur et notamment celle de publier ; toutefois ce n'est pas celle de publier in *genere*, mais celle de publier un ou-

(1) Renouard, t. II, n° 163. — Huard, n° 37. — Lardeur, p. 63.

(2) Pouillet, n° 256.

(3) Lardeur, p. 66.

vrage spécialement désigné et qui est illicite dans l'espèce. La cause de l'obligation l'est donc aussi et le contrat est nul. Si l'éditeur publiait et que l'ouvrage eût été déjà condamné, il commettrait un délit, et l'auteur serait condamné comme complice. Si l'ouvrage n'a pas été condamné en justice, le tribunal devra apprécier si la cause est illicite ou non, et si dès lors il y a nullité du contrat. Enfin, si l'ouvrage n'a été condamné qu'en partie, en ce sens que la condamnation a exigé la suppression ou la correction de passages déterminés, le contrat est valable une fois que ces suppressions et ces rectifications ont été exécutées (1). Mais, si l'ouvrage qui n'a pas été condamné lors de la publication, l'est depuis et pour sa totalité, il faut considérer que le contrat est nul, non seulement à l'avenir, mais pour le passé.

Ouvres fu-
tures.

Que penser des œuvres futures ? Un auteur peut-il faire un contrat d'édition pour de tels ouvrages et céder à l'avance le droit de les publier ? Deux opinions sont en présence. Il y a là condition potestative, disent les adversaires de la validité (2) ; l'obligation est nulle par application de l'article 1174 du C. civ. Il y a confusion, répondent ses partisans (3) ; il faut distinguer parmi les conditions potestatives celle qui fait dépendre l'obligation d'un événement tel que la volonté du débiteur ou du créancier peut le faire arriver ou y mettre obstacle, condition parfaitement valable, et la condition purement potestative ou condition *si voluero*, qui rend le contrat nul. C'est de la première condition qu'il s'agit ici et le contrat est valable. Nous

(1) Cour de Nîmes, 2 mai 1892 (*Gaz. des Trib.*, 10 juin 1892).

(2) Pouillet, n° 253 (moins affirmatif pourtant dans la dernière édition).

(3) Huard, n° 38. — Lardeur, p. 68.

nous rallions à cette seconde opinion ; en effet, lorsque la loi définit la condition potestative (art. 1170, C. civ.) : « celle qui fait dépendre l'exécution de la convention d'un événement, qu'il est au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties contractantes de faire arriver ou d'empêcher », on s'accorde à voir dans cette définition celle de la condition potestative ordinaire et non pas celle de la condition purement potestative, de la condition *si voluero*. Or, faire un contrat d'édition pour une œuvre qui n'est pas encore composée paraît être un contrat sous condition potestative ordinaire. Sans doute l'auteur peut empêcher le manuscrit d'être rédigé et par suite la condition de s'accomplir ; mais cela ne dépend pas uniquement de son bon plaisir et tient peut-être à ce qu'il est tombé malade, qu'il a d'autres travaux qui l'absorbent, ou qu'il n'a pu trouver les éléments sur lesquels il comptait pour faire son travail ; cela suffit à écarter l'hypothèse d'une condition purement potestative.

A plus forte raison, y aurait-il lieu de reconnaître comme valable le contrat ayant pour objet, non plus une œuvre quelconque telle qu'il plaira à l'auteur de la produire, mais un ouvrage déterminé, remplissant certaines conditions et portant sur un sujet indiqué à l'avance. En pareil cas, l'auteur sera obligé et valablement obligé, car les obligations peuvent avoir pour objet des choses futures. Très souvent, il est vrai, une telle convention se ramènera à un louage d'ouvrage de la part de l'auteur, mais non toujours ; elle peut être aussi l'expression d'un véritable contrat d'édition, et cela apparaîtra surtout à la façon dont les parties auront convenu que le prix sera payé à l'auteur.

Restriction
exclusive aux
ouvrages qui
ont fait l'objet
du droit cédé.

En ce qui concerne les ouvrages qui font l'objet du droit cédé à l'éditeur dans le contrat d'édition, il convient d'ailleurs de limiter ce contrat très strictement aux écrits qui en font la matière et de ne pas l'étendre même à ceux qui présentent avec eux la plus grande connexité. La Jurisprudence nous en offre un exemple récent. M. Zola avait cédé au journal le *Gil Blas* le droit de publier en feuilleton son roman sur Lourdes. Mais en même temps que cette publication se faisait, le même auteur faisait paraître dans d'autres journaux des polémiques relatives à son ouvrage et des traductions en langue étrangère. Le *Gil Blas* se refusa à payer le prix convenu, prétextant que ces articles et traductions avaient porté préjudice à son droit exclusif durant toute la durée de la publication. Ce fut en vain ; le tribunal de commerce de la Seine repoussa ce moyen en se fondant précisément sur ce qu'au moment où le contrat avait été passé, les parties n'avaient envisagé comme devant en faire l'objet que le droit de publication sur le seul roman (1). Il a encore été jugé dans le même ordre d'idées (la cession ne comprenant que les œuvres sur lesquelles elle a expressément porté) que l'éditeur qui a eu communication de l'ensemble de l'œuvre d'un auteur et qui a reçu copie de toutes les parties qu'il a indiquées, est sans droit pour réclamer ultérieurement la remise des fragments qu'il avait d'abord rejetés. (2)

Effet des lois
nouvelles et
des traités di-
plomatiques
postérieurs au
contrat.

Il arrivera parfois que le droit de publication, objet du contrat d'édition, sera modifié par des lois nouvelles ou des traités diplomatiques postérieurs au contrat. Ainsi, la durée du droit des héritiers peut être prolongée, comme

(1) Com. Seine, 5 août 1895. — *Gaz. des Trib.*, 24 août 1895. —

(2) Cour de Paris, 29 mars 1878. — Dalloz, Per., 78, 2, 137.

cela s'est produit en 1854 et en 1866 ; ou bien c'est un traité diplomatique qui assure protection à l'ouvrage dans un pays où il n'en jouissait pas avant ; ou bien encore l'éditeur n'a acquis le droit d'édition que pour un pays déterminé, et une partie du territoire de ce pays se trouve démembrée pour être annexée à un autre pays. Dans ces divers cas, qui profitera de ces modifications, qui bénéficiera de ces lois et de ces traités : l'auteur et ses héritiers, ou bien l'éditeur ? Question très délicate, très controversée et très diversement résolue.

1° *Prolongation de la durée du droit d'auteur en vertu d'une loi nouvelle.*

En présence des décisions contradictoires de la Jurisprudence, on peut dire avec M. Pouillet (1), que la question ne comporte pas une réponse absolue et qu'avant tout il faut tenir compte des circonstances de fait et rechercher l'intention des parties (2). Il est possible qu'elles aient prévu l'éventualité d'une loi nouvelle et qu'elles aient elles-mêmes réglé la question. Nous devons supposer qu'elles ne l'ont pas fait. L'opinion de beaucoup de bons esprits, et à laquelle M. Lyon-Caen (3) apporte sa grande autorité, est qu'il y a lieu de faire bénéficier l'éditeur de la loi nouvelle, et l'on présente plusieurs arguments à l'appui de ce système.

M. Lyon-Caen croit qu'il y a lieu de faire l'application des règles du Code civil en matière de vente : les clauses obscures, dit l'article 1602, s'interprètent contre le vendeur. C'est ici le cas et le vendeur c'est l'auteur. Ce raisonnement, pour être accepté supposerait admis que

(1) Pouillet, n° 162.

(2) Civ. Seine, 29 novembre 1878. — *Le droit*, 30 novembre 1878.

(3) Paris, 31 décembre 1874. — Sirey, 75, 2, 65 (note).

le contrat d'édition est une vente et pour notre part, nous nous y sommes refusé. Le même auteur invoque encore un autre argument. Parlant des lois de 1854 et 1866, il dit : « Ces lois ont voulu prolonger la durée des droits d'auteur, mais au profit de qui ? Au profit de ceux qui en jouissaient lors de leur promulgation. Elles n'ont pas entendu faire profiter de la prolongation des personnes dont le droit n'existait plus quand elles ont été rendues. Il aurait fallu pour cela une disposition spéciale de ces lois ». Nous répondrons qu'il est inexact qu'après avoir traité avec l'éditeur, l'auteur soit lui-même sans droit. En effet, il n'a pas cédé tout son droit, il ne s'en est pas entièrement dépouillé et, dans une certaine mesure, il est resté en possession du droit d'auteur ; ce droit s'est divisé, partagé entre lui et l'éditeur, et il n'y a pas de raison pour le priver des accroissements que la loi y apporte.

On objecte enfin que l'éditeur doit profiter des bonnes chances comme des mauvaises, que, si une loi vient réduire la durée du droit d'auteur, il en souffrira, qu'il est donc juste qu'il bénéficie de celle qui prolongera le délai. Mais, qu'on le remarque, l'éditeur ne peut se prévaloir ainsi que d'une espérance et non pas d'un droit acquis, ce qui est insuffisant. L'auteur a contracté avec lui eu égard à la législation actuelle au moment du contrat et si une loi postérieure venait restreindre son droit, les droits de l'éditeur se trouvant diminués, nous pensons, avec M. Lardéur, qu'il pourra, selon les cas, devoir une indemnité à l'éditeur, de sorte qu'il n'en subira pas de préjudice. Il est douteux qu'il ait à souffrir des mauvaises chances.

Nous écartons donc en matière de contrat d'édition le système qui donne à l'éditeur le bénéfice des accroissements du droit d'auteur. On verra plus loin que nous

décidons de même lorsqu'il s'agit de la vente pure et simple que l'auteur fait à l'éditeur de ses droits (p. 190).

Entre ce système et le système opposé, nous devons, pour être complets, en faire connaître deux autres qui, assez équitables et cherchant à concilier les droits de l'auteur et ceux de l'éditeur, ont le tort de ne reposer sur aucun fondement juridique. L'un d'eux, proposé par MM. Rendu et Delorme (1), consiste à donner à l'éditeur le choix, soit de résilier le contrat, soit de payer un supplément de prix, celui qui a été stipulé tout d'abord ayant été calculé sur la durée du droit d'auteur à cette époque. D'après le second système, proposé par M. Bétolaud (2), les héritiers du cédant auront le droit de reproduction à l'expiration de la durée du droit du cessionnaire ; ainsi, celui-ci n'aura pas à se plaindre puisqu'il aura le droit de reproduction.

Nous arrivons à l'examen d'une dernière opinion, d'après laquelle le bénéfice des lois qui prolongent le droit de l'auteur revient à ses héritiers pourvu que le contraire ne résulte pas de la volonté des parties, ce que le juge a toujours le devoir de rechercher. C'est l'opinion la plus répandue en doctrine et en jurisprudence, et nous l'adoptons sans hésiter, car les raisons sont nombreuses et paraissent concluantes.

On a fait observer que si l'on remonte aux sources de la législation sur la matière, on constate que les auteurs et leurs héritiers ont toujours le pas sur leurs cessionnaires. Ainsi les travaux préparatoires de la loi de 1866 indiquent que les auteurs doivent profiter de la prorogation

(1) *Droit industriel*, n° 778.

(2) Consultation dans l'affaire *Susse c. Prallier*. — Sirey, 75, 2, 66 (note).

de droit qu'elle édicte. Cet argument est un peu spécieux, mais il y en a d'autres que M. Labbé a très heureusement exposés dans une note sur un arrêt de cassation (1). Il commence par faire remarquer que « l'auteur peut céder le droit de reproduction pendant une partie seulement du délai que la loi lui accorde... ; il n'y a donc aucun obstacle légal à ce que le droit de reproduction, ayant appartenu pendant un espace de temps à un cessionnaire, revienne ensuite et pour une nouvelle période à l'auteur ou à l'héritier de l'auteur... L'auteur reçoit de la loi ou des lois qui se succèdent un droit privatif de commerce dont il est entièrement libre de disposer comme de tout autre élément de fortune. Il peut le céder en tout ou en partie. Il peut céder son droit actuel, il peut céder ou garder l'espérance d'un droit éventuel, il peut se dépouiller par avance des droits nouveaux qu'une loi postérieure lui attribuerait ; mais le cessionnaire n'y a droit qu'en vertu d'une cession positive. »

Enfin, c'est avec raison que M. Huard invoque l'article 1163 du Code civil, et dit, en faisant application de ce texte, que la cession est présumée ne porter que sur les droits actuels, non sur les droits futurs, éventuels du cédant (2).

2° *Traité diplomatique.* — Cette question ramène la même discussion, les mêmes arguments que la précédente et nous n'avons plus à y revenir. Notre solution sera donc la suivante. Admettant que le contrat n'a porté que sur les droits de l'auteur tels que ce dernier les avait à ce moment, nous disons que, lorsque, depuis sa formation, un nouvel Etat vient à reconnaître le principe de ces droits

(1) Cour de Cass. Ch. crim., 28 mai 1875. — Sirey, 75, 1, 329, (note).

(2) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 71.

et les protège, c'est lui et non l'éditeur qui retirera le bénéfice de cette situation nouvelle. Les adversaires de ce système objectent en vain qu'il ne s'agit pas d'une extension, mais d'une garantie donnée à la propriété de l'auteur (1). Nous leur répondrons qu'ils font une distinction trop subtile, car le droit des auteurs que la législation ne définit pas et qu'on appelle propriété par raison de commodité, n'est précisément que la protection, la garantie accordée à l'écrivain sur son œuvre, dans certaines conditions, par sa loi nationale et les lois étrangères et en réalité toute garantie nouvelle qu'il reçoit constitue un accroissement, une extension de son droit. A l'inverse, si la convention diplomatique réduisait le droit de l'auteur, il faudrait, comme pour le cas où cette restriction proviendrait d'une loi nouvelle, décider que l'auteur pourrait, suivant les circonstances, être tenu envers l'éditeur à des dommages intérêts à raison du préjudice causé.

Enfin, quelle solution adopter si le contrat ayant été fait pour l'édition de l'ouvrage dans un pays déterminé, le territoire de ce pays vient à être diminué ou augmenté. Le plus souvent les parties auront envisagé ce pays en tant qu'Etat déterminé, indépendamment des changements qui peuvent y survenir, et l'on se montrera très large pour interpréter leur volonté dans ce sens quand les circonstances du contrat donneront lieu à interprétation. Mais si rien ne manifeste à cet égard la volonté des parties dans un sens ou dans l'autre, la logique veut que le droit de l'éditeur se continue sur la portion du territoire démembré et qu'il ne s'étende pas sur celle annexée, car il faut toujours se reporter à la situation existante au moment de la formation du contrat.

(1) Rendu et Delorme, n° 787. — Pouillet, n° 258 *bis*.

CHAPITRE III

EXÉCUTION DU CONTRAT D'ÉDITION

Connaissant les conditions nécessaires à la formation d'un contrat d'édition pour sa validité, il faut supposer maintenant qu'un tel contrat a été régulièrement passé et rechercher comment il devra s'exécuter. Nous étudierons successivement les obligations de chacune des parties, obligations corrélatives des droits de l'autre, et à l'occasion de chaque obligation, nous nous demanderons quelle est la sanction en cas d'inexécution.

§ 1. — Obligations de l'auteur.

L'auteur est tenu envers l'éditeur à deux obligations principales, l'obligation de livrer et celle de garantir. On voit par leur désignation que ce sont précisément les mêmes que l'article 1603 du Code civil met à la charge du vendeur. Ceux qui veulent assimiler notre contrat à la vente en ont tiré argument (1). C'est excessif ; on ne saurait faire là qu'un simple rapprochement, une comparaison tout au plus, et l'on verra qu'il y a une grande différence entre l'obligation de livrer, telle qu'elle incombe

1) Pouillet, n° 287.

au vendeur, et celle que nous mettons à la charge de l'auteur. Ajoutons au surplus, qu'il n'y a rien de commun entre les obligations de l'éditeur et celles de l'acheteur, ce qui est la condamnation même de ce raisonnement par assimilation : l'obligation de payer le prix est la seule qui puisse se retrouver dans les deux contrats, mais elle n'est essentielle que dans la vente ; elle n'est qu'un élément naturel du contrat d'édition.

1) *Obligation de livrer.*

Nature de la délivrance. — Toute autre est la nature de l'obligation de livrer dont est tenu l'auteur et celle qui incombe au vendeur. Celui-ci s'est ordinairement engagé à transférer la propriété à l'acheteur et c'est pour parfaire cet engagement qu'il doit la délivrance. Ce qu'il faut qu'il livre alors, c'est une chose matérielle *déterminée*, celle même qui a été vendue s'il s'agit de la vente d'une chose corporelle, ou un titre déterminé au cas de vente d'un droit ou d'une chose incorporelle. Il doit se dessaisir parce qu'il n'est plus propriétaire, qu'il n'a plus aucun droit, par conséquent, à la possession et que celle-ci doit être transmise au nouveau propriétaire, l'acquéreur.

Bien différente est l'obligation de l'auteur. Il n'a jamais cessé d'être propriétaire de son œuvre ; n'ayant transmis à l'éditeur qu'une partie des attributs de son droit, le droit de publication. Il faut qu'il le mette en mesure d'effectuer cette publication et dans ce but il doit lui remettre un manuscrit ou une copie de son œuvre : c'est en cela que consiste son obligation de livrer. Mais l'éditeur mis en possession du manuscrit n'en acquiert pas la propriété : l'auteur la conserve. L'éditeur ne possède que pour un

L'auteur ne doit livrer qu'un manuscrit ou une simple copie.

usage déterminé, et il est dans une situation analogue à celle du locataire ou de l'emprunteur à usage qui ont bien droit à un certain usage de la chose prêtée ou louée, mais reconnaissent toujours pour propriétaire le bailleur ou le prêteur.

Définition de
l'obligation de
livrer.

Cette distinction posée, étudions l'obligation de livrer en elle-même. La plupart des législations étrangères l'ont définie : « l'auteur est obligé d'exécuter le contrat passé par écrit, en livrant le manuscrit en temps convenable », dit l'article 1000 du code général pour les états prussiens (1) ; — le Code civil suisse la fait rentrer dans la définition même du contrat d'édition (art. 372) : « un contrat par lequel l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique ou ses ayants cause s'engagent à *remettre* cette œuvre à un éditeur, qui, de son côté, s'oblige à la publier... (2) ». Le Code civil autrichien de 1811 dit à ce sujet (art. 1165) : « l'auteur est tenu de livrer l'ouvrage conformément à la convention... (3) » et le Code de commerce hongrois décide de même ; il y est dit (art. 516) : « l'auteur est obligé de livrer à l'éditeur l'œuvre promise dans la forme déterminée par le contrat et en temps voulu (4) ». — On voit, d'après les termes de ces articles, qu'il faut chercher d'abord si la convention mentionne comment s'exécutera l'obligation de livrer. Le plus souvent, il n'en est rien dit ; c'est pourquoi il convient de poser des règles générales destinées à interpréter le silence des parties.

On désigne parfois l'obligation de livrer sous le nom de délivrance du manuscrit : ce dernier mot ne doit pas être

(1) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 110.

(2) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 558.

(3) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 139.

(4) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 163.

entendu dans un sens strict, car il n'est nul besoin que les feuilles remises à l'éditeur soit écrites de la main de l'auteur. Fréquemment celui-ci tiendra à conserver le manuscrit autographe ; il satisfera pleinement à son obligation en ne livrant qu'une simple copie à l'éditeur, quand même ce dernier aurait pris connaissance de l'ouvrage sur le manuscrit avant de conclure le traité. Il faut d'ailleurs que la copie soit exacte, conforme au manuscrit original, lisible et que son impression ne soit pas rendue trop difficile par un grand nombre de ratures ou de surcharges (1). L'éditeur est en droit d'exiger que le manuscrit qui lui est remis soit complet, c'est-à-dire qu'il contienne tout ce qui doit être imprimé, mais il ne saurait prétendre à la délivrance des parties du manuscrit autographe qui ne paraissent pas de nature à être publiées et ne constituent que de simples notes (2). En revanche, l'auteur pourrait être tenu à ajouter certains compléments commandés par l'usage et absents de son œuvre au moment où le contrat a été passé, tels qu'une table des matières ou une préface (3).

Lorsque l'ouvrage est destiné à paraître en livraisons ou en feuilletons, les éditeurs et directeurs de journaux se contentent fréquemment de la délivrance du manuscrit par fractions, suivant les besoins du tirage. Ce n'est qu'un usage qui ne saurait faire la loi et les éditeurs ou directeurs peuvent toujours y déroger et se refuser à faire la publication du manuscrit incomplet (4). M. Pouillet cite à

L'éditeur peut exiger la délivrance intégrale du manuscrit.

(1) Lardeur, p. 125.

(2) Par analogie, trib. civ. seine, 16 mai 1884 ; (*Gazette du Palais*, 84, 2, sup. 61).

(3) Huard fils, n° 86. — Lardeur, 125.

(4) Pouillet, n° 315. — Comm. Seine, 11 octobre 1865 (Pataille, 1865, 237).

ce sujet un arrêt de la Cour de Paris du 5 décembre 1856, aux termes duquel il a été jugé que l'éditeur d'un journal qui a commencé la publication d'un roman en feuilletons, sans avoir été, par la remise du manuscrit entier, mis à même de le juger, et sans avoir pris d'ailleurs l'engagement d'insérer l'intégralité du roman, est en droit d'interrompre cette publication s'il reconnaît qu'elle est de nature à nuire au journal (1). Il ne faut voir là qu'une décision d'espèce. Quand il y a eu entre un auteur et un directeur de journal un véritable contrat d'édition, lorsqu'ils ont convenu que la remise du manuscrit se ferait par fractions, le directeur est coupable de négligence si, trop confiant en l'auteur, il n'a pas pris au préalable connaissance de la totalité de l'œuvre, et nous nous refusons à lui accorder le droit d'arrêter la publication. Il pourrait en être autrement si, lors du contrat, cet ouvrage n'était que projeté ; il y aurait ici louage d'ouvrage de la part de l'auteur plutôt qu'un contrat d'édition proprement dit, et il faudrait appliquer des règles différentes que nous étudierons ultérieurement.

Délai de la
délivrance.

Dans quel délai la délivrance doit-elle être faite ?

A titre de curiosité, citons l'article 1002 du code général pour les états prussiens qui fixe une date déterminée pour la remise du manuscrit : « si le temps de la livraison n'est pas déterminé dans le contrat, dit cet article, la livraison doit être faite de façon que l'éditeur puisse produire l'ouvrage à la première foire de Leipzig ». Les autres législations n'offrent aucune disposition analogue ; elles se contentent de dire que la délivrance doit se faire dans le délai convenu. Nous pensons qu'à défaut de con-

(1) Pataille, 1857, 247.

vention, l'éditeur est en droit d'exiger une délivrance immédiate, en tenant compte cependant du temps nécessaire à l'auteur pour faire copier son manuscrit. Une obligation à terme ne se présume pas et il est discutable de dire, comme le fait M. Nion (1), que lorsqu'un délai n'a pas été fixé, l'éditeur peut sommer l'auteur de convenir d'un temps précis, ou de résilier le contrat, faculté que lui accorde aussi d'ailleurs le code général pour les états prussiens (article 1004). Dans le silence du contrat, l'éditeur pourra donc mettre immédiatement l'auteur en demeure, après quoi il l'assignera pour obtenir remise du manuscrit (2). Le tribunal devra le condamner à des dommages intérêts. Cependant, suivant les circonstances, il pourrait lui accorder un délai pour l'exécution du contrat. Mais ce n'est qu'à titre de *délai de grâce* (art. 1184 C. civ.) que le juge fixerait ainsi une date ultérieure pour la remise du manuscrit, et il n'aurait pas qualité pour le faire, si l'auteur n'alléguait un motif suffisant, tel que le besoin de faire recopier son ouvrage. Il y aurait de l'exagération à confier au juge un semblable pouvoir, comme cela est proposé dans le projet de loi voté par l'union internationale au congrès de Milan, où il est dit (article 5, § 3) (3) : « à défaut de stipulation, le délai sera fixé par le juge après mise en demeure préalable ».

Toutefois la justice a admis que dans un cas l'auteur cesserait d'être tenu de son obligation de livrer. Il a été jugé, que lorsqu'un écrivain compose un feuilleton à tant la ligne et ne doit livrer sa copie que selon la néces-

(1) Nion, p. 295.

(2) Pouillet, n° 289.

(3) *Le droit d'auteur*, 1892, p. 99.

sité de la publication, il peut cesser de la remettre quand il n'a pas été payé pour celle qu'il a déjà fournie et qui a été publiée (1). Il y a là une dérogation à la règle à laquelle nous souscrivons volontiers, car l'éditeur a manqué à son obligation et il n'y a pas de raison pour que l'auteur soit contraint de continuer d'exécuter la sienne. Admettons-nous d'autres exceptions ? M. Pardessus a soutenu que l'auteur peut avoir de justes motifs pour renoncer à la publication de son ouvrage et que les tribunaux ont toute liberté pour les apprécier. Cette opinion n'a pas prévalu. En effet, M. Pouillet le dit fort bien (2), il ne saurait dépendre de l'auteur seul de rompre un contrat qui s'est formé par l'accord de deux volontés ; c'est à lui de ne pas traiter à la légère avant d'être complètement décidé à faire publier son œuvre. Il en serait autrement si l'ouvrage présentait un caractère illicite ou si le contrat renfermait une condition illicite ; il serait nul alors par application des articles 1131 ou 1172 du Code civil, et l'éditeur ne pourrait en exiger l'exécution et prétendre à la délivrance du manuscrit.

L'auteur peut être tenu à livrer une seconde fois.

Il peut arriver que l'auteur soit encore tenu de la délivrance, bien qu'il ait déjà satisfait une première fois à cette obligation. Il est, en effet, de toute justice de faire application de la disposition fort équitable contenue dans l'art. 387 du Code fédéral suisse des obligations ainsi conçu : « Lorsque l'œuvre, après avoir été livrée à l'éditeur, péricule par cas fortuit, l'éditeur n'en est pas moins tenu au paiement des honoraires. Mais si l'auteur possède un second exemplaire de l'œuvre qui a péri, il doit la remettre à la

(1) Civ. Seine, 8 février 1889. — *Le droit*, 9 février 1889.

(2) Pouillet, n° 288.

disposition de l'éditeur, et s'il peut le refaire sans trop de peine, il y est tenu, moyennant une juste indemnité dans les deux cas. (1) ».

L'éditeur, avons-nous dit, ne devient pas propriétaire du manuscrit, il n'en a que la possession, la propriété demeure toujours aux mains de l'auteur (2) ; il faut en conclure que l'éditeur ne saurait le conserver indéfiniment. Il n'a ce droit qu'autant que le manuscrit lui est nécessaire pour la publication. Celle-ci s'étend-elle à un nombre déterminé d'éditions, l'auteur pourra le réclamer aussitôt après le tirage de la dernière. Le contrat donne-t-il au contraire à l'éditeur la faculté de publier autant d'éditions qu'il lui plaît, l'éditeur conservera le manuscrit aussi longtemps qu'il voudra, car il peut toujours en avoir besoin (3). Cela ne veut pas dire qu'il en deviendra propriétaire ; et si l'auteur lui avait remis le manuscrit original, il pourrait toujours le reprendre à condition de donner à la place une copie semblable à l'éditeur.

Epoque à laquelle l'éditeur doit restituer le manuscrit.

Sanction de l'obligation de livrer. — Lorsque l'auteur se refuse à faire la délivrance du manuscrit, quel est le recours de l'éditeur contre lui ? La réponse à cette question dépend du caractère que l'on attribue à l'obligation de livrer. — Envisageant surtout le fait de la remise matérielle du manuscrit, plusieurs auteurs ont conclu qu'il s'agissait d'une obligation de faire (4), et qu'il y a lieu, par conséquent, d'appliquer l'article 1142 du Code civil, c'est-

(1) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 561. — Cf., projet de loi voté au congrès de Milan, art. 18, § 2.

(2) Projet de loi voté au congrès de Milan. — *Le droit d'auteur*, 1892, p. 99.

(3) Lardeur, p. 129.

(4) Nion, p. 295. — Pouillet, n° 288.

à-dire de résoudre l'obligation en dommages-intérêts pour l'auteur. Ils admettent, il est vrai, le tempérament que l'article 1144 apporte à cette disposition rigoureuse en permettant au créancier, en cas d'inexécution, d'exécuter lui-même l'obligation aux dépens du débiteur. Mais cela ne peut se concevoir que dans des cas relativement fort rares, tels que celui où le contrat aurait trait à l'édition d'une pièce de théâtre, l'éditeur pouvant alors en faire sténographier le texte au cours des représentations.

Exécution forcée.

Le recours à des procédés aussi défectueux condamne ce système. Nous croyons d'ailleurs qu'il repose sur un fondement inexact et qu'il est plus juste de dire (1) que l'obligation de remettre le manuscrit est une véritable obligation de livrer un objet matériel, d'en transférer la possession à l'éditeur. Elle est donc susceptible d'exécution forcée. Muni d'un titre exécutoire, l'éditeur peut saisir le manuscrit entre les mains de l'auteur, sans préjudice, bien entendu, des dommages-intérêts auxquels ce dernier sera condamné envers lui en réparation du préjudice causé par le retard dans l'édition et qui lui est imputable. S'il le préfère, l'éditeur peut d'ailleurs faire tomber le contrat.

Résolution du contrat.

Si la saisie était inefficace, soit que l'auteur ait détruit son manuscrit, soit qu'il l'ait mis à l'abri des investigations, l'éditeur n'aurait plus que la ressource de faire prononcer la résolution du contrat pour cause d'inexécution. Il ne lui resterait que cette voie de recours, lorsque le contrat d'édition se rapporte à une œuvre future quand elle n'est pas achevée, alors même qu'une partie serait déjà composée. Cela importe peu, car un livre forme un

(1) Huard fils, n° 85. — Lardeur, p. 128.

tout, qu'on ne sauroit morceler sans le consentement de l'auteur. Pour que l'éditeur puisse recourir à l'exécution forcée, il faudrait donc qu'il démontrât que, dans l'esprit de l'écrivain, l'œuvre pour laquelle il a traité est complètement achevée.

Pour nous résumer sur la sanction de l'obligation de livrer, nous ne saurions mieux faire que de citer l'article 516 § 2 du Code de commerce hongrois, dont le système que nous proposons, n'est guère, en effet, que la paraphrase. Cet article est ainsi conçu : « Si l'auteur ne remplit pas cette obligation par sa faute, l'éditeur peut, selon son choix, demander l'exécution du contrat et la réparation du dommage causé par le retard, ou réclamer des dommages-intérêts, ou se désister du contrat en le considérant comme non avenü (1) ».

2) *Obligation de garantir*

L'auteur garantit à l'éditeur la possession du droit qu'il lui a transmis. Cette possession doit être paisible et utile ; c'est à ces deux points de vue qu'il faut se placer pour examiner la nature de la garantie dont l'auteur est ainsi redevable.

A. *Garantie de la possession paisible.*

a) Garantie de l'existence du droit cédé. — Celui qui traite avec l'éditeur doit avant tout être véritablement l'auteur de l'ouvrage ou du moins le titulaire des droits de cet auteur. Il faut qu'il les ait conservés, qu'il ne les ait ni cédés ni abandonnés, et que ceux-ci ne soient pas non plus tombés dans le domaine public. Autrement le contrat se-

Garantie de
l'existence
du
droit cédé.

(1) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 164.

rait véritablement sans objet. Mais, comme M. Nion (1) en fait très justement la remarque, et comme d'ailleurs cela est aujourd'hui admis en doctrine et en jurisprudence, pour que l'éditeur ait une action en garantie, il faut qu'il ait effectué de bonne foi la publication, ce qui doit être fort rare, car il n'est pas supposé contracter à la légère. S'il savait que celui avec lequel il a contracté n'est pas l'auteur, mais un contrefacteur du véritable auteur, il commettrait le même délit ; or il n'y a pas de garantie en matière de délit.

Garantie du trouble dans la jouissance.

b) Garantie du trouble dans la jouissance. — L'auteur doit assurer à l'éditeur, non seulement l'existence, mais encore l'exercice du droit qu'il lui a transmis. Nul ne songerait d'ailleurs à nier que cette obligation lui incombe ; elle a trouvé sa place dans le projet présenté par M. Pouillet au congrès de Berne ; « l'auteur, y est-il dit, est tenu d'assurer à l'éditeur la libre jouissance du droit qu'il lui a cédé. » Le trouble résultera, soit d'une répétition dans un nouvel ouvrage, soit d'un nouveau contrat passé au mépris de celui qui existe déjà.

Répétitions dans un ouvrage postérieur.

Une répétition dans un ouvrage postérieur, disons-nous ; est-ce à dire qu'un écrivain ne puisse jamais se répéter ? Assurément non. De même que certains artistes se cantonnent dans des sujets déterminés offrant toujours une ressemblance entre eux, il est des auteurs qui s'adonnent à des spécialités et traitent plusieurs fois la même question ou des questions analogues. On ne saurait les en blâmer ni à plus forte raison les empêcher d'émettre sur ces questions déjà traitées des opinions nouvelles. Tout ce qu'on peut exiger d'eux, c'est qu'il y ait ouvrage nouveau, au

(1) Nion, p. 296.

sens propre du mot, et que, selon l'heureuse expression de M. Pouillet (1), cet ouvrage ne puisse faire concurrence à l'œuvre ancienne. Il serait difficile d'établir un critérium ; c'est en fait surtout qu'il faut se placer. « Ce n'est pas contrevenir à ses obligations de la part de l'auteur, dit M. Pardessus (2), que de faire emploi de quelques portions peu considérables de son premier ouvrage dans d'autres qu'il publierait, et moins encore d'imprimer séparément des additions à cet ouvrage ou de vendre le droit de cette publication à un autre éditeur, après avoir offert la préférence au premier ». L'éditeur aurait sujet de se plaindre si, dans un nouvel ouvrage, l'auteur s'était borné à faire un résumé ou même un développement pur et simple du premier. Dans tous les cas, il faut qu'il fasse la preuve du préjudice qui en est résulté pour lui (3). Au contraire, la similitude du sujet ne peut à elle seule être reprochée à l'auteur, surtout si le sujet est traité les deux fois à des points de vue différents. Ainsi il y a bien des façons d'écrire l'histoire : on peut l'entendre à un point de vue philosophique, étudier les faits en les exposant simplement ou en recherchant les causes et les effets, s'attacher spécialement aux institutions d'un pays, aux mœurs d'une époque, se complaire enfin dans l'anecdote qui fait revivre le temps passé et reconstitue une société disparue. Il est évident que l'on pourrait écrire sans redites bien des histoires de France et qu'aucun des ouvrages composés de la sorte ne ferait de tort aux autres.

Faut-il aller, en supposant le préjudice établi par l'é-

(1) Pouillet, n° 306.

(2) Pardessus, t. II, n° 314.

(3) Civ. Seine, 6 mai 1862. — Pataille, 1862, 230.

diteur, jusqu'à déclarer l'auteur coupable de contrefaçon ? On pourrait en douter en songeant qu'aux termes de l'article 425 du Code pénal, ce délit suppose une publication faite au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs ; or en dépit de son contrat d'édition, l'auteur n'en conserve pas moins sa qualité d'auteur et l'on serait tenté de considérer que, dire de lui qu'il est contrefacteur, c'est comme si on l'accusait d'un délit dont il est à la fois l'auteur et la victime. Si séduisant que soit ce raisonnement, il doit pourtant être repoussé. La plupart des auteurs (1) se sont prononcés dans le sens de la contrefaçon pour l'auteur et nous sommes également de cet avis. Dans le contrat d'édition, l'auteur a cédé à l'éditeur une portion de son droit, celui qui est relatif à la publication ; or l'apparition d'un nouvel ouvrage peut empêcher ce contrat de produire exactement ses effets et cela par suite d'un empiètement de l'auteur sur le droit cédé, à l'éditeur primitif. C'est donc en définitive ce dernier qui en souffrira et qui sera la victime du véritable délit de contrefaçon commis par l'auteur.

Nouveau contrat d'édition avec un autre éditeur.

Le délit sera le même quand il s'agira, non plus de la composition d'un nouvel ouvrage, mais d'un contrat d'édition passé avec un second éditeur en fraude du premier. — Ce contrat porte sur un droit d'édition qui n'appartient plus à l'auteur, ce dernier l'ayant abandonné à l'éditeur et étant devenu un véritable tiers vis-à-vis de ce droit tout en conservant le titre d'auteur. Cela répond bien à la notion de la contrefaçon. C'est aujourd'hui l'opinion de la jurisprudence, mais elle ne s'est fixée qu'après bien des hésitations et des variations, non sans être vivement com-

(1) Renouard, t. II, n° 480. — Pouillet, n° 486. — Lardeur, p. 147.

battue par ceux qui se refusent à voir jamais dans l'auteur un contrefacteur. La loi est formelle, disent-ils ; l'article 3 de la loi de 1793 décide que pour que la saisie d'un ouvrage puisse être pratiquée, il faut qu'il ait été édité sans la permission *formelle* et par écrit des auteurs. Si on leur objecte que l'article 40 du décret du 3 février 1810 porte que les auteurs, etc..., peuvent céder leurs droits à un imprimeur, ou libraire, ou à toute autre personne qui est alors substituée en leur lieu et place, ils répondent que ce décret n'a aucune autorité parce qu'il ne s'est proposé que de proroger les droits des auteurs et non d'organiser la répression de la contrefaçon (1). Mais il n'est nul besoin d'aller si loin et d'invoquer ce décret de 1810 ; la loi de 1793 doit suffire. En disant que la saisie ne peut se faire que sur une permission formelle et écrite de l'auteur, elle sous-entend évidemment « ou de ses ayants cause », autrement elle dirait une naïveté alors que, dans le même article, elle autorise les héritiers à pratiquer cette saisie.

Aujourd'hui cela ne fait plus question en jurisprudence ; et dans ces dernières années les tribunaux se sont maintes fois prononcés dans le sens de la contrefaçon à l'encontre d'auteurs ou d'artistes qui, après avoir cédé leur droit de reproduction, se comportaient comme s'ils étaient restés titulaires de tous droits sur leurs œuvres ; et cette opinion se justifie aisément si l'on songe que, par la cession, les auteurs et les artistes sont devenus de véritables tiers quant au droit de publier des reproductions de leurs livres, gravures, etc (2). Parmi les plus récentes de ces décisions de jurisprudence, citons un arrêt de la cour

(1) Cour de Paris, 29 janvier 1835. — Gastamhide, p. 141. — Calmels, n° 314.

(2) Voyez : lettre de France. — *Le droit d'auteur*, 1895, p. 95.

d'appel de Paris du 15 décembre 1894 (1) et un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 17 janvier 1896 (2).

Il faut d'ailleurs prendre dans son sens strict cette expression « nouvelle édition » ; elle ne s'entend que de l'édition qui a un objet absolument semblable, et ne comprendrait pas celle que l'auteur pourrait faire publier dans la suite d'une traduction de son ouvrage. Il faut remarquer également que très souvent le droit d'édition n'est par cédé en totalité à l'éditeur ; il peut être restreint, quant à son étendue, à un certain nombre d'éditions et, quant à sa forme, à un mode ou à un format déterminé.

L'auteur ne doit s'abstenir d'une nouvelle édition qu'autant qu'elle contrarie directement celles qu'il a déjà cédées. Il ne peut en faire aucune lorsque l'éditeur a acquis le droit de les faire toutes dans l'avenir ; mais lorsque le traité n'a porté que sur une édition ou un nombre limité d'éditions, il doit se borner à attendre, pour passer un nouveau contrat, que ces éditions soient tirées et que leur vente soit presque achevée. Nous disons « presque achevée », et apportons cette restriction en ce qui concerne la vente, car c'est un usage constant et même nécessaire en librairie de ne pas attendre l'épuisement complet d'une édition pour en tirer une seconde. Il y a là une certaine latitude que l'article 20 du projet de loi voté au congrès de Milan, détermine de la façon suivante : « L'auteur ne peut, relativement à son œuvre, faire aucune publication qui puisse nuire à l'éditeur ou le troubler dans l'exercice de ses droits... Mais, toutefois, l'auteur pourra, dans le

(1) *Gazette des Tribunaux*, 31 janvier 1895.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 23 janvier 1896.

cas où les 19/20 de l'édition concédée seront écoulés, en faire préparer une nouvelle (1) ».

Il est douteux qu'un auteur ait le droit de faire publier dans la collection de ses œuvres complètes l'ouvrage pour lequel il est encore engagé avec un autre éditeur, et même en supposant qu'il s'est réservé ce droit, il ne faut pas que cette publication dans les œuvres complètes soit faite de telle sorte que l'ouvrage cédé puisse, sous cette nouvelle forme, être vendu séparément (2).

Enfin, l'auteur peut faire éditer son livre dans une forme différente de celle qui a été convenue, faire tirer une édition de luxe ou une édition illustrée, par exemple, si la première n'est qu'une édition populaire ou sans gravures.

Si le premier contrat est intervenu entre l'auteur et un directeur de journal, celui-ci n'acquiert qu'un droit res-
Publication
en articles et
en feuilletons.
treint de publication en articles ou en feuilletons, l'auteur conservant par devers lui le droit d'éditer en volume ou de toute autre façon. Mais comme l'intérêt du journal à effectuer la publication consiste uniquement à donner au public la primeur d'une œuvre nouvelle et que cette considération a été dominante lors de la formation du contrat, une nouvelle édition est interdite à l'auteur tant que le journal n'a pas achevé la publication. Certaines lois étrangères exigent même qu'un certain temps se soit écoulé depuis ; trois mois d'après la loi suisse (art. 376), deux ans d'après la loi de 1839 pour le grand duché de Hesse (art. 3). Si l'auteur ne respecte pas le délai qui lui est imparti de la sorte et se fait éditer au cours de la publication dans le journal, on ne peut cependant le considé-

(1) *Le droit d'auteur*, 1892, p. 99.

(2) Pouillet, n° 301. — Cour de Paris, 23 juillet 1836. — *Gazette des Tribunaux*, 24 juillet 1836.

rer comme un contrefacteur, puisqu'il n'a pas déjà cédé au directeur le droit d'édition sous cette forme nouvelle. Des dommages-intérêts ou même la résolution du contrat seront donc, pour le journal, la seule voie de recours contre lui (1).

Comme corrélatif à cette obligation pour l'auteur de ne pas traiter à nouveau tant que le premier contrat n'est pas exécuté, l'éditeur, de son côté, serait en faute s'il retardait par son fait l'épuisement des éditions qui lui ont été consenties.

Mais l'auteur ne peut s'en faire juge lui-même et lorsque dans son premier contrat il n'a stipulé aucun délai pour la publication, lorsqu'il n'a jamais fait aucune mise en demeure et surtout lorsqu'il y a eu publication effective de l'ouvrage et vente d'un certain nombre d'exemplaires, il ne saurait céder à un autre éditeur le droit de publier le même ouvrage en se couvrant derrière les retards qu'il reproche au premier (2). En effet, de ce que l'éditeur manque à ses obligations, l'auteur ne peut s'autoriser pour en faire autant : la lenteur apportée au débit de l'ouvrage et la négligence de l'éditeur permettront seulement à l'auteur d'intenter contre lui une action en dommages intérêts, mais non de faire un autre contrat avec un éditeur différent (3). Il n'y a donc pas à distinguer s'il y a fraude ou seulement négligence de la part de l'éditeur, dans les deux cas la situation est la même pour l'auteur (4).

L'examen de ces diverses hypothèses où l'auteur, appor-

(1) Pouillet, n° 244. — Huard fils, n° 72.

(2) Civ. Seine, 13 novembre 1895. — *Le droit*, 22 décembre 1895.

(3) Cour de Paris, 12 juillet 1862. — Pataille, 1862, 314.

(4) Contrà, Lardeur, p. 141.

tant un trouble à la jouissance de l'éditeur, doit être considéré comme contrefacteur fait surgir une question assez délicate. Nous voulons parler de la situation particulière où l'éditeur, second cessionnaire de l'auteur, se trouve être de bonne foi ; cela exclut le délit en ce qui le concerne (1) et comme il n'est pas contrefacteur lui-même, on se demande si l'on peut prononcer une condamnation pénale contre l'auteur qui n'est que complice alors qu'on ne condamne pas l'éditeur, auteur principal et direct du fait de la contrefaçon. La cour de Paris s'est prononcée dans le sens de la condamnation de l'auteur (2), et nous souscrivons à pareille décision ; car, ainsi que M. Pouillet le fait très bien observer (3), les éléments constitutifs du délit de contrefaçon existent et si l'éditeur est acquitté, c'est en raison de sa bonne foi, circonstance spéciale et toute personnelle, et le complice peut toujours être poursuivi seul en dehors de l'auteur principal.

c. — Garantie du trouble émanant d'un tiers ? — Ici la garantie n'est pas imposée à l'auteur d'une manière aussi absolue qu'elle l'est au vendeur. Tandis que ce dernier peut toujours être mis en cause par l'acheteur qui subit un trouble dans sa possession, il résulte de l'article 40 du décret du 5 février 1810 que le libraire ou éditeur cessionnaire du droit d'édition est, quant au droit cédé, substitué au cédant, par conséquent investi des mêmes actions que lui. Cet éditeur a donc un recours direct contre le contrefacteur et il est sans utilité de lui permettre de contraindre l'auteur à intervenir. Celui-ci le peut toujours, souvent même il y a intérêt ; car, aussi bien que l'éditeur, il

Garantie du
trouble éma-
nant d'un tiers.

(1) Pouillet, n° 475.

(2) Cour de Paris, 12 avril 1862. — Pataille, 1862, 228.

(3) Pouillet, n° 491.

subit un préjudice de la contrefaçon (1) ; mais son intervention est plus un droit pour lui qu'une obligation. Nous en avons un exemple dans un procès récent où l'on a vu M. Zola se refusant, pour des raisons de dignité personnelle, à la poursuite d'un recueil où de nombreux passages de ses œuvres se trouvaient contrefaits, tandis que son éditeur poursuivait seul, sans même songer à vaincre son refus et à le mettre en cause (2).

Nature du
droit de l'édi-
teur : c'est un
droit réel.

Après avoir constaté que l'éditeur avait une action propre contre les contrefacteurs, nous sommes amenés à rechercher quelle est la nature du droit qu'il a acquis dans le contrat d'édition, question que nous avons réservée jusqu'à présent, car c'est ici qu'elle nous paraît trouver naturellement sa place. A ne regarder que superficiellement, on pourrait se méprendre sur la portée de ce droit et croire qu'il est analogue à celui du locataire (simple droit de jouissance, par conséquent) qu'il n'est, dès lors, qu'un droit personnel. Que l'on n'objecte pas que ce système serait en contradiction avec la faculté qui appartient à l'éditeur de se défendre lui-même contre le trouble émanant des tiers, car la loi aurait pu spécifier qu'elle lui donnait cette action contre eux sans que ce soit pour la première fois qu'elle eût investi d'une action directe le titulaire d'un droit personnel. Ne doit-on pas, en effet, considérer comme telles l'action que l'article 1798 du Code civil accorde aux ouvriers contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, celle du bailleur contre le sous locataire

(1) Cour de Paris, 1^{er} décembre 1855. — Pataille, 1857, 243. — Civ. Seine, 3 février 1859. — Pataille, 1859, 90. — Cour de Paris, 22 janvier 1868. — Pataille, 1868, 22.

(2) Trib. corr. Seine, 24 février 1897. — *Gazette des Tribunaux*, 25 février 1897.

(art. 1753), celle du mandant contre le substitué du mandataire (art. 1994), et l'action qui appartient aux avoués pour le recouvrement des frais de justice ?

Mais il y a dans le contrat d'édition une véritable cession du droit de publication à l'éditeur, l'auteur ne conservant que le droit de disposition. Cette translation de droit est un abandon d'une partie de la propriété littéraire, le démembrement de cette propriété, c'est donc bien une sorte de droit réel qu'elle fait acquérir à l'éditeur et qui est généralement assimilé au droit d'usufruit parce qu'il confère, comme ce dernier un droit réel de jouissance (1).

B. *Garantie de la possession utile*. — L'auteur doit à l'éditeur la garantie des vices qui peuvent vicier son œuvre et la rendent impropre à la publication ou tout au moins à lui procurer les bénéfices qu'il pensait justement en tirer. Il y a donc lieu d'appliquer ici la théorie générale de la garantie de la chose vendue (2). Tout au plus on pourrait dire peut-être que son champ d'application est moins vaste car le vendeur est garant des vices qui rendent la chose impropre à l'usage auquel l'acheteur la destinait, or il ne saurait ici y avoir au sens strict de semblables vices ; puisque du moment qu'il existe un autographe, il est susceptible d'impression. Mais le vendeur répond encore des défauts qui diminuent tellement l'usage de la chose que, s'il les avait connus, l'acheteur ne l'eût pas acquise, ou qui sont tels que, s'il en avait eu connaissance, il ne l'eût achetée que pour un prix inférieur à celui qu'il a payé. Or, on comprend de quelle valeur un ouvrage peut être

Garantie des
vices de l'ou-
vrage.

(1) Renouard, t. II, n° 186. — Huard fils, n° 63. — Lardeur, p. 51.

(2) Huard fils, n° 90.

diminué quand il renferme des fautes et des inexactitudes ignorées de l'éditeur, ce qui se produit fréquemment lorsqu'il s'agit d'ouvrages de science pure sur lesquels l'éditeur n'est pas à même d'exercer un contrôle efficace, alors surtout que la personnalité et la compétence de l'auteur sont faites pour lui donner confiance et l'assurer du mérite de l'œuvre. Il serait d'ailleurs à peu près impossible d'établir sur ce point des règles précises. On a parfois tenté de le faire, mais sans grand succès selon nous. Ainsi l'on a décidé que l'auteur d'une traduction n'est pas responsable des fautes qu'elle renferme ; n'est-ce pas exiger de l'éditeur qu'il fasse refaire la traduction à ses frais pour contrôler la première, et la solution inverse n'est-elle pas le plus souvent préférable ? La vérité est que l'étendue de la responsabilité de l'auteur est avant tout une question de fait pour laquelle les tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation.

L'éditeur n'aura aucune garantie à raison des défauts de l'ouvrage lorsqu'ils sont apparents, s'il ne les a pas connus par suite de sa négligence et lorsque, bien que non apparents, il en a eu connaissance avant de traiter avec l'auteur, ou que le contrat renferme une clause de non garantie des vices de cette nature.

Lorsqu'il y a lieu à garantie, l'auteur peut, comme un vendeur, être actionné par l'une ou l'autre des deux actions *redhibitoria* ou *quantum minoris*. L'éditeur a donc le choix de demander une diminution des droits qu'il s'est engagé à payer à l'auteur, ou bien de faire prononcer contre lui la résolution du contrat d'édition. Dans cette dernière hypothèse, pour avoir droit à des dommages intérêts, il faut qu'il démontre le dol ou la faute de l'auteur.

La délivrance du manuscrit et la garantie sont les deux obligations les plus importantes de l'auteur : elles tiennent à l'essence même du contrat. — Il en est d'autres qui se rencontrent habituellement, mais dont l'auteur pourrait s'affranchir par une stipulation formelle. Telles sont notamment les obligations de revoir les épreuves, de les corriger et de fournir le bon à tirer. C'est à l'occasion de la publication même que ces obligations prennent naissance, aussi renverrons-nous à la section suivante les explications qui les concernent. Nous y prendrons prétexte de l'obligation de publier, à la charge de l'éditeur, pour étudier tout ce qui se rattache à la publication.

Autres obligations de l'auteur.

§ 2. — Obligations de l'éditeur.

A proprement parler, il n'y a qu'une seule obligation essentielle pour l'éditeur, la publication. L'obligation de payer un prix ne saurait être considérée comme telle, nous savons, en effet, qu'elle ne se rencontre pas forcément dans tout contrat d'édition. Nous en ferons cependant une étude spéciale, car c'est tout au moins un élément naturel du contrat et, lorsque les parties n'ont rien dit au sujet des honoraires de l'auteur, on doit décider en principe qu'il en est dû quand même.

(1) *Obligation de publier.*

L'analyse des éléments dont se compose la publication les ramène à deux choses : l'édition, c'est-à-dire la production du livre en tant qu'exemplaire, et la divulgation de l'ouvrage dans le public, ce qui comprend la publicité et la vente.

I. *Obligation d'éditer*. — L'éditeur ne peut se dispenser d'éditer l'ouvrage. Un seul auteur, M. Pouillet (1), s'est élevé pour soutenir une opinion contraire : partant toujours du principe que l'éditeur est un cessionnaire de la propriété littéraire pleine et entière, il prétend qu'il n'est tenu à aucune obligation de cette nature et que les tribunaux doivent seulement examiner si le contrat ne renferme pas implicitement un pareil engagement.

A notre avis, l'éminent jurisconsulte commet une double erreur, car en même temps qu'il se sert d'un point de départ contre lequel nous nous sommes déjà inscrits en faux, nous pensons qu'alors même que l'éditeur acquiert la pleine propriété d'un ouvrage, il doit toujours le publier, ainsi que nous le démontrerons dans notre seconde partie, consacrée à la vente de la propriété littéraire (p. 196). M. Pouillet semble d'ailleurs s'être déjugé depuis la publication de son traité sur la propriété littéraire et artistique, puisque, dans le rapport qu'il a présenté et fait voter au congrès de Berne, nous relevons le passage suivant : « l'éditeur est *tenu* de publier l'œuvre le plus promptement possible et de la faire connaître par tous les moyens dont il dispose (2) ».

L'obligation d'éditer s'impose à l'éditeur de la façon la plus rigoureuse et il ne pourrait s'y soustraire, même en excipant du caractère illicite de la publication. Le refus de publier entraînera une condamnation à des dommages-intérêts au profit de l'auteur (3).

Différence entre le droit de l'éditeur et l'usufruit.

Cette obligation d'éditer montre que si nous avons assimilé le droit cédé par l'auteur à l'usufruit, il ne faut pas

(1) Pouillet, n° 308,

(2) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 140.

(3) Civ. Seine, 25 février 1863. — Pataille, 1863, 110.

confondre pourtant ces deux droits. L'usufruitier n'est pas tenu à faire, il doit seulement conserver la chose sans être obligé à s'en servir, pourvu qu'il la rende intacte à l'expiration de l'usufruit. L'obligation de l'éditeur au contraire est une obligation *in faciendo* et en cela elle ressemble à celle du locataire. De même que le locataire doit user de la chose louée suivant la destination donnée par le bail, l'éditeur doit faire de l'ouvrage l'usage convenu et comme le propriétaire qui loue sa terre peut exiger de son fermier qu'il la cultive, un auteur qui passe un contrat d'édition peut exiger de l'éditeur qu'il exploite son œuvre. C'est là ce qui donne un caractère si original au droit de l'éditeur. Nous sommes maintenant en mesure de le définir de la façon suivante : un droit réel de sa nature, analogue à l'usufruit, mais qui produit les effets d'un droit personnel et qui à ce point de vue présente une grande analogie avec celui d'un locataire.

La publication doit être *intégrale*, si l'éditeur l'interrompt par son fait, non seulement l'auteur a droit des dommages-intérêts en même temps qu'à faire prononcer la résolution du contrat, mais il conserve encore le droit exclusif à la propriété des parties confectionnées de l'ouvrage, sous cette réserve pourtant qu'il ne peut les reprendre qu'en désintéressant les tiers qui auraient acquis des droits sur ces impressions (1). La règle est la même lorsqu'il s'agit de la publication dans un journal, bien qu'il soit à remarquer que la publication sera forcément interrompue si le journal cesse lui-même de paraître. En ce cas, on recherchera quel est le motif de la disparition du journal. S'il ne paraît plus par l'effet d'une force majeure, le

La publication doit être intégrale.

(1) Cour de Bourges, 14 juin 1844. — Dalloz, 46, 2, 41.

contrat est résolu sans que l'auteur ait droit à une indemnité ; il pourra demander des dominages-intérêts au contraire si le directeur interrompt la publication du journal uniquement parce qu'à la suite de certains événements, il ne trouve plus d'intérêt à celle-ci (1).

Délai pour
publier.

Si le contrat ne fixe pas un délai pour faire la publication, elle doit être commencée dès que l'éditeur a eu la remise de la totalité du manuscrit et l'impression doit se faire aussitôt que l'auteur a délivré le bon à tirer ; l'éditeur doit même entreprendre la publication, bien qu'ayant reçu une partie seulement du manuscrit, si l'auteur lui donne une sûreté garantissant suffisamment la remise du reste de l'ouvrage (2). Une fois la publication commencée, il faut que l'éditeur la poursuive sans interruption et s'il est besoin d'évaluer les délais auxquels il prétend avoir droit pour mener à bien l'impression, on se basera sur l'intention des parties, l'intérêt et l'urgence de la publication, enfin les usages de la librairie.

Nombre d'éditions.

Il y a controverse sur le point de savoir, à défaut de stipulation précise, combien d'éditions l'éditeur peut et doit tirer. M. Blanc incline à reconnaître que son droit s'étend à un nombre indéfini d'éditions et décide que, lorsqu'il y a obscurité sur le sens de la cession, il faut l'interpréter contre l'auteur. « En effet, dit-il (3), c'est lui qui aliène, c'est donc à lui qu'il appartient de fixer les limites de l'aliénation. Les restrictions ne peuvent être suppléées dans son intérêt puisqu'il avait le droit de les formuler et qu'il ne l'a pas fait ». Ce système revient à appliquer les articles 1462 et 1602 du Code civil qui

(1) Trib. comm. Seine, 6 octobre 1871. — Huard et Mack, n° 356.

(2) Huard fils, n° 94. — Lardeur, p. 163.

(3) Blanc, p. 107.

décident que « dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé » et que « tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur ». Pour ce qui est de l'article 1602, il est à remarquer que l'auteur n'est pas à proprement parler un vendeur, et en ce qui touche l'article 1162, son application se justifie mal dans notre espèce, car on ne peut savoir *a priori* lequel de l'auteur ou de l'éditeur profitera d'une réédition et lequel aura à en souffrir. Cela dépendra des conditions insérées au contrat et de la réussite de l'œuvre après une première édition ; selon les circonstances on verra l'auteur exiger de l'éditeur qui s'en défend un nombre indéfini d'éditions, ou ce dernier élever la même prétention contre l'auteur désireux de recouvrer sa liberté.

Le système du contrat s'étendant à un nombre indéterminé d'éditions est aussi celui de M. Pouillet (1), mais cet auteur est beaucoup moins catégorique ; la question, selon lui, doit être surtout tranchée en fait et les tribunaux la résoudront par l'appréciation des circonstances de chaque espèce. En cela il a raison, mais nous croyons que c'est le principe inverse qui doit être posé et que, sauf exception, le contrat ne s'étend qu'à une seule édition. — M. Renouard accepte cette présomption parce que c'est un principe de droit que les renonciations à un droit ne se présument pas facilement. Or la cession du droit que l'auteur fait à l'éditeur comporte de sa part une renonciation au droit d'édition que lui confère la propriété littéraire ; il est donc à supposer qu'il n'y a renoncé que dans les limites les plus strictes.

(1) Pouillet, n° 250.

(2) Renouard, t. II, n° 164.

Ce n'est là d'ailleurs qu'une simple présomption et c'est à la justice d'apprécier en cas de doute ; elle devra même se montrer fort large dans l'admission de présomptions contraires. Les tribunaux pourront se baser notamment dans leur appréciation sur les relations de l'auteur et de l'éditeur telles qu'elles résultent des contrats antérieurs, ainsi que du prix qui a été stipulé ; enfin si le contrat renferme une réserve des droits de l'auteur pour les éditions de ses œuvres complètes, cela laisse à supposer que le traité s'étend à un nombre illimité d'éditions et d'exemplaires (1).

A l'appui de notre système nous pouvons invoquer l'exemple des législations étrangères qui pour la plupart décident que la cession ne s'étend qu'à une seule édition (2) ; l'article 3 du projet voté au congrès de Milan où la même règle se trouve formulée ; enfin la résolution suivante qui figure dans le projet présenté par M. Pouillet au congrès de Berne : « si le contrat ne fixe pas le nombre des éditions, l'éditeur n'a le droit d'en publier qu'une seule (3) ».

L'éditeur commettrait une faute, si tout en se bornant à l'édition unique à laquelle il a droit, il avait recours à des procédés qui pourraient induire le public en erreur et porter atteinte au droit de l'auteur de publier dans la suite d'autres éditions (4). Le cas s'est déjà présenté et c'est ainsi qu'on a vu des éditeurs faire subir des change-

(1) Cour de Paris, 9 août 1871. — Dalloz, *Per.*, 72, 2, 165.

(2) Code prussien, art. 1017. — Code de Saxe, art. 1142. — Code hongrois, art. 522. — Code suisse, art. 377. — Loi norvégienne du 4 juillet 1893, art. 9, § 2.

(3) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 140.

(4) Pouillet, n° 342.

ments à la couverture, ce qui laissait croire à l'existence de plusieurs éditions, ajouter des gravures à un certain nombre d'exemplaires (1) ou bien réunir en volumes et vendre ainsi les feuilles détachées d'un périodique dans lequel ils devaient faire la publication (2).

De même qu'il ne peut tirer un nombre illimité d'éditions, l'éditeur ne peut tirer chaque édition à un nombre infini d'exemplaires ; ce serait un moyen indirect de battre en brèche le droit de réédition de l'auteur. Il faudra encore s'en rapporter aux usages de la librairie pour fixer le chiffre du tirage quand les parties ne l'auront pas fait. Il nous semble en effet qu'il est fort arbitraire de fixer un chiffre maximum comme le font la loi norvégienne et le Code civil saxon, ce dernier (art. 1142) limitant chaque édition au nombre de 1000 exemplaires, tout en spécifiant que c'est un maximum au-dessous duquel l'éditeur est libre de descendre, car il peut, dans cette limite, déterminer à son gré l'importance du tirage. Cette règle est dangereuse parce que, d'une part le tirage maximum d'une édition est susceptible de varier, suivant la nature et l'intérêt du livre (les romans et les ouvrages élémentaires d'instruction sont tirés à un nombre d'exemplaires plus considérable que les livres d'érudition) et que, d'autre part, le pouvoir discrétionnaire que ce système accorde à l'éditeur ouvre une porte à l'arbitraire en lui permettant, s'il craint d'avoir fait une mauvaise affaire, de revenir après coup sur la convention, puisqu'il lui suffirait pour cela de réduire l'édition à un nombre illusoire d'exemplaires.

Nombre des
exemplaires.

(1) Lyon, 23 juin 1847. — Dalloz, *Per*, 47, 2, 152.

(2) Trib. civ. Seine, 25 mai 1882. — *Gazette des Tribunaux*, 26 mai 1882.

En cas de difficulté, il faut donc s'en référer à la justice. Elle trouvera un guide sérieux dans la distinction qu'il convient d'établir entre les tirages sur mobiles, c'est-à-dire sur des caractères qui seront dispersés après le tirage, et les éditions tirées sur clichés, c'est-à-dire sur caractères fixes dont l'empreinte a été prise en vue de la publication. Dans ce dernier cas, il a été admis qu'une édition s'étend jusqu'à l'usure complète des clichés (1) et que l'usage répété que l'éditeur en fait constitue des tirages successifs plus que des éditions distinctes. Il ne faut d'ailleurs voir là qu'une indication, et si la publication était interrompue pendant un assez longs temps, l'auteur pourrait faire décider par les tribunaux que l'édition est achevée (2). En raison de cette conséquence du clichage, l'éditeur ne peut se servir de ce procédé sans y être autorisé par l'auteur.

Lorsque le nombre des exemplaires est déterminé, il ne faut y comprendre que ceux sur lesquels l'auteur perçoit ses droits : il n'embrasse pas ceux que l'éditeur a le droit de faire tirer en plus et qui sont connus sous la dénomination d'exemplaires de main de passe ; ceux-ci doivent être tirés en plus du chiffre convenu. Nous nous bornons à signaler ici l'usage des passes ; nous y reviendrons et examinerons les difficultés auxquelles il peut donner lieu en étudiant l'obligation de payer le prix.

Quelle sera la sanction d'un tirage excessif ? Un projet de loi autrichien, adopté par la Chambre des seigneurs le 6 mars 1894 considère (article 24) qu'il y a contrefaçon de la part de l'éditeur à confectionner un nombre d'exem-

(1) Trib. civ. Seine, 3 mars 1887. — *Gazette des Tribunaux*, 11 mai 1887.

(2) Lardeur, p. 182.

plaires supérieur au nombre convenu (1). La Jurisprudence s'est plusieurs fois refusée à admettre ce système (2) et nous le regrettons. En effet, c'est sans l'autorisation de l'auteur qu'ont été tirés ces exemplaires non prévus au contrat et cette absence d'autorisation constitue l'élément essentiel de la contrefaçon de sorte que l'existence du délit paraît ne faire aucun doute.

Abordons maintenant l'examen du mécanisme de l'édition, de la confection du tirage et recherchons à quelles conditions de fond et de forme il doit répondre. Avant d'entrer dans les détails, nous poserons ce principe général que le fond doit être la reproduction rigoureuse du manuscrit et que la forme du tirage est déterminée par la convention et, dans le silence de celle-ci, par l'éditeur.

La forme de l'édition, disons-nous, sera déterminée par l'éditeur, si rien n'a été convenu à ce sujet. C'est à lui qu'il appartiendra de décider dans quel format le tirage sera effectué, sur quel papier, avec quels caractères, s'il contiendra ou non des illustrations, enfin s'il y a lieu de faire une édition populaire ou une publication de luxe. Tout cela sera d'un grand intérêt pour la vente et le débit de l'ouvrage, intérêt essentiellement commercial, on le voit et, comme dans le contrat d'édition l'éditeur seul est commerçant, comme il entre seul en relations avec le public, il est juste de penser que l'auteur lui a donné le mandat tacite de faire au mieux des intérêts communs pour l'écoulement de l'ouvrage. L'écrivain pourrait toutefois exiger que l'édition soit faite dans une forme différente, s'il démontrait que celle que l'éditeur a en vue pré-

Forme de
l'édition.

(1) *Le droit d'auteur*, 1895, p. 17.

(2) Cour de Paris, 18 octobre 1843. — Sirey, 1844, 2, 13. — Cour de Paris, 7 avril 1892. — *Gazette des Tribunaux*, 15 avril 1892.

judicie à son droit moral ; encore faudrait-il qu'il prouvât qu'en contractant il se croyait en droit de prétendre à l'édition qu'il réclame, et à ce point de vue, lorsque les droits d'auteur ont été fixés à tant par exemplaire, le juge trouvera fréquemment là un intéressant élément d'appréciation. « L'exécution matérielle, dit le Code de commerce hongrois (article 520, par. 1), à défaut d'une convention précise, doit se faire d'une manière conforme au but et à l'objet de l'œuvre » ; et dans le même sens, le Code fédéral suisse (article 378) décide que « l'éditeur est tenu de reproduire l'œuvre sous une forme appropriée à son importance ».

Titre de l'ouvrage.

A la forme de l'édition se rattachent le titre et le nom de l'auteur qui figurent sur la couverture et en tête du livre. L'éditeur n'a pas le droit de les supprimer ni de leur en substituer d'autres, même lorsqu'ils ne se trouvent pas sur le manuscrit qui lui a été livré. Si l'auteur a négligé d'y insérer le titre, l'éditeur s'adressera à lui pour le lui demander. Il faut que le titre réponde à l'ensemble de l'ouvrage, il doit en être en quelque sorte la synthèse, et si l'éditeur en faisait choix lui-même, il risquerait de trahir les intentions de l'auteur.

Nom de l'auteur.

De même pour le nom de l'écrivain. Son droit moral exige que mention en soit faite sur les exemplaires. Pour le supprimer, il faudrait que l'éditeur y eût été expressément autorisé. A côté du nom de l'écrivain figurent le plus souvent ses titres et ses qualités. Pourtant l'auteur peut s'y opposer et, pour telle publication donnée, il préférera parfois ne pas les mettre. Il peut bien écrire sous un pseudonyme ; à plus forte raison a-t-il le droit d'exiger que son livre soit signé de son nom sans qualification aucune. Toutefois, s'il n'a rien été convenu expressément ou taci-

tement à ce sujet, l'auteur pourrait exiger la mention de ses qualités et à l'inverse l'éditeur aurait le droit de les inscrire à côté du nom de l'auteur, car ces titres et ces qualités sont en quelque sorte l'accessoire du nom. Si pourtant ils n'avaient été acquis par l'auteur que postérieurement à une première édition, ils ne pourraient être insérés dans une nouvelle édition qu'avec son consentement formel (1).

Au nom de l'auteur, il faut assimiler le pseudonyme. Lorsqu'il en existe un, il doit figurer à la place du véritable nom, mais il faut pour cela qu'il ait été pris par l'auteur lui-même. Un sobriquet ne saurait être considéré comme un pseudonyme, sous prétexte qu'il fait suffisamment connaître la personne de l'auteur. L'éditeur ne pourrait pas non plus de lui-même se servir d'une périphrase pour remplacer le nom de l'écrivain. C'est ainsi que le tribunal de commerce de la Seine a condamné à des dommages-intérêts, l'éditeur du sieur Krabb, qui avait publié son histoire des environs de Paris en substituant à son nom la mention : « par l'auteur de l'histoire de Paris » (2).

S'il y a plusieurs auteurs, l'éditeur doit mentionner le nom de tous les collaborateurs dans l'ordre que ceux-ci ont décidé d'adopter (3) ; mais lorsqu'il s'agit d'une publication faite en commun, l'éditeur est en droit, si la collaboration vient à cesser, de rappeler dans les publications postérieures qu'elles sont faites sans le concours des col-

(1) Pouillet, n° 316.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 18 décembre 1838.

(3) Comm. Seine, 26 juin 1832. — *Gazette des Tribunaux*, 29 juin 1832.

laborateurs qui se sont retirés, tout en continuant à faire suite aux précédentes (1).

Quant à la sanction d'un manquement à l'obligation de publier le nom, nous ne distinguerons pas entre la suppression pure et simple du nom de l'écrivain et la publication sous un nom autre que le sien. Nous estimons avec M. Pouillet (2), qu'on ne saurait voir dans ce fait une contrefaçon, au sens du code pénal, parce qu'il n'y a pas eu violation du droit transmis à l'éditeur, le droit de faire la publication. Celui-ci publie l'œuvre, mais en contrevenant aux conditions convenues ; il y a seulement de sa part un manquement aux clauses du contrat d'édition. Toutefois, lorsque le nom de l'auteur a été remplacé par un autre, ce fait pourra être déféré à la juridiction pénale par application de la loi du 28 juillet 1824 sur les altérations ou suppositions de noms sur les produits fabriqués (3).

Il est d'usage d'insérer à côté du titre et du nom de l'auteur certaines mentions et indications qui sont de style. C'est ainsi que certaines éditions sont présentées comme « revues, corrigées et considérablement augmentées », certaines autres comme étant celles des œuvres complètes de l'auteur. Si elles étaient inexactes, de pareilles mentions seraient de nature à porter à l'auteur un grave préjudice et il lui en serait dû réparation. Les exemples que nous avons donnés sont empruntés à la jurisprudence (4).

(1) Comm. Seine, 19 avril 1888. — *Le droit*, 29 avril 1888.

(2) Pouillet, n° 501.

(3) Pouillet, n° 321. — Répertoire du droit français, prop. lit., n° 421.

(4) Cour de Paris, 21 décembre 1833. — *Gazette des Tribunaux*, 22 décembre 1833. — Cour de Paris, 23 juillet 1836. — *Le droit*, 24 juillet 1836.

Nous avons dit également que dans l'édition le fond de l'ouvrage doit se trouver conforme au manuscrit ; car le principe est qu'une fois ce manuscrit délivré à l'éditeur, il doit être publié tel quel et intégralement. Des modifications ne pourraient d'ailleurs pas plus être exigées par l'auteur que par l'éditeur (1). Si le premier élevait une telle prétention, on voit aisément quel préjudice matériel en résulterait pour l'éditeur ainsi exposé à refaire une partie de la composition et à voir compromis le succès de la publication. Même solution lorsque c'est l'éditeur qui prétend apporter des modifications bien que souvent il n'apparaisse pas qu'elles soient de nature à causer un préjudice matériel à l'auteur. Mais il en peut résulter pour lui un dommage moral ; sa réputation d'écrivain se trouve engagée, son style doit être respecté et c'est de son consentement seul qu'on y peut porter atteinte. Il pourrait donc exiger le rétablissement du texte ; pour demander en plus des dommages-intérêts, il lui faudrait justifier d'un préjudice appréciable (2).

La publication doit être conforme au texte du manuscrit

Ce n'est pas uniquement à la disposition et au texte de l'ouvrage que l'éditeur est tenu de n'apporter aucun changement. En principe, il doit respecter l'orthographe, à condition toutefois qu'elle ait son importance. Cela arriverait si l'ouvrage était écrit en vieux français, comme les contes drolatiques de Balzac par exemple (3), ou si l'auteur a systématiquement employé une orthographe de convention, ou enfin si l'éditeur a pris l'engagement for-

(1) Renouard, t. II, n° 192. — Pouillet, n° 323. — Huard fils, n° 56. — Lardeur, p. 153.

(2) Cour de Paris, 16 mars 1863. — Pataille, 1863, 333. — Civ. Seine, 29 décembre 1894. — *Le droit*, 30 décembre 1894.

(3) *Pandectes françaises*, prop. lit, n° 1953.

mel de n'apporter à l'ouvrage aucun changement quelque inacceptable que lui paraisse le style et bien que certains passages puissent être incompréhensibles (1). Mais l'éditeur peut toujours et même doit rectifier l'orthographe lorsqu'il s'agit d'une faute matérielle imputable à la légèreté de l'écrivain et que le changement consiste dans la substitution d'une lettre à une autre suivant l'orthographe courante (2).

— Le principe qu'aucune modification ne peut être apportée à l'œuvre reçoit cependant certains tempéraments et, dans certains cas exceptionnels, il faut convenir qu'il peut en être fait, tant par l'auteur que par l'éditeur.

Modifications
permises à l'au-
teur.

A. — Modifications apportées par l'auteur. — Le Code fédéral suisse (art. 379) donne à l'auteur « tant que ses facultés le lui permettent le droit d'apporter à son œuvre les corrections et améliorations qu'il juge nécessaires. à charge seulement de récompenser l'éditeur des frais imprévus que cela lui occasionne, l'éditeur conservant la faculté de s'opposer aux changements qui porteraient atteinte à ses intérêts commerciaux ou à son honneur, ou qui augmenteraient sa responsabilité ». Des dispositions analogues ont été proposées à différents congrès, à ceux de Venise et de Neuchâtel notamment, et l'article 6 du projet de loi sur la propriété littéraire et artistique présenté au congrès de Milan par MM Pouillet, Ocampo et Harmand règle de la manière suivante le droit pour l'auteur de modifier ses épreuves : « l'auteur pourra faire sur les placards telles modifications et remaniements qu'il jugera nécessaires. Il pourra, sans aucune indemnité pour l'édi-

(1) Cour de Paris, 23 avril 1883. — Huard et Mack, n° 265.

(2) Cour de Paris, 18 juin 1883. — Dalloz, Per., 1885, 2, 492.

teur, tenir l'œuvre au courant des progrès de la science. Il aura le droit de demander des épreuves supplémentaires et de faire, après la mise en pages, telles modifications et remaniements qu'il jugera nécessaires, à charge par lui de payer les frais imprévus qu'il imposerait par là à l'éditeur. L'éditeur conserve d'ailleurs la faculté de s'opposer aux changements qui modifieraient la nature, l'importance, l'esprit ou le but de l'œuvre (1) ».

Un projet plus simplifié, présenté par M. Pouillet, a été de nouveau repris au congrès de Berne et, n'ayant pu être discuté, a été renvoyé à un prochain congrès. Il contient une disposition dont les termes sont plus modérés que ceux du projet présenté au congrès de Milan : « l'auteur, y est-il dit, a le droit de faire, sur épreuves, toutes corrections qu'il jugera utiles, sauf à supporter personnellement les frais imprévus qu'elles nécessiteraient, et pourvu qu'elles ne portent pas atteinte au caractère de l'œuvre (2) ».

Enfin, nous pouvons citer le projet de l'association des écrivains allemands qui autorise l'auteur à apporter à l'épreuve des adjonctions ou modifications, celles seulement qui sont rendues nécessaires par des changements survenus dans les circonstances où l'état des choses ne devant pas donner lieu à indemnité (3) ; et le projet de réglementation élaboré par la société des libraires allemands où il est permis à l'auteur, lors de la correction des épreuves, d'apporter des modifications au texte primitif contre le paiement des frais occasionnés (4).

(1) *Le droit d'auteur*, 1892, p. 99.

(2) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 140.

(3) § 26 du projet ; *Le droit d'auteur*, 1892, p. 36.

(4) § 10 du projet ; *Le droit d'auteur*, 1892, p. 38.

Nous pensons aussi que le principe qu'aucun changement n'est possible en cours de publication, n'est pas sans exceptions et nous sommes disposés à accepter la formule du projet de M. Pouillet, à condition toutefois qu'il soit bien entendu que ce n'est qu'exceptionnellement et dans des cas limités que l'auteur pourra de la sorte apporter certaines modifications.

Correction
des épreuves.

Et d'abord, c'est au moment où il corrigera les épreuves qu'il devra les faire. En effet, il est tenu, lorsque la composition typographique est terminée, à les corriger sur des épreuves que l'éditeur lui remet. C'est un usage de l'imprimerie qu'il soit fait deux lectures avant le tirage d'une œuvre à la suite desquelles le texte *ne varietur* se trouve établi par le *bon à tirer après corrections* donné par l'auteur (1). La formalité de la correction des épreuves a fait l'objet d'une réglementation dont le principe a été admis au congrès de Milan ; l'article 8 du projet décide que « l'auteur est tenu de corriger les épreuves et de les retourner à l'éditeur dans la huitaine de leur réception, qu'il aura le droit d'avoir deux épreuves en placard et deux de mise en page, que ces épreuves sont aux frais de l'éditeur et que chaque épreuve devra être remise en double exemplaire à l'auteur qui pourra en conserver un ». Ces épreuves, l'éditeur les doit à l'auteur aussi irréprochables qu'il est en son pouvoir, et il serait passible de dommages-intérêts si la nécessité d'en fournir de nouvelles retardait la publication (2).

L'auteur, lors de la correction des épreuves, rectifiera son texte en corrigeant les locutions vicieuses qu'il y a

(1) Huard et Mack, n° 270.

(2) Trib. comm. Tours, 1^{er} août 1890 ; *La loi*, 15 septembre 1890.

laissées par mégarde. Il pourra même modifier des phrases entières si le style lui en paraît défectueux, à condition toutefois d'indemniser l'éditeur du supplément de travail et de frais qui en résulteront pour lui. Mais il ne faudrait pas que ces changements fussent de nature à modifier profondément l'ouvrage, soit par leur importance, soit en portant sur le fond. Toutefois, si les motifs invoqués par l'auteur étaient réellement sérieux (de graves erreurs dont il se serait tardivement aperçu notamment) les tribunaux pourraient prononcer l'acceptation de ces modifications avec faculté de résilier le contrat, sauf dommages-intérêts s'il y a lieu (1). Le juge saisi de la question se demandera si les changements apportés par l'auteur eussent été de nature à dissuader l'éditeur de traiter ou du moins dans les conditions où il l'a fait. S'il estime que ces modifications ont une importance suffisante pour cela, il devra laisser l'éditeur effectuer la publication telle quelle, selon la version primitive malgré la volonté contraire de l'auteur, car à lui seul ce dernier est impuissant à faire prononcer la résolution d'un contrat synallagmatique (2).

B. — Modifications apportées par l'éditeur. — Nous avons décidé qu'en théorie l'éditeur ne peut apporter à l'œuvre aucune modification. Les législations étrangères et les projets proposés aux différents congrès sont d'accord pour poser ce principe d'une façon très catégorique. Parmi les lois étrangères, nous citerons : en Portugal, le Code civil de 1867, article 588 ; au Venezuela, la loi du 17 mai 1874, article 13 ; en Bolivie, le décret du

Modifications
permises à l'é-
diteur.

(1) Répertoire du droit français ; prop. lit., n° 79.

(2) Pouillet, n° 297. — Lardeur, p. 133.

13 août 1879, article 18; en Colombie, la loi du 26 août 1886, article 16; dans l'Équateur, la loi du 3 août 1887, article 19. Nous citerons également les législations hongroise, suisse, norvégienne et nous en rappellerons les termes intéressants : « l'éditeur doit reproduire sans changement..... l'œuvre qui lui a été livrée (Code de commerce hongrois de 1875, art. 519); — l'éditeur est tenu de reproduire l'œuvre sans une abréviation, addition ou modification qui n'ait été consentie par l'autre partie (Code fédéral suisse des obligations, art. 378); — l'acquéreur n'a pas le droit d'introduire des changements dans l'œuvre sans le consentement de l'auteur (loi norvégienne du 4 juillet 1893, art. 93, § 3). — La loi étrangère la plus récente sur la propriété littéraire, la loi de Costa Rica du 26 juin 1896 dit de même : « l'acquéreur ou l'éditeur d'une œuvre ne pourra y apporter aucune modification quelconque sans le consentement de l'autre ou, à défaut de celui-ci, de ses héritiers ou légataires, sous réserve des dispositions testamentaires contraires (1) ».

D'autre part, d'après l'article 12 du projet de loi de l'association littéraire internationale, présenté au congrès de Neuchâtel en 1891, « l'éditeur est tenu de publier l'œuvre telle qu'elle lui est remise par l'auteur, ses représentants ou ayants cause; toutes modifications, même sous forme de notes ou de préface, non consenties par l'auteur lui-même, lui sont interdites ». Cette disposition est reproduite dans le projet de M. Pouillet présenté au congrès de Berne de 1896. — Enfin les deux projets de l'association des écrivains allemands et de la Société des libraires allemands (art. 9 et 12) stipulent également que l'éditeur doit repro-

(1) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 104.

duire textuellement le manuscrit, qu'il ne peut y apporter aucune modification et en changer le titre sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause (1).

Dans tous ces textes de lois et de projets de lois, la règle est toujours posée d'une manière absolue ; nous la croyons pourtant susceptible de comporter des exceptions. Sans parler des modifications que l'éditeur est en droit d'apporter du consentement de l'auteur et qui sont toujours acceptables puisqu'il y a accord des parties contractantes, il faut lui permettre d'en introduire d'autres, même non muni de cette autorisation, dans certains cas très limités et que nous allons préciser. Mais nous observerons d'abord qu'en ce qui touche les modifications que l'éditeur apporte du consentement de l'auteur, il faut que cette autorisation se manifeste de la manière la plus expresse, et qu'en cas de collaboration, elle doit émaner de tous les auteurs, celle qu'un seul des collaborateurs donnerait à l'éditeur étant insuffisante (2).

Pour ce qui est de préciser les cas exceptionnels où l'éditeur peut se passer du consentement de l'auteur, la doctrine est loin d'être unanime et cela tient à ce qu'en cette matière, l'appréciation du juge sera fondée principalement sur la situation de fait et les circonstances de la cause. Reprenons les diverses hypothèses qui se sont déjà rencontrées dans la pratique ou ont été formulées par la doctrine et qui, si elles ne les comprennent pas tous, embrassent du moins les principaux cas où la question se pose :

L'éditeur peut-il se prévaloir du peu d'importance des modifications qu'il veut apporter et soutenir que, sans

(1) *Le droit d'auteur*, 1892, p. 32, 35 et 38.

(2) Pouillet, n° 335.

être de nature à porter atteinte ni aux caractères généraux de l'œuvre, ni à la doctrine qu'elle contient, elles sont nécessaires pour assurer quelque chance de succès à la publication ? Ce serait là, pensons-nous, une prétention excessive et susceptible de porter une grave atteinte au droit moral de l'auteur. Il est seul juge de son œuvre et de la nécessité des changements qu'on lui propose d'y introduire, et, comme M. Pouillet en fait la remarque, il arrive fréquemment que l'écrivain tient tout spécialement à certains passages qui font tache dans son œuvre et qu'on aimerait à voir supprimer. Ces passages existaient d'ailleurs au moment où le contrat a été conclu et à cette époque, l'éditeur pouvait exiger des corrections de l'auteur ou refuser de traiter avec lui (1).

Il arrivera au contraire que la nécessité de ces changements ne se fera connaître qu'après la conclusion du contrat d'édition, commandés qu'ils sont par les événements. Prenant l'exemple d'une carte géographique et supposant que la configuration du pays qu'elle représente vient à être modifiée, M. Huard estime que si l'éditeur voulait la remettre au courant pour la publication, il disposerait de l'ouvrage et qu'il n'en a pas le droit (2). — M. Pouillet pense au contraire que l'éditeur peut en pareil cas demander à l'auteur des remaniements et s'il ne les fait pas, les exécuter lui-même (3).

A notre avis, la question doit être résolue par une distinction. Quand l'éditeur se prévaut d'un événement postérieur au contrat, le juge aura à se demander si l'au-

(1) Pouillet, n° 328. — Contrà : *Pandectes françaises*, prop. lit., n° 1957.

(2) Huard fils, n° 58.

(3) Pouillet, n° 328.

teur a pu le prévoir et s'il importe que son ouvrage soit toujours tenu au courant des événements, comme cela a lieu pour certains livres classiques, les annuaires, les catalogues, etc. — Ainsi, en reprenant notre exemple, l'éditeur d'une carte de géographie pourrait y exécuter des remaniements s'il ont pu être prévus au moment où il s'est engagé à l'éditer, et ils seront présumés tels si la carte fait partie d'un ouvrage classique. Dans tous les cas d'ailleurs où l'éditeur fait des corrections malgré l'auteur, il doit le faire connaître au public par une note indiquant d'une façon précise qu'elles sont de sa provenance (1), et, si l'auteur le demande, il doit même supprimer tout à fait son nom de la publication (2).

Aucun changement, au contraire, ne devrait avoir lieu s'il a été impossible à l'auteur de prévoir qu'un événement postérieur pourrait le rendre nécessaire. Supposons qu'un traité de droit romain a été écrit avant la découverte des institutes de Gaïus ; il est évident qu'à ce moment une refonte partielle s'imposait, et pourtant l'éditeur n'aurait pu la refaire même à son compte si l'auteur s'y était refusé.

Parfois l'éditeur pourra se prévaloir de la nature de l'ouvrage pour opérer les changements. Il en est ainsi notamment des recueils encyclopédiques, des journaux et des grandes publications tenues à une certaine unité d'ensemble dans lesquelles les travaux de plusieurs auteurs se trouvent compilés.

La Jurisprudence a décidé à plusieurs reprises que le rédacteur en chef pouvait les remanier pour atteindre cette

(1) Cour de Bordeaux, 24 août 1863. — Dalloz, *Per.*, 64, 2, 78.

(2) Pouillet, n° 330.

unité ; il est vrai qu'elle considère le rédacteur en chef moins comme un éditeur que comme l'auteur de l'ensemble de la publication et le co-auteur des articles qu'elle renferme (1).

Il a été jugé que dans une traduction, l'éditeur a plus de liberté que pour la publication d'une œuvre originale, qu'il peut y faire les changements qui n'affectent en rien le mérite du traducteur et ne sont pas de nature à lui porter préjudice. Nous avons dans ce sens deux arrêts de la cour de Paris du 3 décembre 1842 (2) et du 24 avril 1879 (3). La seconde de ces décisions est une décision d'espèce, et quant à la première, M. Lardeur s'élève avec raison contre elle. La traduction ne crée-t-elle pas un droit de propriété littéraire en faveur de son auteur, tout comme une production originale, et n'a-t-il pas droit à ce qu'elle soit intégralement respectée dans la publication qui en est faite.

Enfin, il est de toute évidence que l'éditeur peut faire lui-même les corrections nécessitées par le fait même de l'auteur, ce qui arrive, par exemple, lorsque l'auteur d'une traduction a trop présumé de ses forces et se trouve impuissant à mener à bonne fin le travail qu'il a entrepris (4), ou lorsqu'il n'a pas corrigé ses épreuves alors qu'il est établi que c'est par sa faute qu'elles n'ont pu lui être soumises (5).

Additions de
notes prou-
vant de l'édi-
teur.

Ce sont à peu près les seuls cas où le juge aura à rechercher si l'éditeur peut exceptionnellement faire des cor-

(1) Cour d'Orléans, 10 juillet 1854. — Dalloz, Per., 55, 2, 157.

(2) Blanc, p. 102.

(3) Pataille, 1879, p. 380.

(4) Cour de Paris, 24 avril 1879. — Pataille, 1879, p. 380.

(5) Civ. Seine, 15 avril 1863. — Pataille, 1865, 47.

rections. On s'est demandé aussi, si ce dernier ne pourrait contourner le principe et, tout en respectant le texte de l'auteur, le compléter ou le rectifier à l'aide de notes ou de commentaires. Il faut lui refuser ce droit. Dans le contrat d'édition il y a association de l'auteur et de l'éditeur, ils font œuvre commune, et l'un des contractants ne doit pas donner un contredit à l'autre. L'auteur a confié à l'éditeur tout ce qui touche l'exploitation et le soin des intérêts commerciaux, tandis que ce dernier s'en est rapporté à lui pour la partie littéraire et qui plus est, a pris lecture de l'œuvre avant de contracter, ce qui l'a mis à même de la connaître parfaitement. Il s'est établi entre lui et l'auteur une sorte de solidarité morale ; il ne peut le désavouer publiquement dans l'édition qu'il fait de son ouvrage (1). Nous estimons donc que c'est à bon droit qu'il a été jugé qu'un avis par lequel l'éditeur déclare récuser toute solidarité avec des assertions contenues dans la préface de l'auteur ne peut être publié en tête d'un ouvrage sans le consentement de celui-ci (2). Il faut approuver également un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 29 novembre 1862 (3) où il a été décidé qu'en acceptant la préface d'un auteur avec son bon à tirer, l'éditeur a épuisé tout son droit et qu'il ne peut plus faire à l'ouvrage aucune addition en faisant suivre cette préface d'une note prétendue rectificative de certaines assertions qui y sont contenues.

M. Renouard a pensé que l'on pouvait établir un critérium certain en distinguant suivant que l'auteur est ou

(1) Pouillet, n° 336.

(2) Comm. Seine, 29 décembre 1842. — Huard et Mack, n° 259.

(3) Pataille, 1864, 76.

non décédé(1). Après la mort de l'auteur, « l'éditeur peut, selon lui, publier l'ouvrage avec des changements, retranchements ou additions ; mais à la condition d'annoncer que l'ouvrage original a été modifié. » Il justifie cette opinion en faisant observer que la mention de ces modifications sauvegarde les intérêts moraux de l'auteur et que ses héritiers ne sauraient s'en plaindre puisqu'ils n'en souffrent aucun préjudice. Il faut condamner un tel système comme trop contraire aux principes juridiques. Au point de vue de la propriété littéraire, la mort de l'auteur ne produit qu'un seul effet, la détermination du temps pendant lequel cette propriété restera sur la tête de ses héritiers ; mais quant à la nature du droit, elle est exactement la même que par le passé, les héritiers en sont investis à la place de l'auteur et ils ont les mêmes droits que lui tandis que l'éditeur est tenu vis-à-vis d'eux aux mêmes obligations que par le passé vis-à-vis du *de cujus*.

Si l'éditeur contrevient à son obligation de publier sans modification, quelle en sera la sanction ? Les changements ont-ils été faits avant la correction des épreuves, l'auteur n'aura qu'à refuser le bon à tirer tant que le texte primitif n'est pas rétabli. Les corrections sont-elles postérieures à la délivrance du bon à tirer, il faudra recourir à la justice. C'est à la juridiction civile que l'écrivain devra s'adresser, car l'éditeur n'est pas contrefacteur ; la publication est faite de son consentement, ainsi qu'en fait foi le bon à tirer signé de lui ; les éléments d'un délit font défaut. La saisie, malgré une décision du tribunal civil de la Seine (3), ne nous semble donc pas de mise ici, car elle n'est un mode

(1) Renouard, t. II, n° 193.

(2) Cf. Pouillet, n° 337.

(3) Civ. Seine, 14 décembre 1859. — Dalloz, Per., 1860, 3, 46.

régulier d'introduire l'action que dans les contestations sur la propriété littéraire qui tendent à faire prononcer l'existence de la contrefaçon. L'auteur s'adressera directement aux tribunaux qui, ayant jugé le bien fondé de sa réclamation, feront défense à l'éditeur de continuer la vente des exemplaires portant altération de l'ouvrage. Si l'auteur le demande, ils pourront prononcer la résolution du contrat aux torts de l'éditeur (1), pour inexécution de ses obligations ou même le contraindre à refaire une édition correcte. Quant aux dommages-intérêts, ils seront toujours libres d'en allouer ou d'en refuser, selon qu'un préjudice sera ou non démontré.

Nous avons décidé qu'en principe l'éditeur n'est tenu qu'à une seule édition, mais rien n'empêche les parties de convenir qu'il en fera plusieurs. Alors, à l'obligation d'éditer, vient s'ajouter pour lui celle de rééditer qui prend naissance un peu avant l'écoulement de la dernière édition ; car il ne doit pas y avoir de solution de continuité dans la mise en vente. C'est à l'éditeur à prendre ses dispositions en conséquence en se basant sur le succès que la publication trouve auprès du public ; il serait responsable du préjudice qu'il causerait à l'auteur s'il entravait ainsi par sa négligence la vente de l'ouvrage. Ainsi en a-t-il été décidé dans plusieurs congrès. Le projet de loi de l'association littéraire et artistique internationale, présenté au congrès de Neuchâtel de 1891, oblige l'éditeur qui a reçu par le contrat d'édition le droit de faire une ou plusieurs éditions de l'ouvrage à en préparer une nouvelle aussitôt que les 9/10 de la précédente sont écoulés (2), disposition que nous retrou-

Rééditions.

(1) Lardeur, p. 466.

(2) *Le droit d'auteur*, 1892, p. 32.

vons dans le projet de loi adopté par l'association des écrivains allemands (art. 16) (1). Quant au projet de M. Pouillet, présenté au dernier congrès de Berne, il contient une disposition tout à fait semblable au principe que nous avons adopté : « si le contrat, y est-il dit, porte sur plusieurs éditions successives, l'éditeur est tenu de rééditer en temps utile pour éviter tout arrêt dans le débit de l'ouvrage (2) ».

S'il était convenu que l'éditeur ferait toutes les éditions à venir sans que le nombre en fût déterminé, ce ne serait pas une raison pour contraindre l'éditeur à rééditer à l'infini. Il arrive fatalement un moment où le nombre des exemplaires en circulation écarte toute chance que de nouveaux acheteurs se puissent rencontrer. On ne peut obliger l'éditeur à rééditer un ouvrage qu'il ne pourrait écouler, le forcer à faire les frais d'une édition invendable. L'approche de ce moment critique se fera connaître par un ralentissement dans la vente et par la difficulté de l'éditeur à écouler les exemplaires de la dernière édition. Si dans ces conditions l'auteur exigeait de lui une réimpression, il n'aurait qu'à se laisser citer en justice ; les tribunaux tiendraient compte de ces considérations et pourraient prononcer le défaut de droit de l'auteur à cette prétention, attendu que le contrat serait considéré comme complètement exécuté de part et d'autre. En même temps, l'auteur recouvrera sa liberté et pourra se mettre en quête d'un nouvel éditeur ou s'éditer à ses frais s'il croit la chose propice (3).

Quant au fond et quant à la forme, les nouvelles éditions

(1) *Le droit d'auteur*, 1892, p. 35.

(2) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 140.

(3) Pouillet, n° 308. — Lardeur, p. 179.

doivent être en tout semblables à la première ; il paraît bien, en effet, résulter de la convention tacite des parties que les stipulations relatives à la première édition s'appliquent aux suivantes. C'est ce que décide le Code de commerce hongrois (art. 521) (1) : « Si les parties concluent un contrat pour une seconde édition, les dispositions du premier contrat doivent être étendues au second, quant aux points sur lesquels celui-ci ne contient aucune clause ». Même décision du Code fédéral suisse des obligations (article 384).

Dans les éditions nouvelles, non seulement le texte doit être intégralement respecté, mais encore, à part la mention du chiffre de l'édition, toutes les autres indications qui figurent en tête de l'ouvrage doivent être conformes à celles de la première édition. L'éditeur n'a pas le droit de supprimer la dédicace de l'auteur ni de changer le titre (2) ; il ne peut se dispenser de faire mention du nom de tous les auteurs s'il y en a plusieurs (3) ; il ne peut même, sans l'assentiment de l'auteur, inscrire sous son nom les titres nouveaux qu'il a pu obtenir depuis la première publication (4).

II. — *Obligation de divulger l'ouvrage.* — Si l'éditeur se bornait à faire imprimer et brocher un certain nombre de volumes, cela ne servirait de rien ; il faut en tirer profit en les vendant et les mettre dans ce but à la disposition du public. C'est la seconde des obligations de l'éditeur. Elle-même se subdivise en deux obligations distinctes :

(1) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 164.

(2) Huard et Mack, n° 276.

(3) Huard et Mack, n° 278.

(4) Pouillet, n° 316.

celle de faire de la publicité et celle de mettre en vente.

Publicité

A. — Publicité. — Si rien n'a été convenu, les frais de la publicité comme ceux de l'impression sont pour l'éditeur (1). L'étendue de cette publicité est déterminée par l'usage ; elle comprend d'ordinaire des annonces dans les journaux et dans les catalogues que les éditeurs ont coutume de publier à certaines époques fixes ; parfois aussi elle se fait au moyen d'un affichage.

La publicité procure à l'auteur un avantage moral en le faisant connaître ou en augmentant sa réputation, aussi son nom ne doit pas être séparé du titre de son ouvrage dans les annonces réclames qui en sont faites (2). Mais il ne faut rien faire de nature à tromper le public ou à porter injustement préjudice à autrui, et le tribunal de la Seine a très bien jugé que le libraire qui, éditeur de l'ouvrage d'un auteur portant le même nom patronimique qu'un auteur plus en renom, insère sciemment dans son catalogue une mention destinée à établir une confusion préjudiciable à ce dernier, se rend passible envers lui de dommages intérêts, dans lesquels il y a lieu de comprendre la suppression du catalogue et l'insertion du jugement dans les journaux (3).

L'éditeur doit informer l'auteur de toutes les mesures de publicité qu'il a prises en vue de la vente de l'ouvrage, et si l'auteur a, par ses relations personnelles, le moyen de faire une publicité spéciale, l'éditeur lui remettra à cet effet gratuitement un certain nombre d'exemplaires, car il

(1) Lardur, p. 464.

(2) Comm. Seine, 7 novembre 1893. — *Bibliographie de la France*, chronique, 3 février 1894.

(3) Civ. Seine, 19 février 1869. — Dalloz, Per., 1869, 3, 90.

est de l'intérêt des deux parties que la publicité soit aussi complète que possible.

B. — Mise en vente. — L'éditeur exposera dans ses magasins les exemplaires parus en même temps qu'il en adressera aux libraires chargés du débit de l'ouvrage. Très souvent le prix sera déterminé dans le contrat d'édition ; si cette indication n'y figure pas, il est à supposer qu'en raison des capacités commerciales de l'éditeur, l'auteur a consenti tacitement à le charger de le fixer lui-même au mieux de leurs intérêts communs, et la raison de décider est la même quand l'auteur et l'éditeur doivent partager les bénéfices de la vente à un prorata déterminé (1). Mais l'éditeur ne saurait, sans abuser de son droit, fixer un prix exagéré de nature à empêcher l'écoulement de l'édition (2). Il fixera aussi les remises à consentir aux libraires et en général l'auteur qui achète des exemplaires de son ouvrage profitera des plus fortes remises que l'éditeur fait aux intermédiaires chargés de la vente.

Mise en vente : prix de l'ouvrage.

L'éditeur peut également modifier le prix de l'ouvrage, notamment l'abaisser s'il pense que par son élévation il écarte les acheteurs. Mais si l'auteur démontre que ce prix n'avait rien d'exagéré, que l'éditeur s'est effrayé à la légère et que, s'il avait attendu plus longtemps, des acheteurs se seraient présentés, il pourrait lui demander compte du préjudice qu'il lui a ainsi occasionné. Lorsqu'il a l'intention de baisser le prix de vente, l'éditeur agira donc prudemment en prenant l'assentiment de l'auteur, et si ce dernier le refusait, en le mettant en demeure de reprendre les exemplaires qui restent pour compte au prix de la ma-

(1) *Contrà* : Huard fils, n° 96.

(2) Code de commerce hongrois, art. 52. — Code civil de Saxe, art. 1141. — Code fédéral suisse des obligations, art. 378.

culature. L'auteur pourra les vendre lui-même ou les confier à un autre libraire pour les écouler ; cela ne sera pas contraire au contrat d'édition car celui-ci aura pris fin. Ce moyen, proposé par M. Huard, est trop sage et trop pratique pour ne pas réunir tous les suffrages et pour qu'on ne s'y rallie pas (1).

2) *Obligation de payer le prix*

Raison d'être
des droits d'auteur.

Le contrat d'édition est un contrat à titre onéreux, chacune des parties se trouvant assujettie à donner ou à faire quelque chose. L'auteur a livré le manuscrit tandis que l'éditeur a apporté les fournitures nécessaires à l'impression, le papier, les caractères, l'encre, son industrie, enfin tout ce qui comprend la partie matérielle du livre. Or celle-ci est le plus souvent très inférieure à la partie intellectuelle de l'ouvrage qui constitue l'apport de l'écrivain.— Un livre qui se vend 3 fr. 50, ne représente guère plus de 30 à 40 centimes, à ne considérer que la valeur des fournitures qui ont servi à le produire. L'éditeur ne donne donc pas l'équivalent de ce que l'auteur a apporté. Il peut être convenu qu'il ne devra rien de plus, dans certains cas même cela sera suffisant, notamment si l'auteur n'a aucune notoriété, si son œuvre n'a pas une grande valeur marchande, ou si l'éditeur s'engage à faire illustrer son ouvrage par un artiste déterminé ce qui augmentera ses frais de publication (2). Alors il sera quitte envers l'auteur, pourvu que cela résulte d'une convention expresse. A son défaut, l'éditeur payera à l'auteur un prix qui représentera l'avantage de l'apport de celui-ci sur le sien.

(1) Huard fils, n° 97.

(2) Cour de Paris, 9 août 1871. — Pataille, 1871, 93.

Le prix est généralement connu sous le nom de « droits d'auteur » et en cas de contestation, il appartient aux tribunaux d'en fixer le montant, en tenant compte des usages et de l'intention des parties, s'il se rencontre des indices pour la leur révéler ; au premier rang de ceux-ci, nous rangerons le prix dont elles ont déjà convenu pour une précédente édition. Cette opinion a rencontré de sérieux adversaires : MM. Huard et Lardeur (1) décident que l'obligation de publier a été considérée par les parties comme l'équivalent des droits abandonnés par l'auteur et qu'en l'absence d'un engagement spécial, exprès ou tacite, il n'est pas à présumer que des droits d'auteur soient dus. C'est ce qu'énonce aussi l'article 525 du Code de commerce hongrois : « l'auteur ne peut réclamer d'honoraires de l'éditeur que lorsqu'il en a été stipulé expressément ou tacitement (2) ».

Le prix est-il dû lorsqu'il n'a pas été stipulé.

Tel n'est pas notre avis et nous nous refusons à ne voir dans le prix qu'un élément accidentel du contrat. Nous pensons qu'il est de la nature de celui-ci, et par suite, qu'on doit le présumer en cas de doute. C'est d'ailleurs l'opinion qui de plus en plus tend à prévaloir dans la doctrine ; et en 1896, M. Pouillet l'a présentée au congrès de Berne en ces termes : « la renonciation de l'auteur aux honoraires d'usage ne peut résulter que d'un accord formel (3) ». Ce système a été adopté par la Jurisprudence (4) et par le Code fédéral suisse (art. 383), un des meilleurs modèles de législation que nous ayons sur les rapports entre auteurs et éditeurs (5).

Le prix est un élément naturel du contrat.

(1) Huard fils, n° 99. — Lardeur, p. 471.

(2) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 165.

(3) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 140.

(4) Cour de Paris, 11 janvier 1889. — *Le droit*, 18 janvier 1889.

(5) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 560.

Détermina-
tion des droits
d'auteur.

Les droits d'auteur peuvent être payés de différentes manières. Ou bien ils sont fixés sur le tirage et ne sont dus qu'après son achèvement, système adopté par la législation suisse (art. 385) ; ou bien, comme le décide l'article 527 du Code de commerce hongrois, l'éditeur est obligé à payer les honoraires, à défaut de convention contraire sur ce point, au moment même de la livraison du manuscrit. Cette mesure est dans l'intérêt de l'éditeur qui, de cette manière, pourra diriger en toute liberté la mise en vente de l'ouvrage et se trouvera déchargé du contrôle que l'auteur aurait le droit de lui faire subir s'il restait son créancier (1). Ou bien enfin les droits d'auteur peuvent être payés d'après les exemplaires vendus. Selon nous, lorsque le mode de règlement des droits d'auteur n'a pas été fixé par les cocontractants, il faut admettre, à défaut de texte de loi ou d'un usage bien établi, que ce règlement est à faire sur les exemplaires vendus seulement, car, ainsi que le remarque un arrêt de la Cour de Nîmes du 2 mai 1892 (2), tant qu'ils ne sont pas vendus, les exemplaires tirés ne donnent à l'éditeur aucun bénéfice, mais sont plutôt pour lui une gêne et un encombrement.

De toute façon, les droits ne peuvent être exigés par l'auteur que sur les exemplaires destinés à la vente ; ils ne portent ni sur les exemplaires dits « de main de passe », ni sur ceux que l'éditeur doit remettre à l'auteur.

Usage de la
« main de pas-
se. »

Un arrêt de la Cour de Paris a donné la définition de la main de passe (3) : « on entend par *main de passe* ou

(1) Mémoires de M. Harmand au congrès des sociétés savantes de 1894.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 10 juin 1892.

(3) Cour de Paris, 18 mars 1842. — Dalloz, Rép. prop. lit., n° 263, note.

chaperon une main de papier, soit vingt-cinq feuilles, que le maître imprimeur délivre à l'ouvrier en sus de chaque rame de cinq cents feuilles, pour servir à mettre le tirage en train et pour suppléer aux feuilles qui seraient gâtées pendant l'impression ou qui pourraient manquer dans la rame ; le tirage de cette main par rame est dû par l'ouvrier au maître et par le maître à celui pour le compte duquel il exécute l'impression ». Cette définition a besoin d'être complétée, car elle ne fait pas entièrement connaître la destination des exemplaires de passe. Ils sont destinés à remplacer non seulement ceux qui peuvent être gâtés au tirage, mais encore ceux qui au moment de la mise en vente se trouvent avariés ou dépareillés ; ils ont pour but enfin d'assurer le service gratuit que l'éditeur a coutume de faire à la presse et à certains critiques, en matière de publicité : en un mot, la main de passe représente les exemplaires altérés et ceux que l'éditeur est obligé de remettre gratuitement. Il est donc juste qu'ils ne soient pas soumis au paiement des droits d'auteur (1). Cependant, s'il est démontré que l'éditeur a tiré un profit personnel des volumes de passe, ils doivent être considérés comme un complément de l'édition consentie et donner lieu à un règlement de compte entre les parties (2) ; mais il faut que l'auteur le démontre sans mettre l'éditeur en demeure de se justifier, car celui-ci n'est pas tenu de rendre compte de l'emploi détaillé de chaque exemplaire de passe (3).

L'usage des mains de passe n'existe pas partout ; il

(1) Pouillet, n° 346. — Cour de Paris, 23 juillet 1895. — *Bibliographie de la France*, chronique, 14 décembre 1895.

(2) Cour de Paris, 26 janvier 1893. — *Le droit*, 31 mars 1893.

(3) Civ. Seine, 28 janvier 1886. — *Pataille*, 1888, 414.

est notamment entièrement inconnu en Belgique. En France, au contraire, il est très établi, parfaitement défini, soumis à un certain nombre de règles que la Jurisprudence a maintes fois appliquées, et il n'y a pas un intérêt urgent à la réalisation du vœu émis par les éditeurs réunis en congrès international à Paris au mois de juin 1896, tendant à ce que, pour éviter toute contestation, dans les traités entre auteurs et éditeurs, il soit ajouté un article spécial concernant les mains de passe (1).

C'est ainsi que, d'après un usage constant, à moins de conventions contraires, les exemplaires de passe sont réservés à l'éditeur à raison de dix pour cent des volumes de l'édition (2), et que leur nombre doit être pris en plus de celui fixé au contrat, qui doit se retrouver intégralement en exemplaires soumis aux droits d'auteur. Si, en sus de ce nombre, l'éditeur néglige de tirer les exemplaires de passe, il ne peut s'en prévaloir pour déduire du prix à payer à l'auteur la redevance afférente à ceux-ci. Mais si le tirage en a été effectué, l'auteur, même lorsque ses honoraires sont fixés en raison du tirage et non de la vente, ne peut prétendre à percevoir de droits sur eux, alors que l'éditeur ne les détourne pas de leur destination.

Exemplaires
réservés à l'au-
teur.

De son côté, l'auteur se réserve souvent un certain nombre d'exemplaires; sur ceux-là encore, il ne touchera pas ses droits, puisqu'ils ne sont pas vendus. Il les destine à être distribués à ses amis, ce qui, dans une certaine mesure, augmente la publicité de l'ouvrage. Ces exemplaires ne doivent pas être prélevés sur ceux de la main de passe,

(1) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 97.

(2) Paris, 20 décembre 1880. — Dalloz, *Per.*, 1882, 2, 72. — Rapport de l'expert Rossignol du 25 mars 1891 dans l'affaire Letouzey et Ané.

qui tous doivent rester à la disposition de l'éditeur. Cet usage, d'ailleurs, n'est pas aussi solidement établi que celui de la passe et ne doit pas être sous-entendu comme lui : s'il veut en profiter, il faut que l'auteur le stipule expressément dans le contrat d'édition (1).

Après avoir défini sur quels exemplaires portent les droits d'auteur, il convient de rechercher quelle sera la situation juridique de l'éditeur qui cache à l'auteur un certain nombre d'éditions ou d'exemplaires pour éviter le paiement des droits. Quelle en sera la sanction ; l'auteur pourra-t-il demander à la juridiction criminelle une répression contre son éditeur, ou devra-t-il se contenter de recourir à la juridiction civile en vue d'obtenir une réparation pécuniaire, en plus, bien entendu, de la résolution du contrat qui peut toujours être prononcée en présence d'un manquement aussi grave d'une des parties à ses obligations ?

Recours de l'auteur contre l'éditeur qui lui dissimule un certain nombre d'éditions ou d'exemplaires.

Si l'éditeur augmente clandestinement le nombre des éditions ou des exemplaires, alors qu'il a été déterminé par le contrat, il commet bien un délit de contrefaçon : tout exemplaire tiré en dehors des limites convenues, doit être regardé comme une reproduction exécutée sans la volonté de l'auteur, portant préjudice à son droit exclusif, ce qui est la caractéristique de la contrefaçon (2).

Si le contrat a gardé le silence sur ce point, il n'y a pas de contrefaçon et nous ne croyons pas qu'un autre délit puisse être relevé contre l'éditeur. En effet, pour dire qu'il

(1) Pouillet, n° 346 *bis*.

(2) Blanc, p. 137. — Gastambide, n° 104. — Loi italienne du 19 septembre 1882, art. 32 (Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 393). — Loi allemande du 11 juin 1870, art. 5, d. (Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 56). — Contrà : Cour de Paris, 18 octobre 1843. — Dalloz, Per., 1844, 2, 38.

y a de sa part un abus de confiance, il faudrait reconnaître à l'auteur un droit réel sur les exemplaires, que celui-ci s'en puisse dire propriétaire ou tout au moins copropriétaire avec l'éditeur. Or, nous ne pensons pas que cela se puisse admettre sans paradoxe et nous croyons que l'éditeur est seul propriétaire des exemplaires qu'il a fait faire à ses frais et à ses risques et périls. C'est donc avec raison que la Jurisprudence se refuse à relever les délits de détournement et d'abus de confiance dans les conditions que nous indiquons (1). L'auteur n'aura d'autre ressource que de faire citer l'éditeur devant les tribunaux civils qui connaîtront du préjudice et arbitreront des dommages-intérêts en rapport.

Il est vrai que, fort souvent, afin de dissimuler sa fraude, l'éditeur portera sur ses livres de commerce des indications altérées, ce qui le rend alors passible des tribunaux de répression.

Contrôle de
l'auteur sur
l'éditeur.

C'est une faible consolation pour l'auteur d'exercer un tel recours contre son éditeur lorsqu'il a été trompé par lui. Il serait préférable qu'il pût empêcher le fait lui-même de se produire, qu'il eût un moyen de contrôle direct sur le tirage et la vente de son œuvre ainsi que sur toutes les autres opérations de l'éditeur. Or, cela est presque toujours en son pouvoir car il est très suffisamment armé pour empêcher toute espèce de fraude de sa part, et investi d'un droit de surveillance très complet sur la publication.

L'éditeur est un commerçant, obligé par conséquent à tenir certains livres, livre journal, copie de lettres et livre

(1) Cour de Paris, 7 avril 1892. — *Gazette des Tribunaux*, 15 avril 1892.

des inventaires, sur lesquels doivent se trouver mentionnées les opérations de son commerce et qui contiennent certaines indications permettant de vérifier les chiffres de tirage et de vente. Obligé de conserver ces livres pendant dix ans, il doit, sur la réquisition de l'auteur, lui communiquer ceux qui ne remontent pas au-delà de cette période. Un récent procès (1) a mis ce point hors de doute. — M. Bourget ayant des raisons de penser que son éditeur, M. Lemerre, ne lui avait pas fait connaître l'existence d'un certain nombre d'éditions de son roman *Cosmopolis*, lui demandait la production de ses livres. M. Lemerre se défendait en soutenant que le contrat d'édition est un contrat de bonne foi, que l'auteur doit avoir une entière confiance envers son éditeur et se tenir pour satisfait des relevés de compte qu'il lui fournit. Le Tribunal de commerce a jugé que l'auteur a droit à la communication des livres ne remontant pas à plus de 10 ans et dont la tenue est obligatoire. Selon nous cette décision ne va pas encore assez loin : il faut une justification plus complète à l'auteur. Le législateur suisse l'a bien compris quand il a décidé, au Code fédéral des obligations (art. 386), que « lorsque la question des honoraires dépend en tout ou en partie du résultat de la vente, l'éditeur est tenu d'établir, selon l'usage, son compte de vente et d'en fournir la justification ». Or, cette justification peut se faire autrement encore que par les livres ci-dessus mentionnés. Il en est d'autres que les éditeurs ont coutume de tenir, bien que non obligatoires, parce qu'ils sont à peu près indispensables au fonctionnement de leur commerce : tels sont les

(1) Bourget c. Lemerre : Comm. Seine, 4 juin 1896. — *Gazette des Tribunaux*, 5 juin 1896.

livres de tirage, de brochage, de vente et de magasin. Certes l'auteur ne peut en exiger la tenue ; mais s'il est constant que l'éditeur les possède, on ne voit pas de quel droit la communication pourrait lui en être refusée, alors qu'ils contiennent des indications fort utiles. Toute la différence, selon nous, entre ces livres et ceux dont la tenue est obligatoire, c'est qu'il y a présomption de l'existence de ces derniers et que la production en est toujours due, tandis que c'est à l'auteur de prouver que les livres facultatifs sont tenus régulièrement par l'éditeur, preuve qu'il tirera le plus souvent de l'aveu même de ce dernier, mais qu'il peut faire de toute autre manière. Enfin, s'il y avait contestation entre l'auteur et l'éditeur sur le nombre des exemplaires de passe dont le service a été fait à la presse, l'auteur pourra toujours demander à l'éditeur de lui justifier d'une manière détaillée la façon dont ce service a été fait.

Enfin, lorsque l'auteur aura des doutes sur le chiffre du tirage tel qu'il est accusé par l'éditeur, il pourra le vérifier en se reportant à la déclaration contenue dans l'acte de dépôt légal que l'éditeur, ou à son défaut, l'imprimeur sont tenus d'opérer pour toute publication

L'auteur est sans droit de contrôle sur l'imprimeur et le brocheur.

Par contre, si nous donnons à l'auteur une grande latitude pour se renseigner auprès de l'éditeur, nous lui refusons ce même droit auprès de l'imprimeur et du brocheur, non pas tant, comme il a été dit, parce qu'ils sont tenus au secret professionnel, mais parce qu'ils ne sont pas les ayants cause de l'auteur. C'est l'éditeur qui leur a commandé d'imprimer et de brocher et ils sont tenus envers lui par une obligation de louage d'ouvrage. A l'égard de l'auteur, ils sont de véritables tiers ; et peuvent lui

refuser tous renseignements et toute production de pièces justificatives.

Tel est le droit de contrôle normal de l'auteur sur l'éditeur. Il est susceptible d'être délégué, et de même que l'auteur peut confier à des tiers le droit de surveillance qu'il garde au cours de la publication sur son ouvrage, afin d'assurer le respect de son intégralité (1), il peut choisir un mandataire qui exercera ce contrôle à sa place en même temps qu'il touchera ses droits d'auteur. Ce peut être une personne déterminée ou une société et, aussi bien qu'à l'auteur, l'éditeur lui doit toutes les justifications résultant de la production de ses livres.

L'auteur peut déléguer son droit de contrôle.

D'ailleurs un éditeur honnête, soigneux et dont la comptabilité est bien tenue ne saurait s'effrayer du pouvoir de contrôle sur ses actes que nous concédons à l'auteur. Il importe que la confiance règne entre eux. Cette confiance si nécessaire ne peut que gagner à ce que l'auteur soit à même de se renseigner exactement sur le tirage et la vente de son ouvrage. Du reste, en même temps que la fraude deviendra plus difficile à cacher, l'éditeur sera moins tenté d'y recourir. Ce serait le meilleur moyen d'éviter bien des procès, car ceux relatifs à ces sortes de questions tiennent une large part dans l'effectif des difficultés qui naissent des relations d'auteur à éditeur.

A côté de ces modes de contrôle légaux, il y en a d'autres facultatifs seulement et qu'il appartient à l'auteur de se réserver dans le contrat. L'un d'eux, fort répandu en pratique, consiste à stipuler que le tirage sera effectué par l'imprimeur sur le vu d'un bon à tirer précisant le nombre d'exemplaires à imprimer et signé à la fois par l'auteur et

Modes facultatifs de contrôle de l'auteur sur l'éditeur.

(1) Civ. Seine, 12 novembre 1875. — Pataille, 1875, 187.

par l'éditeur. Ce bon à tirer est donné sur les épreuves tirées en double ; l'imprimeur reçoit l'un des doubles et l'auteur garde l'autre. Ce procédé ne satisfait pas complètement M. G. Huard (1). Il lui reproche de mettre l'éditeur à la discrétion de l'auteur, un refus de celui-ci rendant tout tirage impossible. Cet inconvénient n'est pas aussi grave qu'il le paraît, il n'est même qu'apparent. En effet, l'auteur doit signer le bon à tirer, il y a là pour lui une obligation de faire ; s'il essaye de s'y dérober, l'éditeur demandera aux tribunaux de l'y contraindre, et, s'il persiste dans son refus, de le condamner à une indemnité telle qu'elle répare entièrement le préjudice qu'il ressent. Ce système est au contraire fort avantageux, car en même temps que l'auteur signe le bon à tirer destiné à l'imprimeur, il devient l'ayant cause de ce dernier et peut s'adresser directement à lui pour avoir la justification des tirages. L'auteur agirait prudemment d'ailleurs en signifiant à l'imprimeur le contrat d'édition qui renferme cette clause, car ce dernier ne peut la soupçonner en raison de son caractère exceptionnel et serait en droit de se prévaloir de son ignorance pour effectuer ses tirages sur un bon à tirer signé de l'éditeur seul, et pour refuser à l'auteur toute espèce de justifications tant que le contrat ne lui a pas été signifié.

L'auteur peut encore stipuler que tous les exemplaires mis en vente seront numérotés ou bien qu'il y apposera sa signature ou sa griffe, de sorte que, s'il en rencontre un qui en soit dépourvu, il aura la certitude qu'il provient d'un tirage clandestin. Cette mesure est fort utile

(1) Réflexions sur le contrat d'édition. *Le droit d'auteur*, 1896, p. 72.

également pour éviter la contrefaçon de la part des tiers, et souvent elle n'est prise que dans ce but ; il ne resterait aucune action à l'auteur contre l'éditeur lorsque cela a été dit, pas même une action en dommages-intérêts s'il n'a fait dans le cours de l'édition qu'il a constamment surveillée aucune réclamation, et si d'ailleurs il ne prouve pas qu'il en éprouve quelque préjudice (1).

De tous les moyens de contrôle facultatifs, le meilleur paraît être encore le système du bon à tirer collectif parce que, comme le fait remarquer M. Harmand (2), aucun des autres systèmes n'oblige l'éditeur pour frauder, à stipuler le concours ou la complicité d'un tiers, tandis qu'avec le bon à tirer collectif, il faudrait que l'éditeur et l'imprimeur fussent d'accord pour tirer au-delà du chiffre fixé.

Si l'auteur a négligé de s'assurer un contrôle efficace sur l'éditeur par un des moyens dont il dispose ainsi, nous pensons que, si le besoin s'en faisait sentir, les tribunaux auraient le droit de lui en assurer plus tard le bénéfice, car lorsqu'il s'aperçoit que l'éditeur contrevient à son obligation, il est juste qu'il puisse réclamer l'exécution régulière du contrat. Il a été jugé de la sorte que, lorsqu'un libraire cessionnaire de droits d'auteur, qui s'est obligé à payer une prime de 10 pour 100 sur le prix fort de certains livres, a commis des erreurs ou des omissions dans les comptes remis au titulaire des droits d'auteur, ce dernier peut exiger, à titre de mesure conservatoire, que le libraire lui notifie, par lettre recommandée, toute réimpression des ouvrages litigieux, et l'autoriser à prendre connaissance chez l'imprimeur du bon à tirer ; il peut en-

(1) Cour d'Aix, 16 novembre 1840. — Dalloz, Rép. prop. lit., n° 308, note.

(2) *Bulletin du Comité des travaux scientifiques*, 1894, p. 158.

core être autorisé à apposer sa griffe sur les exemplaires en magasin (1).

Projet de loi
de M. Philip-
pon.

Avant d'abandonner cette question du contrôle, il convient de mentionner deux intéressants projets de MM. Philippon et Vigné d'Octon. Le projet de M. Philippon, s'il vient à aboutir, fera une situation fort avantageuse à l'auteur. Sous l'empire de la législation actuelle (loi sur la presse du 29 juillet 1881, art. 3), au moment de la publication de tout imprimé, il doit en être fait par l'imprimeur un dépôt de deux exemplaires destinés aux collections nationales, et l'acte de dépôt doit mentionner le titre de l'ouvrage et le chiffre du tirage. Ce dépôt étant fait par l'imprimeur, l'auteur qui n'est pas son ayant cause ne peut se prévaloir des déclarations que renferme l'acte. Dans le nouveau projet de loi, ce n'est plus à l'imprimeur qu'incomberait l'obligation d'effectuer le dépôt, mais à l'auteur ou à l'éditeur (2). L'auteur n'aurait qu'à laisser l'éditeur s'acquitter de cette charge et ce dernier sera lié par le chiffre indiqué par lui que l'auteur vérifiera aisément en se reportant à l'acte de dépôt.

Projet de loi
de M. Vigné
d'Octon.

La proposition de loi de M. Vigné d'Octon, déposée le 10 juillet 1896 sur le bureau de la Chambre des députés avait pour but d'établir un droit de timbre sur tous les ouvrages publiés en France et non tombés dans le domaine public ; le droit perçu au profit de l'Etat n'aurait pu excéder un centime par exemplaire et tous ceux qui n'auraient pas été revêtus du timbre eussent été réputés contrefaits. La commission chargée de l'examen de ce projet

(1) Cour de Paris, 28 décembre 1892. — *Bibliographie de la France*, chronique, 1^{er} septembre 1894.

(2) Projet de loi Philippon, art. 22. — *Journal officiel*, 1892, Chambre, annexes, p 883.

de loi a fait son rapport tout récemment (1) et a conclu à ce qu'il ne soit pas pris en considération. Parmi les motifs invoqués en faveur de cette solution figurent notamment ceux-ci : le législateur et l'administration sortiraient de leur rôle en intervenant dans les moyens d'exécution de contrats privés et même en préjugant la nature de ces contrats ; en outre les intéressés peuvent se sentir désarmés isolément, mais les associations professionnelles sont en mesure d'exercer leur action d'une façon plus judicieuse et même plus efficace qu'aucun texte de loi.

(1) Annexe au procès verbal de la séance de la Chambre des Députés du 12 juillet 1897.

CHAPITRE 1

FIN DU CONTRAT D'ÉDITION

Les causes qui mettent fin au contrat d'édition peuvent se subdiviser en deux catégories : les causes normales et les clauses accidentelles.

§ 1. — Causes normales.

1) *Exécution du contrat*

Le contrat d'édition est exécuté lorsque l'auteur et l'éditeur ont satisfait à toutes leurs obligations, que l'édition a été tirée, les exemplaires vendus et que l'éditeur a payé à l'auteur le prix qu'il lui devait. Les effets du contrat sont alors épuisés et les parties reprennent leur liberté. Nous avons même vu (p. 132) que, lorsque le contrat porte sur un nombre déterminé d'éditions et que la dernière est presque épuisée, l'auteur n'est pas forcé d'attendre qu'elle le soit complètement pour traiter à nouveau.

2) *Consentement de l'auteur et de l'éditeur*

Les parties peuvent devancer ce terme pour mettre fin au contrat, par exemple si elles jugent qu'il doit leur causer un préjudice ou qu'elles n'en tireront pas les

avantages qu'elles avaient espéré. Mais la volonté d'une seule n'atteindrait pas ce résultat : qui dit contrat dit convention, c'est-à-dire accord mutuel, et le concours de volontés doit se retrouver aussi nécessaire pour l'extinction que pour la formation du contrat (1). Peu importe d'ailleurs la forme dans laquelle l'auteur et l'éditeur exprimeront leur commune intention de résilier, et un accord verbal est parfaitement suffisant, même lorsque le contrat a été passé par écrit. Quand même la matière excéderait 150 fr. cela n'aurait aucun danger pour l'auteur, car le contrat est commercial pour l'éditeur contre qui il pourra toujours user, en le poursuivant devant les tribunaux de commerce, des modes de preuve spéciaux admis en matière commerciale, tels que la preuve testimoniale. Il en serait autrement pour l'éditeur car le contrat est civil pour l'auteur et lorsque son intérêt excède 150 fr. il fera bien d'exiger la résiliation écrite, ne pouvant se servir contre l'auteur que des modes de preuve du droit civil.

§ 2. — Causes accidentelles.

1) *Promulgation d'une loi pénale.*

Nous supposons qu'au moment où le contrat a été passé la publication était parfaitement licite. Si plus tard il se produit un changement dans la législation qui la fait tomber sous le coup de la loi pénale, les parties ne peuvent plus exécuter leurs obligations ni exiger l'une de

(1) Huard fils, n° 108. — Contra, la volonté de l'auteur seul suffit : Code prussien, art. 1005 et 1006. — Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 110.

l'autre cette exécution, car on ne peut contraindre une personne à commettre un délit.

2) *Perte de l'œuvre originale.*

La perte de la chose est un des modes généraux d'extinction des obligations. L'article 1234 du Code civil dispose que « les obligations s'éteignent... par la perte de la chose ». La rédaction du Code de commerce hongrois nous paraît assez défectueuse sur ce point lorsqu'il dit (art. 531) : « le contrat d'édition est dissous, 1^o quand il a pour objet une œuvre déjà achevée et que cette œuvre périt par cas fortuit chez l'auteur avant d'être remise à l'éditeur. » D'une part les mots « *par cas fortuit* » nous semblent de trop, et d'autre part le texte n'en dit pas assez, selon nous, quand il parle de la perte* qui survient avant la remise du manuscrit à l'éditeur. Elle peut être postérieure à cet événement. Il est possible que le manuscrit soit égaré par l'éditeur avant le tirage, et, même après il peut encore survenir un accident qui entraîne la perte à la fois du manuscrit et des exemplaires tirés. Alors le contrat prendra fin, à moins que l'auteur ne possède un double de son manuscrit ou qu'il puisse le rétablir sans trop de peine, auquel cas, nous l'avons dit, il peut être contraint par l'éditeur à le faire moyennant une juste indemnité.

Si la perte de l'œuvre originale entraîne toujours la dissolution du contrat, il convient néanmoins de distinguer selon qu'elle a lieu par cas fortuit ou par la faute des parties.

Perte par cas
fortuit.

Dans le premier cas, aucune indemnité pour dommages-intérêts n'est due par celui entre les mains duquel la chose

s'est perdue. Mais l'éditeur devra payer à l'auteur les honoraires convenus s'ils consistaient en une somme unique ou si, le prix dépendant du tirage, le chiffre du tirage avait été réglé dans le contrat. Si le prix était fixé d'après le nombre des exemplaires vendus ou d'après un tirage dont le chiffre n'est pas déterminé d'avance, le tribunal le déterminera. Le Code fédéral suisse des obligations contient dans ce sens une disposition absolue. Il dit (art. 387), que si l'œuvre périt par cas fortuit l'éditeur n'en est pas moins tenu au paiement des honoraires ; mais il suppose que la perte par cas fortuit survient lorsque l'œuvre a été livrée à l'éditeur. Nous croyons qu'il en serait de même si la perte du manuscrit était survenue fortuitement avant la remise de ce manuscrit à l'éditeur, et en cela nous ne faisons qu'appliquer les règles relatives aux risques dans les contrats synallagmatiques. Nous n'admettons donc pas la disposition de l'article 531, § 4, d'après laquelle l'auteur ne peut réclamer d'honoraires et doit même restituer ceux qu'il aurait reçus si l'œuvre périt par cas fortuit chez l'auteur avant d'être remise à l'éditeur.

Au contraire lorsque la perte est le résultat de la faute d'une des parties, l'autre a droit à des dommages-intérêts que les tribunaux apprécieront d'après les règles ordinaires prévues par les articles 1150 et 1151 du Code civil. Au cas où l'ouvrage a péri par la faute de celui qui en avait la garde, il y a lieu d'assimiler celui où elle a péri par un cas fortuit dont sa faute a été l'occasion, celui où il aurait été volé, par exemple, parce qu'il avait négligé de la mettre en lieu sûr. — On considérera aussi comme occasionné par la faute de l'auteur le cas fortuit qui a fait périr le manuscrit tandis qu'il était en demeure de le livrer à l'éditeur.

Perte imputable à la faute d'une des parties.

Ajoutons que, conformément à l'article 388 du Code fédéral suisse, si antérieurement à la mise en vente, l'édition déjà préparée périt en tout ou en partie par cas fortuit, l'éditeur a le droit de faire rétablir à ses frais les exemplaires détruits sans que l'auteur puisse prétendre à de nouveaux honoraires.

Les deux causes d'extinction du contrat d'édition par la promulgation d'une loi pénale et par la perte de l'œuvre originale se trouvent mentionnées dans le projet de loi en matière de contrat d'édition, préparé par l'association littéraire et artistique internationale en 1892, dont l'article 18 est ainsi conçu :

« Le contrat d'édition est résilié de plein droit :

1° Quand la publication tombe sous le coup d'une loi pénale votée postérieurement à la formation du contrat.

2° Quand l'œuvre originale périt par cas fortuit ; toutefois s'il est établi que l'auteur possède un second exemplaire de son œuvre, il sera tenu de le remettre à l'éditeur dans le plus bref délai ». (1)

3) *But du Contrat irréalisable.*

L'auteur et l'éditeur n'ont pas contracté sans s'être proposé d'atteindre un but, et s'ils ne se sont pas expliqués à son sujet, il est à présumer qu'il consiste à répandre le livre dans le public. Un événement survient parfois qui rend la chose impossible, et tel ouvrage qui eût été normalement d'un placement facile peut devenir tout à coup invendable. M. Huard cite l'exemple d'une carte de géographie qui perd toute son utilité par l'effet d'un boule-

(1) *Le droit d'auteur*, 1892, p. 99.

versement politique (1). Il est évident qu'en pareil cas, le contrat d'édition prendrait fin, de même qu'un contrat de société serait dissous si l'objet en vue duquel elle a été formée venait à disparaître.

4) *Événement d'une condition résolutoire expresse.*

Rien ne s'oppose à ce que les parties insèrent dans le contrat une condition de cette nature. Sitôt réalisée elle entraîne la résolution de plein droit du contrat et tout intéressé peut s'en prévaloir. Cette résolution, se produisant en vertu de la commune volonté des parties, ne donne jamais lieu à des dommages-intérêts au profit de celle qui en supporte le préjudice.

5) *Condition résolutoire tacite.*

Sur ce point nous ne saurions appliquer les dispositions de la loi autrichienne du 26 décembre 1895 sur le droit d'auteur dont l'article 20 s'exprime de la façon suivante : « lorsque l'auteur a transmis son œuvre à un tiers en vue de la faire éditer ou représenter publiquement et que dans le délai de trois ans, l'édition ou la représentation n'a pas eu lieu, contre le gré et sans la faute de l'auteur, celui-ci rentre dans son droit primitif de disposer de l'œuvre, et il sera libre d'exiger l'exécution du contrat ou des dommages-intérêts, ou de disposer autrement de l'œuvre sans être tenu de restituer la rétribution reçue. Il n'est pas permis de stipuler d'avance, par des conventions, ni la renonciation à ce droit de libre disposition, ni la prorogation du délai fixé ci-dessus » (2). Cette disposition est

(1) Huard fils, n° 409. — V. Code de comm. hongrois, art. 534, § 3.

(2) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 3.

d'un caractère tout spécial ; elle établit une sorte de condition résolutoire tacite provenant de ce fait qu'il se sera écoulé trois ans depuis la remise du manuscrit, sans que l'éditeur ait effectué dans ce délai la publication. A partir de ce moment, l'auteur peut, ou exiger l'exécution du contrat, ou demander des dommages-intérêts et disposer autrement de l'œuvre, c'est-à-dire obtenir la résolution du contrat, tout en gardant néanmoins la rétribution qu'il a déjà reçue s'il s'arrête à cette dernière mesure.

La résolution tacite de la loi autrichienne diffère donc profondément de celle du droit commun en ce sens que l'auteur conserve ses honoraires en dehors de tous dommages-intérêts, que nous ne voyons pas qu'elle permette au tribunal du surseoir au prononcé de la résolution et de donner un délai à l'éditeur pour exécuter le contrat, en ce qu'enfin elle n'est acquise que trois ans après la remise du manuscrit.

Nous ne voyons pas la nécessité de ces règles exceptionnelles, et pensons au contraire que la condition résolutoire tacite doit se régler sur le droit commun. Il s'agit simplement ici de l'application de l'article 1184 du Code civil : c'est le pacte comissoire tacite sous-entendu dans tous les contrats synallagmatiques, lorsque l'une des parties ne satisfait pas à son engagement. Nous y avons fait de fréquentes allusions au cours de nos explications sur les obligations de l'auteur et de l'éditeur. La résolution tacite, rappelons-le brièvement, se distingue de la résolution résultant d'une convention expresse par trois traits principaux (1) : elle n'est pas résolue de plein droit, mais doit être poursuivie en justice, le juge est libre d'apprécier les

(1) Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 945.

raisons qui ont empêché l'exécution du contrat et d'accorder un délai selon les circonstances, enfin celui qui demande la résolution peut réclamer en plus des dommages-intérêts relatifs au préjudice qu'il supporte.

Nous ne reviendrons pas sur le détail des circonstances dans lesquelles la résolution du contrat peut ainsi être provoquée et dont nous avons eu l'occasion de signaler déjà un certain nombre. Une question discutable que M. Pouillet se contente de poser sans donner une solution (1) trouvera ici sa place ; nous voulons parler de l'influence du suicide de l'auteur sur le contrat d'édition. Cela sera d'un certain intérêt lorsque ce contrat porte sur toutes les éditions à venir jusqu'à l'expiration du droit de l'auteur dans la personne de ses héritiers. L'époque de cet événement est basée sur celle de la mort de l'auteur. Si celui-ci en hâte le moment il contrevient à son obligation de faire jouir l'éditeur qui pourrait, pensons-nous, demander à faire prononcer la nullité du contrat. Mais si l'auteur n'avait abandonné à l'éditeur son droit de publication que pour un nombre limité d'éditions, la question du suicide ne présenterait plus d'intérêt et la situation devrait être envisagée de même que dans le cas de mort naturelle.

Suicide de
l'auteur.

On se demande également si la mort d'une des deux parties ou la faillite de l'éditeur mettent fin au contrat ; cela revient à chercher si le contrat d'édition est fait *intuitu personæ*. Nous n'en dirons rien ici, réservant cette discussion à l'étude des rapports d'une des parties avec les ayants cause de l'autre.

(1) Pouillet, n° 257.

VARIÉTÉS DU CONTRAT D'ÉDITION.

Les diverses conventions que nous allons étudier ne sont que des variétés du contrat d'édition en ce sens qu'elles ont toujours le même objet, c'est-à-dire le droit de publication. Ce qui diffère, ce sont les conditions de la transmission de ce droit et par suite le lien juridique qui s'établit entre les parties. Ces variétés empruntent la forme de certains contrats nommés, réglés par le Code civil. Nous examinerons leurs caractères distinctifs et les dérogations au droit commun qu'elles comportent. D'ailleurs, en dehors des règles particulières à chacune d'elles, ce sont celles du contrat d'édition proprement dit qu'il faut leur appliquer.

CHAPITRE I

LOUAGE DE CHOSES

Ce qui caractérise ce contrat, c'est que l'éditeur n'acquiert pas de l'auteur un droit réel comme dans le contrat d'édition proprement dit, mais seulement un droit personnel, une créance de jouissance. Un tel contrat est très rare, car il présente moins d'avantages que le précédent aussi bien pour l'auteur que pour l'éditeur.

L'éditeur n'a
qu'un droit
personnel

Il est plus désavantageux pour l'auteur en ce sens que le locataire n'est pas obligé d'effectuer la publication. C'est du moins l'opinion générale (1) et on la justifie le plus souvent en disant que l'obligation de jouir qui incombe au preneur d'une maison ou d'un fonds de terre tient à la nature de ces immeubles qui subiraient une dépréciation s'ils n'étaient pas entretenus, au lieu qu'une œuvre littéraire conserve toute sa valeur intrinsèque en restant inédite. L'argument ne nous paraît pas sans réplique, car sans parler des œuvres d'actualité, auxquelles même une publication différée peut faire un tort considérable, il paraît difficile à concilier avec les termes de l'article 1728 du Code civil qui décide que « le preneur est tenu.... d'user de la chose louée en bon père de famille, et sui-

(1) Huard fils, n° 135. — Lardeur, p. 29.

vant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances à défaut de convention..... » Or la destination normale d'un ouvrage de littérature est d'être édité. Il faut donc chercher ailleurs la raison de cette faculté pour l'éditeur de s'abstenir de la publication. Nous croyons qu'elle n'est pas essentielle au contrat que nous étudions, mais qu'elle résulte plutôt des circonstances dans lesquelles il intervient et peut présenter quelque utilité.

D'autre part, ce contrat est moins avantageux pour l'éditeur qui, n'ayant plus qu'un droit personnel, ne peut de toute façon poursuivre directement ceux qui troublent son exercice. Il faut, en effet, se conformer à la distinction de l'article 1725 du Code civil, suivant qu'il s'agit d'un trouble apporté par voie de fait à la jouissance ou résultant de la prétention à un droit sur l'ouvrage (1). Dans le premier cas seulement, l'éditeur a qualité pour poursuivre le contrefacteur en son propre nom, tandis que dans le second, il est obligé de mettre en cause l'auteur, son bailleur, et de l'appeler en garantie. Là se borne d'ailleurs le préjudice dont souffre l'éditeur pour n'avoir qu'un droit personnel ; il n'aurait pas à redouter la cession que l'auteur ferait postérieurement à un tiers, puisque conformément à l'article 1743 du Code civil, le cessionnaire devrait respecter le bail authentique ou ayant date certaine, conclu entre l'auteur et l'éditeur.

Application
pratique du
contrat de loua-
ge de choses.

Dans la pratique, on ne trouve guère qu'un exemple de contrat d'édition revêtant la forme de louage de choses : il est conclu entre la Société des gens de lettres et les journaux qui ont un traité avec elle. Nous savons que ses

(1) Lardeur, p. 26.

membres lui cèdent le droit de reproduction de leurs ouvrages dans les journaux. L'exercice de ce droit est réglé dans l'article 26 du règlement intérieur du 21 février 1892 ; il y est dit : « la reproduction des œuvres des sociétaires ou adhérents n'est permise qu'aux journaux et recueils périodiques qui ont traité avec la Société... » et l'article 27 ajoute : « la Société agissant par son Comité, exerce le droit apporté en société d'autoriser la reproduction, en traitant avec tous les journaux, revues et recueils périodiques paraissant en France et à l'étranger. Elle ne peut traiter avec chaque journal que moyennant une rétribution à payer à la caisse sociale ». Cette obligation d'un prix à payer est bien caractéristique du louage de choses auquel elle est essentielle (art. 1709 du Code civil), tandis qu'elle est seulement de la nature du contrat d'édition proprement dit. Enfin, le même article 27 termine en ces termes : « Ces traités ne peuvent être faits qu'au nom et au profit de la Société et jamais au nom et au profit d'un auteur ni pour une œuvre déterminée ». C'est à cette dernière clause qu'il faut, pensons-nous, rattacher la faculté qui appartient au journal locataire de l'ouvrage d'éditer ou de ne pas éditer à son gré.

Le contrat de louage de choses ne trouve donc, en matière d'édition, qu'une application fort restreinte et toute spéciale. Les auteurs y ont rarement recours pour leur compte personnel et on ne doit pas le présumer. Toutefois, dans un intéressant article sur le contrat d'édition (1), M. Eisenmann a prétendu faire entre le contrat d'édition et le louage des choses une assimilation complète. Il le dé-

Distinction
entre le contrat
d'édition pro-
prement dit et
le louage de
choses.

(1) Compte rendu de l'Académie des Sciences morales et politiques, 1894, p. 323.

finit « le bail d'une œuvre littéraire, d'art graphique ou de musique, par voie de publication », puis il développe fort ingénieusement sa thèse, en rapprochant des règles ordinaires du louage de choses celles du contrat d'édition. Mais, sous les séductions du raisonnement, on retrouve aisément le paradoxe, et l'on s'aperçoit bientôt que ce que l'auteur donne comme type du contrat d'édition est plutôt le type d'un contrat idéal que celui qui convient à notre législation. Que le contrat d'édition ait des ressemblances avec le louage, nous n'y contredisons pas, nous l'avons même constaté, mais sur plusieurs points, il s'en distingue très nettement. Ainsi, il confère un droit réel à l'éditeur, ce qui est tout à fait inconciliable avec le droit de jouissance du preneur qui est essentiellement personnel. Le contrat d'édition ne nécessite pas toujours un prix à payer à l'auteur, tandis que le preneur en doit toujours un. Enfin, alors que le contrat d'édition est toujours fait en vue de la publication, on admet, nous l'avons dit, que dans le louage la publication est une simple faculté.

CHAPITRE II

LOUAGE D'OUVRAGE DE LA PART DE L'AUTEUR

L'auteur et l'éditeur passent un contrat de louage lorsque l'œuvre n'existe qu'à l'état de projet et que l'auteur s'engage à l'écrire moyennant un salaire déterminé et sur la commande de l'éditeur. Comme le contrat d'édition proprement dit est susceptible de porter également sur une œuvre future, il est parfois fort difficile de distinguer les deux contrats. On se basera sur ce que, dans un contrat d'édition, l'auteur n'est pas tenu de composer l'œuvre projetée, mais s'engage seulement à la donner à l'éditeur et non à un autre s'il vient à l'écrire, tandis que dans le louage, l'exécution de l'ouvrage est une obligation pour lui (1), obligation de faire qui, n'étant pas susceptible d'exécution forcée, se résoudra en dommages-intérêts si l'auteur refuse d'y satisfaire (2).

Lors donc que les termes employés par les parties ne manifesteront pas leur volonté de recourir à l'un ou l'autre des contrats, il faudra rechercher s'il y a réellement commande de l'éditeur à l'auteur ou simplement projet d'une œuvre à écrire avec convention relative à son édi-

(1) Huard fils, n° 118.

(2) Lardeur, p. 40.

tion en cas de réalisation de ce projet. Souvent aussi, le juge trouvera un précieux indice dans les stipulations relatives au prix ; s'il est proportionnel au nombre des exemplaires vendus, presque toujours le contrat d'édition est à présumer, au lieu qu'il faut incliner à voir un louage d'ouvrage quand le prix est déterminé à l'avance, ce contrat ne supposant pas comme l'autre *l'affectio societatis*. Cette distinction ne doit être admise d'ailleurs, qu'avec une extrême prudence et dans le doute, on devrait incliner à voir dans la convention un contrat d'édition pur et simple.

Qui est titulaire du droit de propriété littéraire.

Lorsque l'auteur loue ses services à qui appartient la propriété littéraire, qui devient titulaire des droits que la loi y affecte ? On admet généralement qu'ils sont l'apanage exclusif de l'éditeur et que le travail étant accompli par l'auteur pour le compte de ce dernier, il en est le seul maître. M. Pouillet professe cette doctrine et enseigne que, « quand même le nom de l'auteur figurerait dans l'ouvrage, c'est à celui qui a fait la commande seul qu'appartiendrait sinon la qualité d'auteur, du moins le droit de propriété (1) ». M. Lardeur est du même avis (2) que fortifient encore plusieurs décisions de jurisprudence (3). C'était enfin le système du Code civil autrichien dont l'article 1170 est ainsi conçu : « Lorsqu'un auteur se charge de composer un ouvrage d'après un plan qui lui est soumis par l'éditeur, il n'a droit qu'à la rémunération convenue. Par suite, l'éditeur a le droit absolu de faire des

(1) Pouillet, n° 190.

(2) Lardeur, p. 138.

(3) Cour de Paris, 16 janvier 1864 ; Pataille, 1869, 346. — Cour de Paris, 27 février 1866 ; Pataille, 1866, 361. — Cour de Paris, 3 avril 1867 ; Pataille, 1867, 175.

éditions (1) » ; mais l'application de ce texte serait contrariée aujourd'hui par l'alinéa 1 de l'article 10 de la nouvelle loi autrichienne du 26 décembre 1893, sur le droit d'auteur, qui déclare que « jusqu'à preuve contraire, est considéré comme auteur d'une œuvre publiée, celui dont le vrai nom est indiqué comme nom d'auteur lors de l'apparition de l'œuvre (2) ».

La loi suisse sur la propriété littéraire du 23 avril 1883, contient dans son article 1, § 2, une disposition qui accorde les droits d'auteur à celui pour le compte duquel il a travaillé lorsque ce dernier est lui-même un *écrivain* : « L'écrivain qui travaille pour le compte d'un autre écrivain est censé avoir cédé à celui-ci son droit d'auteur, à moins de convention contraire (3) ». M. Delalande fait remarquer (4) que cette présomption ne s'applique pas lorsque l'écrivain a travaillé pour le compte d'autres personnes qu'un écrivain, par exemple pour un éditeur : « Si le patron, dit le commissaire du Conseil des Etats, est lui-même écrivain, on est fondé à admettre que ses employés travaillent d'après ses idées ; s'il n'est qu'entrepreneur, il y a danger que l'auteur véritable soit exploité au service de l'industrie ; en faveur d'entrepreneurs de cette catégorie, il y a toujours le deuxième alinéa qui leur donne la faculté d'acquérir le droit d'auteur par convention, mais cet alinéa présente pour l'auteur une garantie que la chose ne se fera pas sans son consentement et sans indemnité ». M. Huard est très catégorique dans le même sens (5). Il

(1) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 146.

(2) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 1.

(3) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 534.

(4) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 535, note.

(5) Huard fils, n° 119.

estime que le fait de la commande de l'éditeur n'indique pas que l'auteur ait entendu lui abandonner tous ses droits et il décide que le louage d'ouvrage doit être mêlé à un contrat d'édition plutôt qu'à un contrat de vente.

Nous sommes absolument de cet avis. De ce que l'éditeur a commandé l'ouvrage, il n'en résulte pas qu'il en soit l'auteur. L'écrivain conserve cette qualité et, même le voulant, il n'a pu céder à l'avance tous les droits qu'elle comporte, le droit moral étant incessible. Quant au droit de disposition, il est douteux qu'il s'en soit dépouillé, de sorte qu'à défaut de disposition contraire nous appliquerons les règles du contrat d'édition à côté de ce louage d'ouvrage de l'auteur et que nous dirons que dans ce contrat, comme dans le contrat d'édition proprement dit, l'éditeur n'acquiert que le droit d'édition. — A l'appui de la thèse que nous soutenons nous pouvons invoquer l'opinion de la commission extraordinaire de la Bourse des libraires allemands, instituée pour donner son avis sur la révision de la législation interne en matière de droit d'auteur, qui, dans un fascicule intitulé *Beitrag zum Urheberrecht*, examinant les rapports entre les auteurs et les éditeurs, dit en ce qui concerne le cas d'un louage d'ouvrage de la part de l'auteur (1) : « mais tous ces droits se rattachent par leur nature au droit d'édition ; le droit d'auteur n'est pas touché. L'auteur reste le titulaire du droit primordial, l'éditeur n'a qu'un droit dérivé. En particulier les droits individuels de l'auteur sont intangibles ; il est défendu à l'éditeur d'apporter à l'œuvre une modification quelconque, de sa propre autorité. »

Un arrêt de la Cour de Bruxelles du 23 décembre 1895

1° *Le droit d'auteur*, 1896, p. 92.

a consacré le même principe (1). Un auteur qui s'était engagé vis-à-vis d'un éditeur à écrire des ouvrages déterminés ayant apporté des retards à la remise de son manuscrit, l'éditeur avait fait continuer l'œuvre par un tiers. Il soutenait que l'auteur, par le fait de la commande de l'œuvre sous un titre imposé et d'après un plan déterminé, avait abandonné la libre disposition du travail entrepris et que ses droits étaient uniquement ceux dérivant d'un contrat de louage d'ouvrage. La Cour a repoussé cette prétention, et, rappelant que les renonciations ne se présumant pas, elle a déclaré que l'éditeur, en faisant continuer l'œuvre de l'auteur sous son nom, avait causé à celui-ci un préjudice résultant non seulement de la privation des bénéfices que lui assurait son traité, mais encore de l'atteinte aux droits personnels dérivant de la propriété de son nom.

Est-ce à dire que le droit d'édition cédé à l'éditeur soit exactement le même dans le louage de services de l'auteur et dans le contrat d'édition proprement dit ? Nous ne le pensons pas : une différence les sépare et c'est en cela que les deux contrats se distinguent. Dans le contrat d'édition, nous avons décidé qu'à moins d'une stipulation contraire, l'auteur n'abandonne à l'éditeur qu'une seule édition. Dans le louage d'ouvrage, c'est la présomption inverse qu'il faut admettre : l'éditeur qui a commandé l'œuvre doit en profiter aussi largement que possible et pour cela être en droit d'en tirer autant d'éditions qu'il y aura lieu.

Nombre d'éditions à tirer.

L'auteur est tenu, comme dans le contrat d'édition proprement dit, aux obligations de livrer et de garantir, auxquelles vient s'ajouter une troisième, l'obligation de com-

Obligation de composer l'ouvrage.

(1) *Le droit d'auteur*, 1896, p. 28.

poser l'ouvrage commandé. Il ne peut se décharger de ce soin sur un tiers, car le contrat qui le lie à l'éditeur est fondé sur *l'intuitus personæ*, mais il peut évidemment se faire aider par des auxiliaires qui lui fournissent les matériaux nécessaires à son œuvre. Il doit donner à son travail le même soin qu'il a donné à ceux qu'il a faits précédemment, sans quoi l'éditeur serait libre de le refuser en démontrant que tel quel, il ne répond pas au but commercial qu'il poursuivait.

Obligations de l'éditeur.

Quant à l'éditeur, il est obligé de publier. L'auteur a un intérêt moral à la publication et les liens où il s'est engagé lui interdisent de confier ce soin à un autre éditeur. Enfin un prix lui est dû. L'éditeur l'a chargé de travailler pour son compte, ce qui prouve qu'il pensait y trouver son avantage. Il faut qu'il l'en rémunère et l'on ne voit pas qu'il puisse objecter ici, comme dans le contrat d'édition ordinaire, que l'auteur est suffisamment rétribué de sa peine par l'avantage qu'il retire de la publication (1).

Composition d'œuvres collectives.

Il existe une sorte de louage d'ouvrage de l'écrivain qui répond à des règles différentes de celles que nous venons de poser ; nous entendons parler de celui qui intervient pour la composition d'œuvres collectives, telles que les répertoires de jurisprudence et les encyclopédies. En pareil cas, il y a un louage d'ouvrage accompagné de vente, ce qui constitue une dérogation au principe que nous avons posé en tête de ce chapitre, d'après lequel ce sont les règles du contrat d'édition qu'il faut appliquer à côté des règles spéciales aux contrats que nous étudions.

D'ordinaire, ces travaux de compilation s'exécutent sous la conduite d'un directeur qui s'adresse à différents écri-

(1) Contra : Huard fils, n° 120.

vains et commande à chacun l'élaboration des matières les plus en rapport avec ses connaissances spéciales. Ceux-ci rédigent les articles qui leur sont confiés et les remettent au directeur qui les amende, les corrige à son gré et les publie sous son nom réunis en un corps de volume. Suivant en cela l'opinion générale, nous admettons sans difficulté que les écrivains qui ont loué leurs services dans ces circonstances perdent tout droit de propriété littéraire sur leurs articles dès qu'ils sont réunis et que cette propriété appartient en totalité à celui pour le compte de qui ils ont travaillé ; si bien que celui qui a écrit ainsi un article pour une encyclopédie a le droit d'écrire des ouvrages sur le même sujet, mais qu'il lui est interdit de reproduire son ouvrage en y apportant des changements et améliorations (1).

Cette situation tient surtout à ce qu'à proprement parler ceux qui composent les articles ne sont pas les auteurs de l'ouvrage. On pourrait être tenté de les prendre pour des collaborateurs ; ce serait une confusion dangereuse. Le véritable, et en réalité, le seul auteur du recueil, c'est celui qui opère la publication en son nom et pour le compte duquel les autres écrivains ont travaillé. Ces derniers se sont bornés à accumuler des matériaux trop nombreux pour qu'un seul les puisse réunir, après quoi le directeur s'en est servi pour édifier son œuvre, libre de les employer tels quels, de les modifier, ou de ne pas les employer du tout. Ce qui confirme notre manière de voir, c'est que le nom des rédacteurs n'est généralement pas joint à leurs articles lorsqu'ils entrent dans la compila-

(1) Corr. Seine, 16^e janvier 1834. — *Gazette des Tribunaux*, 20 janvier 1834.

tion et qu'ainsi l'intérêt qui s'attache au droit moral de l'écrivain ne suit pas leur personne. La solution que nous donnons sur ce contrat spécial est d'ailleurs conforme à celle de la loi suisse sur la propriété littéraire du 23 avril 1883 qui, nous l'avons vu, statue dans le même sens (art. 1, § 2).

Bien entendu, on pourrait toujours convenir que chaque auteur conservera ses droits ; tel serait le cas où l'écrivain n'a pas touché le prix de son article, mais n'a reçu que des droits de reproduction. Alors encore les droits de chaque auteur seraient différents de ceux des collaborateurs, car l'œuvre est divisible tandis que nous avons vu qu'en matière de collaboration elle est indivisible.

Bien que contraire aux idées que nous émettons sur ce point, il convient de signaler en terminant la loi autrichienne du 26 décembre 1893 qui pose dans son article 8 un principe intéressant en ce sens que dans une certaine mesure il sauvegarde les droits des écrivains qui ont participé à l'œuvre collective : « Quand il s'agit, y est-il dit, de publications composées de travaux distincts provenant de différents collaborateurs, mais formant un tout homogène, il existe un droit d'auteur double : le droit sur l'ensemble appartient à la personne qui édite la publication, le droit sur les travaux distincts, aux auteurs de ceux-ci. Toutefois, dans le cas où ils en feraient des éditions séparées, ces auteurs seront tenus d'indiquer la publication où a paru d'abord leur travail ».

CHAPITRE III

LOUAGE D'OUVRAGE DE LA PART DE L'ÉDITEUR

L'auteur fait la publication à ses frais ; il en prend les risques à sa charge, mais se trouvant dans l'impossibilité de mener lui-même cette entreprise à bien, il en confie le soin, moyennant un prix, à un éditeur qui se trouve tout désigné pour cela par son activité, sa compétence, son outillage et ses relations avec les imprimeurs. Ce contrat intervient assez fréquemment au sujet d'ouvrages d'un écoulement douteux, mais dont la publication n'en est pas moins intéressante, souvent même nécessaire pour l'auteur. Un exemple typique est le contrat qui se passe habituellement pour l'impression des thèses de doctorat. Tirées à un nombre d'exemplaires restreint, dont la plupart sont distribués gratuitement, le peu qui en reste trouve rarement des amateurs nombreux aux étalages des libraires. On comprend que l'auteur assume les frais d'une telle publication et que l'éditeur se borne à contracter un louage d'ouvrage.

L'éditeur supporte l'avance des frais et s'engage personnellement à l'égard de l'imprimeur ; mais il retrouve le montant de ses déboursés dans le prix stipulé. C'est d'habitude une somme fixe moyennant laquelle l'auteur

Rétribution
de l'éditeur.

a droit au tirage d'un nombre déterminé d'exemplaires dont il devient propriétaire. D'autrefois, en plus de cette somme fixe, l'éditeur stipule un tant pour cent sur les ouvrages vendus. Alors, comme dans le contrat d'édition proprement dit, le prix de vente des exemplaires forme deux parts distinctes, l'une que l'éditeur conserve, l'autre qu'il remet à l'auteur ; mais tandis que dans le contrat d'édition l'éditeur est propriétaire des exemplaires, dans ce contrat de louage ils restent la propriété de l'auteur et le prix que l'éditeur perçoit sur la vente doit être envisagé comme un salaire. Le louage d'ouvrage qui lie ce dernier à l'auteur est double et comporte également un double salaire. Il a trait d'une part à l'impression pour laquelle il touche un prix déterminé et d'autre part à la mise en vente, et le profit qui y est affecté de ce chef varie selon les résultats de la vente. Si l'éditeur est intéressé au succès de cette vente, c'est de la même manière que certains commis le sont aux opérations de leurs patrons qui leur confient une part dans les bénéfices en retour de leurs services. En pareil cas, *l'affectio societatis* faisant défaut, le contrat se résout en un véritable louage (1).

Nous en concluons que, propriétaire exclusif de tous les exemplaires, l'auteur peut à son gré interrompre la mise en vente. C'est l'application de l'article 1794 du code civil : « le maître peut résilier, par sa seule volonté, le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans cette entreprise. »

(1) Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. I, n° 266. — Lardéur, p. 113.

Ce principe est encore fécond en conséquences qui marquent autant de différences avec le contrat d'édition proprement dit. Ainsi l'auteur peut toujours renoncer à la publication, refuser de livrer son manuscrit ou, s'il l'a déjà fait, le reprendre en indemnisant l'éditeur de ses dépenses. A toute époque, il a le droit de faire les modifications qu'il veut moyennant un salaire supplémentaire, proportionné au surcroît de travail et de déboursés qu'il procurera ainsi à l'éditeur.

Différences
avec le contrat
d'édition pro-
prement dit.

L'obligation de publier qui incombe à l'éditeur est la même que dans le contrat d'édition pur et simple ; mais le droit qu'il acquiert est tout différent. Il n'a qu'un droit personnel de créance sur l'auteur et ne peut prétendre à aucun droit réel sur l'ouvrage ; il n'a donc pas qualité pour poursuivre les contrefacteurs en son nom personnel (1). Le droit de publication n'est pas démembré à son profit, et l'auteur conserve sur son œuvre tous les attributs de la propriété littéraire.

Dernière différence enfin avec le contrat d'édition, la mort de l'éditeur met fin au louage d'ouvrage de ce dernier, par application de l'article 1795 du Code civil, tandis que, nous le verrons plus loin, le contrat d'édition se continue entre l'auteur et les héritiers de l'éditeur.

MM. Huard et Lardeur (2) distinguent avec soin le louage d'ouvrage de l'éditeur et le contrat de commission. Ils ont raison, car ce dernier contrat suppose que l'acte accompli par le commissionnaire au nom du commettant est un acte de commerce à l'égard de ce dernier. Or, l'auteur qui s'édite à son compte ne fait pas un acte de com-

Différence
avec le contrat
de commission

(1) Huard fils, n° 132. — Contrà : Pouillet, n° 629.

(2) Huard fils, n° 129. — Lardeur, p. 34.

merce : il est dans la situation d'un propriétaire qui vend les produits de son fonds, ce qui n'est pas une opération commerciale, même quand ce propriétaire fait subir à ces produits certaines opérations avant de les livrer au public.

CHAPITRE IV

MANDAT

Nous entendons parler ici d'un mandat d'une nature spéciale, par lequel un auteur charge un éditeur de faire la publication en son nom. Un salaire est généralement stipulé, ce qui n'a rien d'incompatible avec l'idée de mandat (art. 1986, C. civ.), mais il ne sert qu'à rétribuer l'éditeur de son travail personnel ; les frais et les avances qu'il est obligé de faire lui sont remboursés à part et au prix qu'ils lui ont coûté (art. 1999, § 1, Code civil), tandis que dans le louage d'ouvrage de l'éditeur, le montant de ces dépenses est généralement fixé à forfait et compris dans le prix. Une autre différence entre les deux contrats, c'est que dans le mandat, l'auteur est tenu personnellement vis-à-vis des tiers avec lesquels l'éditeur contracte dans l'exercice de son mandat : ainsi, les marchands de papier, imprimeurs et brocheurs auront une action directe contre lui et seront sans droit contre l'éditeur. Enfin, tandis que l'éditeur qui loue ses services est obligé d'effectuer la publication, celui qui n'est que mandataire de l'auteur peut toujours se soustraire à cette obligation, car le mandat prend fin par la renonciation du mandataire au mandat, sauf, bien entendu, le tempérament de l'article 2007, ali-

Différences
avec le louage
d'ouvrage de
l'éditeur.

néa 2 du Code civil : « Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra en être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat sans en éprouver lui-même un préjudice considérable. »

Hypothèse où
le mandataire
trouve sa raison
d'être.

Pour ces raisons, un tel contrat se rencontre très peu dans la pratique.

On ne le conçoit guère que dans des cas analogues à celui qui fait l'objet d'un louage d'ouvrage de l'éditeur : Il faudrait supposer que l'auteur ait une confiance exclusive en ce dernier bien que celui-ci n'ait plus aucun crédit auprès de ses fournisseurs, auraient pour ce motif, exigé un engagement personnel de l'auteur envers eux.

CHAPITRE V

SOCIÉTÉ

Il y a contrat de société entre l'auteur et l'éditeur lorsqu'indépendamment de l'apport de chacun d'eux (l'ouvrage pour l'auteur, pour l'éditeur son industrie), que l'on trouve également dans le contrat d'édition proprement dit, l'un et l'autre contribuent aux bénéfices et aux pertes. Mais ce dernier caractère n'est pas un indice suffisant, car il est susceptible de se rencontrer dans le contrat d'édition. L'élément essentiel de la société, c'est l'*affectio societatis*. Il faut que ce sentiment réunisse l'auteur et l'éditeur qui font la publication en commun : c'est donc l'intention des parties seule qui permet de faire la distinction entre ces deux contrats.

Lorsque la justice a été appelée à se prononcer, elle n'a admis l'existence d'une société que lorsque l'auteur s'était engagé à supporter en cas de non réussite une partie des frais (1). Elle considère donc que l'auteur apporte son manuscrit, l'éditeur son industrie, que ces deux apports se balancent et qu'en conséquence ils doivent apporter tous les deux les fonds nécessaires à l'entreprise et

(1) Cour de Paris, 10 mars 1843. — Dalloz, Per., 1843, 4, 8. — Cour de Paris, 16 février 1844. — Dalloz, Per., 1844, 2, 163.

en supporter la perte si l'opération est infructueuse. Nous croyons qu'il faut aller plus loin et dire que, si telle est la volonté des parties, il peut y avoir société bien que l'auteur ne soit tenu que jusqu'à concurrence de son apport ; cette société se rapprocherait alors du type de l'association en participation en commandite, contrat parfaitement licite (1).

Comparaison
de cette société
avec l'associa-
tion en partici-
pation.

On admet généralement que la société entre un auteur et un éditeur est une association en participation ; elle en présente en effet les caractères principaux. Suivant les uns, l'association en participation est celle dans laquelle les associés ne se sont pas manifestés au public ; d'après les autres, c'est celle qui n'a pour but que des opérations passagères et momentanées. Peu importe le parti qu'on prenne sur ce point, la société de l'auteur et de l'éditeur répond à cette double définition. Cependant nous ne croyons pas que l'assimilation soit pleinement justifiée, car elle supposerait que cette société est commerciale, ce qui est fort douteux ainsi que cela ressort des hésitations de la Jurisprudence. Des deux arrêts de la Cour de Paris que nous rapportons plus haut, celui de 1843 décline le caractère de commercialité à la société, celui de 1844 le lui reconnaît. Nous pensons que l'acte présente un caractère mixte ; il est commercial de la part de l'éditeur, mais reste civil pour l'auteur. En effet, comme le fait observer M. Huard (2), lorsque l'écrivain risque une mise de fonds qu'il ne retrouvera peut-être pas dans les produits de l'œuvre, il ne s'agit pas d'acheter une œuvre pour la revendre, mais seulement de tirer des bénéfices de celle qui

(1) Molinier, *Droit commercial*, t. I, n° 575.

(2) Huard fils, n° 438.

appartient aux deux associés. C'est une opération purement civile et nous déciderons que cette société est une société civile. Néanmoins il n'est pas besoin d'une clause spéciale pour que l'éditeur administre et joue le rôle de gérant, il doit y avoir présomption que l'auteur a abdiqué le droit d'exercer cette fonction en concours avec lui.

A la différence du contrat d'édition proprement dit, ce contrat de société sera résolu par la mort, l'interdiction ou la déconfiture de l'un des associés (art. 1885, § 4, C. civ.), et par la faillite de l'éditeur.

Modes de résolution particuliers à la société.

DEUXIEME PARTIE

VENTE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE A L'ÉDITEUR

Nous donnons la qualification de vente au contrat dont nous abordons l'étude uniquement par respect pour une terminologie aujourd'hui généralement admise. La vente, en effet, consiste dans l'obligation de transférer la propriété d'une chose à l'acheteur moyennant un prix payé par lui, et il serait inexact de dire que l'auteur cède à l'éditeur, pour un prix donné, sa propriété littéraire. Ici, tout comme dans le contrat d'édition, il se borne à la démembrer au profit de l'éditeur, seulement ce démembrement est plus étendu.

Ou pourrait admettre toutefois que l'auteur cédât à l'éditeur sa propriété littéraire, c'est-à-dire qu'il fit abdication complète de sa qualité d'auteur. Cela se conçoit lorsqu'il s'agit de la vente d'articles pour des compilations telles que les répertoires et les encyclopédies ; l'hypothèse est voisine de celle déjà formulée à propos du louage. Seulement, au lieu que l'éditeur de ces sortes d'ouvrages en commande le texte à des écrivains, il faut supposer que ceux-ci ont déjà composé des articles qui lui conviennent et qu'ils les lui cèdent moyennant un prix en le laissant

Cas où la vente peut être parfaite.

libre d'en faire ce que bon lui semblera, de les publier tels quels ou avec les modifications qu'il lui plaira, ou même de ne pas les publier du tout. — On peut citer encore le cas d'un écrivain pauvre à qui un éditeur achète un manuscrit pour en disposer complètement, l'auteur se dépouillant de tous ses droits moyennant un prix.

En pareil cas, la seule obligation de l'éditeur vis-à-vis du cédant consiste à ne pas publier sous la signature de ce dernier (1), mais sous la sienne propre ou sans signature. C'est lui en effet qui se présentera comme l'auteur vis-à-vis du public et qui assumera la responsabilité de l'ouvrage. — Il y a bien alors vente pure et simple de la propriété au sens propre du mot, et une fois le prix payé par l'éditeur l'auteur ne conserve plus aucun droit sur son œuvre. Mais ce n'est là qu'une hypothèse toute spéciale et exceptionnelle que l'on ne doit pas présumer.

En quoi consiste la vente dont il s'agit ici.

Le contrat que nous voulons examiner sous le nom de vente n'est généralement qu'une cession partielle des droits de l'auteur et il présente des caractères très particuliers. Nous les étudierons d'abord, après quoi nous verrons quelles conséquences en découlent et quelles sont notamment les obligations des parties.

(1) Huard fils, n° 416.

CHAPITRE I

CARACTÈRE DE LA VENTE

On sait que les droits de l'auteur sont de deux sortes, Inaliénabilité du droit moral de l'écrivain. moraux et pécuniaires. Les premiers, attachés d'une manière très précise à la personne de l'écrivain ne tombent pas dans le commerce. Du moment que son nom est joint à la publication, il assume la responsabilité des idées et des théories qu'elle renferme, il conserve en conséquence le droit de veiller à ce que l'intégralité du texte soit respectée par l'éditeur. Ce droit moral, en raison même de sa nature est inaliénable.

Il en est autrement des droits pécuniaires. Nous avons Aliénabilité du droit de disposition. montré que la cession du droit de publication forme l'objet du contrat d'édition. Quant au droit de disposition, il a pour but de permettre à l'auteur de tirer le parti qu'il lui plaît des profits pécuniaires de l'édition. Bien qu'il le conserve souvent pour lui, il est libre de le transmettre et peut le céder à titre onéreux comme à titre gratuit. C'est ainsi qu'il n'est pas rare que des écrivains le constituent en dot à leurs enfants. S'ils le préfèrent, ils peuvent également le vendre et s'assurer ainsi un prix déterminé plutôt que de suivre la fortune toujours incertaine de la publication. Que cette cession soit consentie à un éditeur, nous sommes en présence du contrat que nous désignons

Définition de la vente de la propriété littéraire.

sous le nom de vente de la propriété littéraire. Nous le définirons donc : le contrat par lequel un auteur cède à un éditeur, moyennant un prix, tous les droits pécuniaires, (droit de publication et droit de disposition) qu'il possède sur son œuvre et ne conserve sur celle-ci que le droit moral attaché à sa qualité d'auteur.

Cette distinction entre les droits afférents à la propriété littéraire a été fort bien sentie par M. Nion et il l'exprime en des termes qu'il est intéressant de reproduire car ils la mettent en relief (1) : « Nous divisons ici, comme toujours, dit-il, le droit de copie, et nous pensons que la vente n'a pour résultat que de dépouiller l'auteur de la propriété matérielle du droit de percevoir les produits pécuniaires de l'exploitation. Mais quant au droit de surveillance sur l'œuvre en vue de la science et de la réputation de l'écrivain, quant à cette espèce de domaine éminent, nous le réservons au vendeur, comme l'ancienne jurisprudence en conservait un semblable à la personne qui créait un fief ou constituait une emphythéose. L'acheteur, de même que l'emphythéote et le possesseur servant le fief, n'acquiert que le domaine utile ».

Droits que l'auteur conserve.

Etant donné que nous avons établi que le droit moral de l'auteur est inaliénable, qu'il le conserve dans le contrat que nous étudions présentement et que nous avons montré l'importance considérable de ce droit, on comprendra que nous nous montrions très larges dans l'appréciation des droits que l'auteur conserve dans la vente de sa propriété littéraire à raison de son droit moral. Non seulement il continue à exercer son contrôle sur les tirages de son œuvre et conserve le droit d'en revoir les épreuves pour

(1) Nion, p. 299.

s'assurer de leur conformité avec le manuscrit ; il peut encore exiger que la publication ait lieu (et nous nous expliquerons plus loin sur ce point) afin que l'ouvrage soit livré à la publicité à laquelle il est naturellement destiné (1). Enfin, il conserve un droit personnel de poursuivre les contrefacteurs. « La contrefaçon, dit M. Pouillet (2), a précisément pour but de ravir à l'auteur le mérite de sa composition pour l'attribuer à un autre ; elle porte par suite atteinte à la prérogative, au droit dont l'auteur ne s'est pas dépouillé, et il semble juste de lui permettre de défendre ce qui doit être son bien le plus cher ». La Jurisprudence a pourtant décidé en sens contraire (3) que lorsqu'un artiste (dans l'espèce un sculpteur) a cédé son œuvre et ses droits d'auteur, ce n'est plus à lui, mais au cessionnaire seul qu'appartient désormais le droit d'exercer des poursuites en contrefaçon ; mais elle accorde à l'auteur une autre action en réparation du préjudice qu'il ressent et qui paraît être dans son esprit celle de l'article 1382 du Code civil (4). Nous nous refuserons à accepter cette manière de voir, car du moment que l'auteur conserve un droit sur son œuvre, c'est qu'il n'a pas transmis toute sa propriété, et la publication dont il se plaint lui porte préjudice quant à la portion qu'il en a conservée ; elle est donc bien une contrefaçon au sens de l'article 425 du Code pénal.

Quelle est la nature du contrat à l'égard des parties ?
 Pour le cessionnaire, c'est une acquisition à titre onéreux
 d'un capital mobilier ; comme elle est toujours faite dans

Nature du
 contrat à l'é-
 gard des par-
 ties.

(1) Contrà : Lardeur, p. 23.

(2) Pouillet, n° 633.

(3) Cour de Paris, 6 avril 1850. — Dalloz, Per., 1852, 2, 159.

(4) Comp. Seine, 14 mars 1860. — Dalloz, Per., 60, 3, 16.

un intérêt de spéculation, qu'elle est en réalité un achat pour revendre, elle constitue un acte de commerce et exige de la part de l'éditeur la même capacité que pour passer un contrat d'édition. Pour l'auteur, au contraire, la vente de la propriété littéraire suppose une capacité différente car à son point de vue la nature des deux contrats est très distincte. Son droit moral reste bien ce qu'il est dans le contrat d'édition et à son sujet nous n'avons pas à revenir sur ce que nous avons dit en étudiant ce dernier (page 42). Mais quant aux droits pécuniaires, ce n'est plus un acte d'administration que fait l'auteur, l'exploitation d'un capital afin de lui faire rendre les fruits qu'il est susceptible de produire; c'est un acte de disposition, une aliénation de ce capital, nécessitant une capacité spéciale et distincte de celle requise pour le contrat d'édition.

Capacité de
l'auteur.

1) Mineur et
interdit.

Lorsque l'auteur est mineur et qu'ayant perdu son père ou sa mère il se trouve en tutelle, ou bien lorsqu'il est interdit, l'intervention de son tuteur serait insuffisante. Il lui faudrait en outre l'autorisation du conseil de famille par application de la loi du 27 février 1880, dont l'article 1 décide que « le tuteur ne pourra aliéner, sans y être autorisé préalablement par le conseil de famille, les rentes, actions, parts d'intérêts, obligations et *autres meubles incorporels quelconques* appartenant au mineur ou à l'interdit » ; et lorsque, d'après l'appréciation du conseil de famille, la valeur de l'ouvrage représentera un capital excédant 1,500 francs, sa délibération devra être soumise à l'homologation du tribunal (art. 2 de la même loi). Les mêmes formalités seraient à observer si le mineur était émancipé, tandis que nous avons admis que dans cette situation il serait capable de faire seul un contrat d'édition. L'article 4 de la loi de 1880 assimile en effet le mi-

neur émancipé au mineur en tutelle, quant à l'aliénation de ses capitaux mobiliers et ne fait exception que pour le cas où le mineur est émancipé par le mariage.

Même restriction en ce qui concerne la capacité de l'auteur pourvu d'un conseil judiciaire : dans l'impossibilité où nous nous sommes trouvés de faire rentrer le contrat d'édition dans un des actes prévus par l'article 513 du Code civil, nous avons dû admettre, tout en reconnaissant les grands dangers que cela présentait, que le prodigue pouvait seul traiter avec un éditeur pour la publication de ses œuvres. Mais s'il voulait lui en céder la propriété, il serait obligé de recourir à l'assistance de son conseil judiciaire.

2) Auteur pourvu d'un conseil judiciaire.

Si l'auteur est une femme mariée, il convient d'examiner le régime matrimonial auquel elle est soumise ; cependant, quel qu'il soit, il faut toujours supposer qu'elle a personnellement consenti à la publication, car elle reste maîtresse exclusive de son droit moral sur son œuvre. Est-elle mariée sous le régime de la communauté légale ou sous celui de la communauté réduite aux acquêts, le mari seul peut vendre à un éditeur le droit de propriété littéraire qui lui est acquis sur ses œuvres. Cette propriété n'est autre que la réunion des avantages pécuniaires que l'on peut tirer de l'œuvre, et elle est tombée dans l'actif de la communauté. Sous le régime sans communauté, l'aliénation sera faite par la femme avec le concours du mari, car celui-ci n'est qu'usufruitier des biens de la femme. Si cette dernière est séparée de biens contractuellement, elle n'aura pas besoin de l'autorité maritale pour aliéner ses œuvres, puisqu'elle peut disposer de son mobilier. Enfin, lorsque le régime matrimonial est le régime dotal, on distinguera suivant que la femme s'est ou non

3) Femme mariée.

constitué ses ouvrages en dot. Se les est-elle réservés dans ses paraphernaux ? elle peut les aliéner sans l'autorisation de son mari, car elle a sur ses paraphernaux les mêmes droits que la femme séparée de biens. Une sous-distinction est nécessaire quand elle se les est constitués en dot : lorsque la valeur de ses ouvrages a été mise à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation n'en fait pas vente, le mari en devient propriétaire (art. 1551 du Code civil) et peut les aliéner, étant seulement tenu de rendre le prix de l'estimation. Autrement, la femme reste titulaire de ses droits d'auteur comme de tous ses autres biens dotaux aliénables, et c'est elle seule, avec l'autorisation maritale ou judiciaire, qui a le droit de les aliéner, de les vendre à un éditeur par conséquent. Cette solution est conforme à l'idée de la doctrine ; mais il faut convenir qu'elle paraît être en désaccord avec les tendances de la Jurisprudence qui déclare la dot mobilière inaliénable. Or, la Cour de Cassation déclare qu'en conséquence de cette inaliénabilité, le mari peut aliéner seul cette dot, tandis que la femme ne le peut pas elle-même.

- 4) Aliéné. S'agit-il d'un auteur atteint d'aliénation mentale qui, sans être interdit, se trouve placé dans un établissement d'aliénés, il faudra, pour que le contrat puisse être passé, que l'administrateur provisoire se fasse spécialement autoriser par le président du tribunal civil (loi du 30 juin 1838, art. 31, § 1). Si la vente était faite faite par l'aliéné lui-même, il aurait, pour en faire prononcer la nullité, un délai de dix ans après la signification qui lui aura été faite, ou de la connaissance qu'il en aura eue après sa sortie définitive de la maison d'aliénés, et ses héritiers auraient le même droit pendant un semblable délai à dater de la signification qui leur en aurait été faite, ou de la connais-

sance qu'ils en auraient eue, depuis la mort de leur auteur (même loi, art. 39).

Nous avons admis qu'un auteur failli avait une capacité personnelle pour passer un contrat d'édition, même relatif à des ouvrages composés antérieurement à sa faillite ; il ne peut pas en céder la propriété à un éditeur (1), car ce serait porter atteinte au gage de ses créanciers. 5) Failli.

Si l'auteur est absent, tant que son absence n'a pas été déclarée, il ne peut être question de la vente de ses ouvrages, les mesures provisoires que la loi autorise pendant la période de présomption d'absence, étant relatives à l'administration seule des biens de l'absent. 6) Absent.

Enfin, pour ce qui est des collaborateurs, nous renvoyons à nos précédentes explications (2), où nous avons démontré que si les tribunaux peuvent passer outre en cas de refus de l'un d'eux pour ordonner la publication, le consentement de tous est absolument nécessaire lorsqu'il s'agit de vendre l'œuvre commune. 7) Collaborateurs.

La vente de la propriété littéraire a, sur le contrat d'édition proprement dit, l'avantage pour l'auteur de lui procurer immédiatement un prix qui le récompense de son travail et de le soustraire ainsi aux risques de l'exploitation. Cependant les auteurs ont rarement recours à ce contrat avec les éditeurs et cela se comprend. D'une part, les auteurs sont généralement confiants dans le succès de leurs ouvrages et préfèrent le contrat d'édition, où leur bénéfice est proportionné au tirage et à la vente. D'autre part, les éditeurs préfèrent aussi ce dernier contrat, dans lequel leurs risques sont mieux équilibrés et qui s'accommode mieux avec la nature de leur commerce. Peu de fréquence du contrat de vente de la propriété littéraire.

(1) Pouillet, n° 272.

(2) V. page 62.

D'ailleurs, comme la vente entraîne un abandon plus grand des droits de l'auteur que le contrat d'édition, il convient, en cas de doute, d'interpréter la convention entre auteur et éditeur dans le sens du contrat d'édition plutôt que dans celui de vente de la propriété littéraire (1) (art. 1163 et argument de l'art. 1839). Mais une fois qu'il sera démontré que c'est bien un contrat de vente qui a été passé, ce sont les règles de la vente qu'il faut appliquer, notamment l'article 1602, § 2, et décider que, tout pacte obscur s'interprétant contre le vendeur, l'auteur supportera les conséquences de l'ambiguïté du contrat ; seulement la rigueur de ce principe est susceptible d'être tempérée par l'admission préalable des règles posées aux articles 1156 à 1164 du Code civil, qui dominant l'interprétation de toutes les conventions.

Effet des lois
nouvelles.

Au sujet de la vente de la propriété littéraire, il est intéressant, comme nous l'avons fait pour le contrat d'édition, (page 80) d'examiner l'effet des lois nouvelles et de rechercher à qui elles doivent profiter. Lorsque la question s'est posée, la Jurisprudence l'a résolue en faveur des auteurs. Elle a décidé que la prolongation accordée par des lois postérieures profite aux héritiers de l'auteur, bien que celui-ci ait déclaré céder à l'éditeur « *la propriété absolue* » de ses œuvres (2). Et, en matière de propriété artistique, M. le conseiller Babinet, rapporteur dans l'affaire Goupil contre les héritiers Paul Delaroche, Horace Vernet et Ary Scheffer, a fait admettre la même solution par la chambre des requêtes ; il se retranchait derrière ce principe que les contrats, quelque généraux qu'en soient les termes,

(1) Comp. Cour de Paris, 5 mai 1897. — *Gazette des Tribunaux*, 7 août 1897.

(2) Cass., 20 novembre 1877 ; Sirey, 1877, 1, 464.

doivent être interprétés eu égard aux lois en vigueur au moment où ils ont été formés et qu'il ne peut être question d'un droit sur un objet matériel dont les accroissements profitent au propriétaire (1).

Dans le même sens, on peut encore faire valoir l'article 1163 du Code civil d'après lequel « quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter ; or, au moment où elles ont traité, elles n'ont pas dû songer à prévoir l'éventualité d'une loi nouvelle ; la cession n'a donc porté que sur les droits du cédant tels qu'ils existaient à cette époque.

On ajoute que le législateur a, de tout temps, préféré les auteurs et leurs héritiers aux cessionnaires, et que, lors de la discussion de la loi du 16 juillet 1866, relative à la durée des droits des héritiers et ayants cause des auteurs, il a été bien entendu que si le contrat est muet sur l'éventualité d'une extension de durée du droit d'auteur, la loi maintient en principe aux héritiers le bénéfice de la prorogation, les tribunaux, conservant seulement le droit d'apprécier le sens du contrat à ce sujet (2).

On a objecté que l'éditeur subira un préjudice, parce qu'à l'époque où il comptait que l'œuvre tomberait dans le domaine public et où il pourrait de son côté l'exploiter comme toutes autre personne avec le bénéfice d'une loi

(1) Propriété artistique et droit de reproduction par M. Babinet : *Revue pratique de droit français*, 1880, t. 48, p. 414. — V. aussi Cass., 28 mai 1875 ; Pataille, 1875, 193. — Cour de Rouen, 25 février 1876 ; Pataille, 1876, 113. — Cass., 29 avril 1876 ; Sirey, 1876, 4, 231. — Cour de Paris, 19 mai 1876 ; Sirey, 1876, 2, 230. — Cour de Paris, 18 août 1879 ; Sirey, 1880, 2, 257.

(2) V. Pouillet, n° 161.

acquise, il se verra obligé d'abandonner aux héritiers de l'auteur l'exploitation de l'œuvre pendant la prorogation du délai. — Nous répondrons à cela que l'éditeur n'avait là qu'une espérance et qu'une loi nouvelle doit respecter les droits acquis mais non les simples espérances.

Mentionnons pour son ingéniosité un système qui consiste à maintenir la transmission des droits pécuniaires à l'éditeur, à la condition que celui-ci fournisse un supplément de prix aux héritiers de l'auteur, à moins qu'il ne préfère renoncer au contrat, par assimilation avec la règle établie par l'article 1618 du Code civil. Cette solution ne se comprendrait que si la convention des parties l'avait imposée (1).

Pour les mêmes raisons que nous venons d'exposer, il y aurait lieu d'interpréter aussi en faveur de l'auteur un traité qui viendrait à protéger les œuvres françaises dans un pays où leur protection n'existait pas au moment où l'auteur et l'éditeur ont passé le contrat.

(1) Rendu et Delorme, n° 778.

CHAPIRE II

CONSÉQUENCES DE LA VENTE

Les obligations des parties sont celles qui résultent d'un contrat de vente. — Elles ne diffèrent guère pour l'auteur de celles qui lui incombent dans le contrat d'édition : ce sont toujours les obligations de livrer et de garantir.

Obligations
de l'auteur :

Rien de changé au mode de la délivrance qui se fait par la remise d'une copie, sans qu'il soit nécessaire de remettre le manuscrit original lui-même ni les notes et brouillons qui ont servi à le préparer. Ce que l'auteur a vendu, ce n'est pas une chose matérielle, ce sont les avantages pécuniaires qu'il peut retirer de sa pensée revêtue de la forme qu'il lui a donnée. En mettant l'éditeur à même d'exploiter utilement, il ne lui doit rien de plus.

1) Délivrance.

Quant à l'obligation de garantir, elle est plus étendue dans la vente que dans le contrat d'édition. Nous avons décidé que, dans ce dernier contrat, la garantie ne s'étendait pas au-delà du nombre d'éditions et de la forme de la publication dont l'auteur et l'éditeur ont convenu. Lorsqu'il y a vente de la propriété littéraire, l'auteur doit s'abstenir de faire un nouveau traité quelconque relatif à la publication. A lui de joindre dans le contrat une clause lui assurant de la part de l'éditeur une publication aussi

2) Garantie.

étendue qu'il le désire et dans la forme qu'il lui convient ; autrement cet éditeur publiera comme il l'entendra ; du moment que cette publication sauvegardera l'intérêt moral de l'auteur, elle sera suffisante. L'auteur lui a cédé le droit de publication ; il ne peut plus l'exercer lui-même et nous hésitons beaucoup à lui conserver la faculté de publier son œuvre dans la collection de ses ouvrages complets. Cependant, comme il a un intérêt puissant à ce que tous ses ouvrages y soient réunis et comme tous ses droits moraux lui sont conservés, nous admettrons quand même qu'il pourra le faire, à condition de rendre compte à son acheteur d'une part du prix qu'il tirera de la vente de ses œuvres complètes, proportionnelle à la place que l'ouvrage cédé occupe dans cette collection. Sans cela cet ouvrage produirait des profits pécuniaires dont le cessionnaire ne jouirait pas.

Obligations
de l'éditeur :
1) Payer le
prix.

Quant à l'éditeur, son obligation principale, qui, à la différence du contrat d'édition, est de l'essence même de la vente, consiste à payer le prix au lieu et au jour réglés par la convention (art. 1650, C. civ.). Le prix doit être déterminé et, si rien n'a été fixé à cet égard, c'est au moment de la délivrance du manuscrit qu'il doit être payé.

Comme il s'agit d'une vente d'objet mobilier, l'auteur impayé pourrait se prévaloir des nombreuses garanties que la loi accorde aux vendeurs de ces sortes d'objets. Il aurait le droit de retenir son manuscrit jusqu'à la remise du prix (art. 1612 du C. civ.) et, s'il l'avait déjà livré sans que l'éditeur en ait commencé l'impression, il pourrait exercer sur lui un droit de saisie-revendication pendant un délai de huitaine à partir de la livraison (art. 2102, § 4, C. civ.). Dans tous les cas sa créance en paiement du prix serait privilégiée (art. 2102, § 4, C. civ.). Il pour-

rait enfin demander la résolution du contrat. A moins d'une clause spéciale portant que cette résolution opèrera de plein droit, l'auteur devra demander à la justice de la prononcer.

Une fois le contrat résolu, l'auteur recouvrera tous ses droits et pourra exploiter son ouvrage comme il l'entendra. Si l'éditeur cessionnaire avait déjà commencé cette exploitation, il devrait restituer à l'auteur les bénéfices qu'il en a tirés. S'il avait fait les frais de l'édition sans en avoir commencé la vente, l'auteur, pensons-nous, ne pourrait reprendre les volumes édités qu'en lui remboursant le montant de ces frais. En cas de refus de sa part, on nommerait un séquestre et l'on vendrait judiciairement les volumes : selon que cette vente produirait ou non un bénéfice, il serait pour l'auteur, ou bien ce dernier serait tenu de rembourser à ce dernier la différence entre le prix de la vente et le prix de revient.

On admet d'habitude que les obligations de l'éditeur s'arrêtent là et qu'une fois le prix payé à l'auteur, il est entièrement libre de disposer à son gré de l'ouvrage dont il s'est rendu acquéreur, qu'il peut même ne pas le publier si telle est sa volonté. Ce serait une différence capitale de ce contrat avec le contrat d'édition : « l'acheteur, dit M. Lardeur après M. Huard (1), est libre de ne pas publier l'œuvre dont il a acquis la propriété ; le contrat d'édition impose au contraire à l'éditeur l'obligation de publier ». Qu'il nous soit permis de nous inscrire en faux contre une pareille doctrine, présentée du moins en ces termes absolus et résolvons la question par une distinction.

2) Editer.

(1) Lardeur, p. 23. — Huard fils, n° 447.

Dans quelques cas fort rares et que l'on ne doit pas présumer, nous l'avons dit, la théorie que nous combattons pourrait s'appliquer : il faudrait que la publication soit faite sans le nom de l'auteur et que l'écrivain ait abdiqué au profit du cessionnaire sa qualité d'auteur elle-même.

A part ces quelques exceptions, la vente ne porte que sur les droits pécuniaires ; l'auteur conserve intact son droit moral et pour qu'il soit sauvegardé, il faut que l'ouvrage reçoive sa destination. On ne nous objectera pas que l'écrivain véritablement digne de ce nom ne poursuit d'autre but que de tirer un salaire de son travail. Il a cherché avant tout à livrer sa pensée au public, à communiquer avec lui, à recevoir ses suffrages. La publication, en même temps que la plus belle récompense de son labeur, est donc la sanction des droits qu'il conserve : c'est une obligation pour l'éditeur.

Différence
entre l'obliga-
tion d'éditer
dans la vente
et dans le con-
trat d'édition.

Disons-nous que l'obligation de publier est la même dans la vente et dans le contrat d'édition ? Ce serait excessif, seulement la distinction qu'il importe de faire n'a trait qu'à la manière dont la publication doit s'effectuer. Au lieu d'être limitée à un nombre d'éditions déterminé et, à défaut de convention, à une seule, le cessionnaire en peut faire autant qu'il lui convient comme aussi n'en tirer qu'une seule à un tirage réduit, pourvu qu'elle soit suffisante pour sauvegarder l'intérêt de l'auteur ; ce qui, en cas de difficulté, serait laissé à la libre appréciation des tribunaux. Ce tempérament est nécessaire, car à son défaut l'éditeur pourrait rendre la publication illusoire en la limitant à un nombre infime d'exemplaires et son obligation de publier devrait être considérée comme purement potestative. Mais le juge ne se montrera pas trop large quand il lui faudra déterminer ainsi le minimum

du tirage et il ne perdra pas de vue que si l'intérêt moral de l'écrivain exige la publication, il a généralement peu à gagner à un tirage étendu. En effet, si le livre est intéressant, bien que peu répandu aux vitrines des libraires, il n'en sera pas moins lu et discuté par la critique et en fin de compte couronné par le succès s'il en est digne ; le droit moral de l'écrivain n'exige pas d'autre satisfaction.

Pour la forme de la publication, elle est à l'entière discrétion de l'éditeur, car ce n'est pas le format, le papier, la dimension des caractères qui font le mérite d'un livre et mettent son auteur en relief.

Notre conclusion est donc que, lorsque l'éditeur a acheté la propriété littéraire, *il doit* publier, mais *qu'il peut* tirer le nombre d'exemplaires et d'éditions que bon lui semble, dans le format qui lui plaît, avec ou sans illustrations (1).

En ce qui touche le fond de l'œuvre, comme l'éditeur doit publier avec le nom de l'auteur, il n'est pas libre de le transformer et d'y apporter des modifications. Sauf exception, la publication doit être intégrale. La Jurisprudence l'a maintes fois décidé (2), et la loi belge du 22 mars 1886 le déclare formellement dans son article 8 (3) : « le cessionnaire du droit d'auteur ou de l'objet qui matérialise une œuvre de littérature, de musique ou des arts du dessin, ne peut modifier l'œuvre, pour la vendre ou l'exploiter, ni exposer publiquement l'œuvre modifiée, sans

(1) Répertoire du droit français, prop. lit., n° 73.

(2) Comm. Seine, 16 septembre 1858 ; Pataille, 1858, 464. — Com. Seine, 22 août 1845 ; Dalloz, Per., 1845, 4, 435. — Cour de Paris, 5 juillet 1859 ; Pataille, 1860, 205.

(3) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 173.

le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause ». Invoquons enfin l'autorité de M. Pouillet (1) qui refuse à l'éditeur le droit de faire des modifications en cas de cession totale.

Effet de l'acquisition du droit de disposition par l'éditeur.

Dans la vente de la propriété littéraire, l'éditeur acquiert en outre du droit de publication le droit de disposition et c'est ce qui donne à ce contrat un caractère très particulier. Ce droit n'est autre chose que la propriété littéraire en tant qu'elle tombe dans le commerce. L'éditeur, libre de l'exercer lui-même, peut également le céder à titre gratuit ou à titre onéreux. S'il conserve le droit de publication et aliène le droit de disposition, il se trouve lui-même à l'égard de ce nouveau cessionnaire dans la même situation que s'il avait passé avec lui un contrat d'édition et il lui doit des droits d'auteur. Situation curieuse parce qu'elle offre l'exemple le plus complet de démembrement de la propriété littéraire : l'auteur titulaire du droit moral est investi par conséquent d'un pouvoir de surveillance, l'éditeur qui a conservé le droit de publication, est le cessionnaire de ce dernier, détenteur du droit de disposition qui perçoit en cette qualité les droits d'auteur. Qu'on le remarque d'ailleurs ; la durée de ces droits reste toujours fixée eu égard à la personne de l'auteur et, quel qu'en soit le titulaire, ils s'éteignent cinquante ans après le décès de l'écrivain.

L'éditeur peut céder le droit de publication.

Enfin le droit de publication lui-même est cessible pour l'éditeur, ce qui est une dernière différence avec le contrat d'édition. Il n'est pas à considérer que l'auteur a eu égard à sa personnalité en traitant avec lui. Sa capacité commerciale lui importe peu puisqu'il n'a plus rien

(1) Pouillet, n° 242. — Dans le même sens : Lardeur, p. 22.

à tirer du succès pécuniaire de son ouvrage. Son intérêt se résume à la publication et, pourvu qu'elle soit faite, il doit lui être indifférent que ce soit par un éditeur ou par un autre.

TROISIEME PARTIE

RAPPORTS D'UNE DES PARTIES AVEC LES AYANTS CAUSE DE L'AUTRE.

Nous avons toujours supposé jusqu'à ce moment que l'auteur et l'éditeur se trouvaient en face l'un de l'autre, lorsque nous avons étudié les conventions passées par eux. Il convient de rechercher si ces conventions continuent à produire leurs effets ou peuvent se former lorsqu'une des parties se trouve en présence des ayants cause de l'autre ; sous ce nom, nous entendons parler des successeurs tant universels que particuliers, héritiers, cessionnaires et créanciers. La question se pose donc de la manière suivante : les contrats entre auteurs et éditeurs sont-ils faits *intuitu personæ* et doivent-ils être restreints dans leurs effets à ceux qui les ont passés ? Ce problème ne comporte pas de réponse uniforme, mais demande à être résolu à l'aide de distinctions. Nous placerons successivement l'auteur en présence des ayants cause de l'éditeur, et ce dernier en présence des ayants cause de l'auteur.

CHAPITRE I

AYANTS CAUSE DE L'ÉDITEUR

Vente de la
propriété litté-
raire.

Nous avons déjà résolu la question, en ce qui concerne la vente de la propriété littéraire consentie par l'auteur à l'éditeur, en disant que ce contrat est impersonnel, que les droits acquis par l'éditeur sont, par conséquent, cessibles, que celui-ci les transmet valablement aussi bien à ses héritiers ou à celui qui reprend sa maison de commerce, qu'il a même la liberté de les transmettre à titre particulier, onéreux ou gratuit. Contre l'héritier de l'éditeur, l'auteur conserve le droit d'exiger l'exécution du contrat ; contre le cessionnaire, il ne peut exercer ce même droit qu'en agissant par la voie de l'action indirecte de l'article 1166 du Code civil, mais l'éditeur cédant reste personnellement tenu envers lui.

Contrat d'é-
dition.

Nous nous placerons donc dans la seule hypothèse du contrat d'édition. Si l'on se reporte aux documents de la Jurisprudence, on rencontre une grande diversité de solutions données par les tribunaux à cette question si complexe et si discutée.

Un jugement du tribunal de la Seine, du 12 mars 1834 (1) a conclu à la personnalité du contrat en décidant que « la

(1) *Gazette des Tribunaux*, 14 mars 1834.

convention qui intervient entre un éditeur et un auteur pour la publication d'un manuscrit est, de sa nature, un engagement essentiellement personnel de part et d'autre et constitue, dans la plupart des cas, un contrat réciproque de louage d'ouvrage ou d'industrie ; que les contrats de ce genre doivent être rangés parmi ceux auxquels s'applique la disposition exceptionnelle de l'article 1122 du Code civil... qu'il faut donc admettre que l'auteur et l'éditeur ont la liberté de faire l'un pour la publication, l'autre pour la composition de l'ouvrage, tels stipulations et traités qu'ils jugent convenables avec des tiers, mais que l'un et l'autre ne peuvent jamais être tenus de reconnaître que la personne avec laquelle ils ont traité directement ». Plus récemment, le même tribunal s'est prononcé dans le même sens (1), en disant que l'auteur n'est pas tenu d'exécuter son traité avec ceux qui ont succédé à son éditeur, par adjudication ou autrement, et avec lesquels il n'a pas contracté directement.

A l'inverse, la Cour de Nancy, estimant que les droits de propriété littéraire et artistique sont cessibles à moins de stipulations contraires, a décidé (2) que le contrat d'édition, aux termes duquel l'auteur cède à des éditeurs tous ses droits pour publier l'œuvre dans leur maison d'édition, n'interdit pas aux éditeurs de transférer à un libraire étranger le droit de traduction.

D'autres fois enfin, les tribunaux, avec raison peut-être, se sont refusés à envisager la question au point de vue juridique et ont statué en fait, pensant qu'il conve-

(1) Civ. Seine, 30 novembre 1892. — *Gazette du Palais*, 1892, 2 725.

(2) Cour de Nancy, 31 mai 1890 ; *Pataille*, 1891, 281.

nait de rechercher la commune intention des parties pour juger si le contrat est personnel ou impersonnel (1).

Si de la Jurisprudence nous passons à la doctrine, nous y trouvons la controverse également passionnée. La majorité des auteurs semble pourtant avoir un penchant assez marqué pour le système de l'impersonnalité du contrat : M. Pouillet décide nettement dans ce sens (2) ; il est vrai qu'il se place comme toujours dans l'hypothèse de la vente de la propriété littéraire plus que dans celle du contrat d'édition. M. Nion est moins affirmatif (3), mais tout en admettant que la convention qui intervient entre un auteur et un éditeur pour la publication est quelquefois, de sa nature, un engagement essentiellement personnel de part et d'autre, il est d'avis que le plus souvent ce sont les principes du contrat de vente qu'il faut appliquer, car, en général, on est censé avoir stipulé pour soi et ses ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé. Enfin, M. Blanc (4) estime de même que, lorsque la vente a été faite sans condition, le cessionnaire peut sous céder son droit, toutefois à ses risques et périls, quelque intérêt que puisse avoir d'ailleurs l'auteur à ce que la publication ait lieu par les soins de tel ou tel éditeur.

Pour prendre parti dans ce débat, nous distinguerons entre les ayants cause à titre particulier de l'éditeur, ses héritiers et ses créanciers.

(1) Cour de Nîmes, 30 décembre 1858 ; Huard et Mack, n° 331. — Cour de Paris, 20 avril 1894 ; Dalloz, *Per.*, 1894, 2, 241.

(2) Pouillet, nos 347, 348 et 349.

(3) Nion, p. 293.

(4) Blanc, p. 104.

§ 1. — Ayants cause à titre particulier de l'éditeur.

Plusieurs auteurs (1), tout en admettant que fort souvent l'auteur traite avec un éditeur plutôt qu'avec un autre en considération de sa personne, estiment que l'*intuitus personæ* n'est pas à généraliser, qu'il n'est que l'exception et qu'en principe, les droits acquis par l'éditeur dans le contrat d'édition sont cessibles. Nous ne partageons pas cette opinion. L'auteur n'aliène qu'une faible partie de ses droits et il a un intérêt matériel à ce que l'édition soit fructueuse puisqu'il touche des droits en rapport de la vente et du tirage. Quelle sécurité aurait-il si celui auquel il a donné sa confiance pouvait céder le droit de publication à un tiers qui n'aura peut-être aucune des qualités requises pour mener l'entreprise à bonne fin ? Il n'a pu entrer dans sa pensée de lui laisser cette liberté au moment où il a traité. L'*intuitus personæ* a donc présidé à la formation du contrat. Mais cet *intuitus personæ* doit être entendu d'une manière particulière, en ce sens que c'est moins la personne de l'éditeur, que l'auteur a considérée, que la *maison de commerce* qu'il dirige. Si l'éditeur cède son fonds de commerce, il cède donc en même temps les contrats en cours d'exécution ; il est bien entendu d'ailleurs qu'il reste toujours personnellement responsable par rapport à l'auteur.

Ce système, qui paraît en harmonie avec l'intention présumable des parties, a réuni déjà de nombreux suffrages. En 1891, il était reproduit dans l'article 23 du projet de loi présenté au congrès de Neuchâtel et repris l'année suivante au congrès de Milan. L'article 15 du projet de loi présenté à ce dernier congrès est conçu en

Nature de l'*intuitus personæ* qui préside à la formation du contrat d'édition.

(1) Nion, p. 299. — Pouillet, n° 349. — Huard fils, n° 82.

des termes d'une grande précision : « l'éditeur ne pourra céder *qu'à son successeur* les droits qu'il tient du contrat d'édition ». C'est également l'opinion de M. Harmand qui s'exprime ainsi : (1) « L'éditeur est en principe choisi par l'auteur en considération de ses aptitudes professionnelles et du bon renom de sa maison ; il ne pourra céder ses droits qu'à son successeur ». Passant de la doctrine à la jurisprudence, nous trouvons un récent arrêt de la Cour de Paris (2) qui consacre notre théorie en décidant que « lorsqu'un auteur traite avec un éditeur, c'est moins à la personnalité privée qu'à la personnalité commerciale qu'il a fait confiance et que par suite le changement de titulaire du fonds de commerce ne rompt pas le contrat d'édition ». M. G. Huard enfin, dans un article sur le contrat d'édition (3), reproduit les mêmes arguments et en accepte les conséquences les plus extrêmes : « De là, dit-il, il faut conclure que le droit de l'éditeur n'est cessible qu'avec sa maison ; en d'autres termes, il ne peut être transmis qu'à son successeur. Pareillement, s'il lui est permis de charger une autre personne d'acquitter sa dette, cette personne ne saurait être encore que celui qui lui succède à la tête de son établissement. Tel est l'esprit du contrat. »

§ 2. — Héritiers de l'éditeur.

Les héritiers
continuent le
commerce.

Il arrive fréquemment que les héritiers de l'éditeur reprennent l'exploitation de son commerce. Cela ne doit mo-

(1) *Bulletin du Comité des travaux historiques*, 1894, p. 160.

(2) Cour de Paris, 16 janvier 1896. — *Le droit d'auteur*, 1896, p. 43.

(3) Réflexions sur le contrat d'édition. — *Le droit d'auteur*, 1896, p. 72.

difier en rien la situation de l'auteur, car sous une nouvelle direction c'est la même exploitation commerciale. Les héritiers conservent donc les bénéfices et les charges des contrats passés par le *de cuius*. C'est ce que nous venons de décider pour les cessionnaires à titre particulier du fonds de commerce de l'éditeur.

Nous pensons également que les héritiers peuvent céder leurs contrats s'ils cèdent la maison d'édition à un tiers ; la raison de décider est la même et l'auteur ne court aucun risque de plus que dans les cas précédents.

Les héritiers
cèdent la mai-
son de com-
merce.

Mais que décider si les héritiers de l'éditeur préfèrent laisser tomber la maison de librairie ? Peuvent-ils achever le tirage des éditions sur lesquelles le défunt a acquis le droit de publication et l'auteur qui le lui a cédé peut-il l'exiger d'eux ? Nous ne le pensons pas malgré l'autorité de plusieurs auteurs (1) qui estiment que le contrat s'achève avec les héritiers comme avec l'éditeur lui-même. L'article 23 du projet de loi de l'association littéraire et artistique internationale présenté au congrès de Neuchâtel de 1891 reconnaît aussi que les héritiers de l'éditeur succèdent à ses droits comme à ses obligations ; mais le projet de loi révisé pour le congrès de Milan ne contient plus de disposition relative aux héritiers de l'éditeur, silence qu'il faut peut-être considérer comme une renonciation au système d'abord adopté.

Les héritiers
laissent tomber
la maison de
commerce.

En effet, la maison d'édition n'existe plus ; l'éditeur avec qui l'auteur a traité est décédé et ce dernier se trouve en présence des héritiers qui sont des tiers pour lui et qu'il ne connaissait même vraisemblablement pas au moment

(1) Pouillet, n° 347. — Huard fils, n° 106. — Rendu et Delorme, t. II, n° 794.

du contrat. Et ce sont ceux-ci qui, excipant de leur seule qualité d'héritiers de l'éditeur viendraient prétendre faire revivre à leur profit ce contrat. Il y aurait là véritablement un excès et l'intention de l'auteur serait trahie. Aussi nous n'irons pas jusque-là et nous dirons : morte la maison d'édition avec l'éditeur, mort aussi le contrat d'édition. *Dans cette mesure, le contrat est personnel.*

§ 3. — Créanciers de l'éditeur.

Faillite de
l'éditeur.

La situation des créanciers ne fait difficulté qu'en cas de faillite de l'éditeur ; autrement ils peuvent, sans aucun doute, exercer, à défaut de leur débiteur, tous les droits et actions que celui-ci possède contre l'auteur, car on ne saurait prétendre qu'ils sont exclusivement attachés à sa personne.

Plusieurs législations étrangères ont prévu cette éventualité. L'article 390 du Code fédéral suisse des obligations s'exprime ainsi : « en cas de faillite de l'éditeur, l'auteur ou ses ayants cause peuvent remettre l'œuvre à un autre éditeur, à moins qu'ils ne reçoivent des garanties pour l'accomplissement des obligations ultérieures du failli » ; et l'article 532 du Code de commerce hongrois décide que « l'auteur a le droit de résilier le contrat quand l'éditeur est déclaré en faillite » ; mais que « si cependant la reproduction a déjà été commencée, la masse de la faillite de l'éditeur peut maintenir le contrat, à la charge de fournir une garantie suffisante ». Les projets de loi de l'association internationale présentés aux congrès de Neuchâtel et de Milan contiennent une disposition analogue : « en cas de déclaration de faillite de l'éditeur, dit l'article 17 du projet présenté au congrès de Milan, l'auteur peut deman-

der la résiliation, s'il ne reçoit pas du syndic des garanties suffisantes pour l'exécution du contrat dans son intégralité, à charge par lui d'offrir le remboursement des dépenses utiles faites pour l'œuvre (1) ».

C'est là une très heureuse solution. Elle permet de sauvegarder les droits de l'auteur et ceux de la masse des créanciers, puisque ceux-ci sont libres de conserver pour leur compte le contrat de leur débiteur et que, d'autre part, l'auteur n'a rien à craindre grâce à cette garantie nouvelle qu'il peut exiger d'eux. — Mais l'obligation de fournir une telle garantie ne peut résulter que d'un texte formel comme ceux des lois suisse et hongroise. En France, où le législateur n'a pas réglé le contrat d'édition, nous ne pouvons donc appliquer ce système malgré son incontestable équité et il faut décider ou bien que la faillite de l'éditeur est une cause de résolution du contrat, ou bien qu'elle le laisse subsister sans aucune modification.

M. Renouard estime que la survenance de la faillite serait une juste cause de résiliation du contrat, à moins de circonstances particulières, résultant entre autres de ce que l'auteur a mentionné dans l'acte qu'il traitait avec l'éditeur et ses ayants cause : « Il n'est pas indifférent pour un auteur, dit-il (2), de confier le soin de la publication d'un ouvrage à un commerçant en crédit, ou à une maison en faillite ; et le cas n'est pas le même que si le cessionnaire était remplacé par des successeurs solvables et maîtres de leurs droits ». M. Pouillet, invoquant l'autorité de M. Blanc (3), décide que les tribunaux sont libres

(1) *Le droit d'auteur*, 1892, p. 99.

(2) Renouard, t. II, n° 184.

(3) Pouillet, n° 348. — Blanc, p. 110.

de se prononcer dans le sens qui leur paraît le mieux convenir à l'intention des parties d'après l'examen du contrat. Mais précisément le problème ne présente d'intérêt que lorsque cette intention ne se manifeste en aucune façon et il importe de poser une règle de principe pour guider alors la décision de la justice.

Tout en regrettant de ne pouvoir, en l'absence d'un texte de loi, nous rallier au système des lois suisse et hongroise, nous pensons, contrairement à M. Renouard, que la faillite de l'éditeur n'apporte aucune modification au contrat d'édition et qu'il subsiste comme par le passé. L'auteur, il faut en convenir, en souffrira parfois, mais la situation pour lui n'est pas la même que pour le cas de décès de l'éditeur ou de cession à titre particulier. Il savait que l'éditeur avec qui il contractait était un commerçant et, comme tel, éventuellement capable de tomber en faillite ; il devait au préalable s'assurer de son crédit, de ses capacités, ne traiter avec lui qu'en connaissance de cause. D'autre part, la situation des créanciers de l'éditeur failli est fort intéressante puisque c'est par le crédit qu'ils lui ont fourni que celui-ci a pu exercer son commerce jusqu'au jour de la faillite et s'ils n'avaient aucun droit à prétendre sur les contrats de leur débiteur, si leur gage se réduisait au matériel de la maison de commerce, leurs créances seraient bien difficiles à réaliser.

Enfin nous ferons observer que le jugement déclaratif de faillite ne dépossède pas l'éditeur de ses droits ; le failli est uniquement dessaisi de l'administration de ses biens qui est confiée aux syndics. Ceux-ci peuvent, sous la seule autorisation du juge commissaire, continuer l'exploitation du commerce du failli et ainsi achever les opérations commencées (art. 470, Code de commerce), les éditions

en train, par conséquent, lorsque le failli est un éditeur. Tant que les opérations des syndics ne sont pas terminées, c'est toujours la même maison de commerce qui fonctionne, celle que l'auteur avait en vue lorsqu'il contractait ; la direction seule en est modifiée ; et l'on voit que le système que nous soutenons est parfaitement compatible avec l'idée d'un *intuitus personæ* restreint au fonds de commerce de l'éditeur que nous avons dit présider à la formation du contrat d'édition.

CHAPITRE II

AYANTS CAUSE DE L'AUTEUR

Intuitus personæ de la part de l'éditeur.

L'éditeur contracte *intuitu personæ*, en ce sens qu'il accepte la publication de l'ouvrage en considération surtout de l'écrivain dont il émane. Là se borne la personnalité du contrat à son égard, car il lui importe peu, au point de vue de la publication elle-même et du règlement des droits d'auteur, de se trouver en rapport avec cet auteur ou avec des tiers.

Il faut en conclure (et cette distinction dominera celles que nous pourrions établir au cours de ce chapitre) que si l'ouvrage est achevé, les ayants cause de l'auteur peuvent exercer ses droits sans que l'éditeur invoque contre eux la personnalité du contrat, mais que, si le manuscrit n'est pas en la possession de l'éditeur, ou si ses ayants cause ne le lui remettent pas achevé de la main de l'auteur, le contrat ne saurait produire d'effet à leur égard. Alors même que le contrat se serait réduit à une commande de l'éditeur, ils ne pourraient l'exécuter eux-mêmes en composant l'ouvrage commandé ou en le terminant eux-mêmes ; ils ne pourraient non plus en charger des personnes de leur choix.

Ce n'est pas à dire que dans les cas, les plus nombreux du reste, où les relations de l'éditeur se continuent avec les ayants cause de l'auteur, ceux-ci aient la même capa-

cité et les mêmes droits que lui. A ce point de vue, il importe d'envisager en quelle qualité ils le représentent, aussi reprendrons-nous, comme au chapitre précédent, l'examen des principales catégories d'ayants cause.

§ 1. — **Ayants cause à titre particulier de l'auteur.**

Pour tirer parti de ses œuvres, l'auteur n'est pas nécessairement tenu de s'adresser à un éditeur. Ses droits forment une propriété mobilière, transmissible comme telle ; en conséquence, il peut les vendre à un tiers quelconque qui se chargera de les exercer, comme aussi les céder à titre gratuit, donation, constitution de dot ou legs.

L'auteur peut céder à un tiers tout ou partie de ses droits.

Seulement, à raison de la nature particulière du droit d'auteur, l'acquisition du cessionnaire sera réduite dans sa durée au même laps de temps que si la cession n'avait pas été effectuée, c'est-à-dire à cinquante ans après le décès de l'auteur, quand même il ne laisserait pas d'héritiers, ou que ceux-ci viendraient à mourir avant l'expiration de cette période. En effet, l'article 1 de la loi du 14 juillet 1866, § 1, s'exprime d'une manière très large : « la durée, dit-il, des droits accordés par des lois antérieures aux héritiers, successeurs irréguliers, *donataires ou légataires* », et il faut évidemment assimiler les cessionnaires à titre onéreux aux légataires et aux donataires.

La cession portera indifféremment sur tous les droits de l'auteur ou sur quelques-uns seulement. Mais l'auteur ne fera pas abdication de son droit moral, à moins qu'on ne suppose qu'il a autorisé l'acquéreur à publier sous son propre nom. Mais, en pareil cas, l'auteur sera ce dernier et non plus le cédant, car, passant aux yeux du public pour avoir lui-même composé l'ouvrage, il sera considéré

comme en étant l'auteur et en aura la qualité, sinon en fait, du moins en droit.

M. Pouillet, pourtant, décide que quand l'auteur a donné ou légué la pleine et entière propriété de l'ouvrage, le légataire ou le cessionnaire sont investis du droit moral sans qu'il soit besoin de préciser davantage, parce qu'ils ont, selon lui, le droit de faire subir à l'ouvrage toutes les modifications qu'ils jugent convenables, même de le publier sous leur nom (1). Ce n'est pas notre avis ; nous pensons qu'un pourvoir aussi exorbitant ne peut appartenir aux cessionnaires de l'auteur que de son consentement exprès ou résultant tout au moins des autres clauses et des circonstances de la cession. Si ce consentement n'apparaît pas, les droits pécuniaires seuls sont transmis ; le droit moral reste tout entier à l'auteur, et à son décès il est recueilli par ses héritiers.

La cession que l'auteur fait à un tiers est cependant plus complète que celle qu'il consent à un éditeur, car elle comprend tous ses droits pécuniaires, aussi bien le droit de disposition que le droit de publication, alors qu'on doit supposer le dernier de ces droits seul transmis à l'éditeur, à moins de mention contraire.

Il y a un contrat d'édition antérieur à la cession.

Lorsqu'au moment de la cession un contrat d'édition a déjà été passé par l'auteur, il continue à produire ses effets avec les cessionnaires par application pure et simple de l'article 1122 du code civil : « on est censé avoir stipulée pour soi et pour ses héritiers et ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou résulte de la nature de la convention ».

Il n'y a pas de contrat d'édition antérieur à la cession.

S'il n'existe pas de contrat d'édition, les ayants cause de

(1) Pouillet, n° 380.

l'auteur ont une entière liberté pour en faire un eux-mêmes ; seulement ils devraient le dénoncer à l'auteur afin qu'il puisse exercer le droit de surveillance sur la publication qui lui appartient, notamment le droit de revoir ses épreuves et de les corriger ou de confier ce soin à une personne de son choix.

Le droit d'auteur enfin est susceptible d'être démembré en nue-propriété et en usufruit ; l'auteur accorde ainsi au cessionnaire de l'usufruit des droits identiques à ceux que la loi attribue à son conjoint survivant. S'il n'existe pas de contrat d'édition, l'usufruitier, tenu à conserver et à rendre à l'expiration de l'usufruit, ne disposera que du droit d'édition et dans des limites telles que l'usage qu'il en fait n'absorbe ou ne détruise pas la propriété littéraire (1). Lorsqu'à l'expiration de l'usufruit il y a un contrat passé par l'usufruitier et qu'il n'excède pas les pouvoirs de ce dernier, il doit être respecté par le nu-propriétaire auquel l'usufruit doit faire retour. — De même l'usufruitier devrait le respect aux contrats existants au moment où l'usufruit a pris naissance et il ne pourrait en passer de nouveaux que lorsqu'ils prendraient fin. Jusque là son droit se bornerait à la perception des droits d'auteur.

Démembrement du droit d'auteur en nue-propriété et en usufruit.

§ 2. — Héritiers de l'auteur.

Les droits des héritiers varient suivant que l'auteur décède laissant après lui son conjoint ou qu'il n'y a pas de conjoint survivant. Nous examinerons successivement les deux situations, après quoi nous dirons quelques mots

(1) Pouillet, n° 197. — Lardeur, p. 87.

des droits des héritiers et du conjoint de l'absent puis de la publication des œuvres posthumes.

1) *Il n'y a pas de conjoint survivant.*

Historique
du droit des
héritiers de
l'auteur.

Le droit des héritiers d'un auteur sur ses œuvres est reconnu en France depuis la loi du 19 juillet 1793. Depuis cette époque, ce droit a subi diverses modifications qui se sont toutes bornées à en étendre la durée. C'est ce qui a été fait pour les descendants par le décret du 5 février 1810 (art. 39) par la loi du 3 août 1844 (art. unique) et par celle du 8 avril 1854 (art. unique) ; aujourd'hui l'article 1 de la loi du 14 juillet 1866 fixe à cinquante ans à partir du décès de l'auteur le droit de tous les héritiers.

Nature du
droit des hé-
ritiers de l'au-
teur.

Quant à la nature de leur droit, elle n'a pas été modifiée depuis la loi du 19 juillet 1793.

« Leurs *héritiers*, dit l'article 2, ou cessionnaires jouiront du *même* droit durant l'espace de dix ans après la mort des auteurs ». Le droit des héritiers est donc identique à celui de l'auteur, il a la même étendue et comprend le droit moral, le droit de publication et le droit de disposition. Il y a même là une regrettable exagération en ce qui touche le droit moral de l'auteur. Ne semblerait-il pas, en effet, beaucoup plus équitable de voir ce dernier en emporter l'exercice dans la tombe, plutôt que de laisser ses héritiers, quelque bien intentionnés qu'ils soient, se faire juges de la valeur de ses ouvrages et de leur permettre de les maintenir au goût du jour en y apportant des modifications, comme cela s'est vu récemment pour une pièce d'Alfred de Musset et une comédie d'Octave Feuillet. Ces faits ont soulevé dans le monde des écrivains, une certaine émotion qui a trouvé un écho au congrès de Monaco (1). M. Lermina a pré-

(1) *Le droit d'auteur*, 1897, p. 52.

senté à ce congrès un rapport sur le droit moral des écrivains et des artistes à l'égard de leurs œuvres, dans lequel il s'efforce de définir ce qu'il devrait être en la personne de leurs héritiers : « l'œuvre est intangible, dit-il, et ne doit pouvoir être défigurée ou dénaturée sous aucune forme, pas même par le cessionnaire ou l'héritier, bien que légalement ce dernier soit entièrement substitué à l'auteur. Le droit moral, — ou plutôt son exercice, — finit avec la personnalité de l'auteur, en sorte que l'héritier qui, fort de son droit, modifierait, corrigerait et multierait une œuvre commettrait une mauvaise action ».

Cette protestation très juste n'a pas été sanctionnée par un vote, mais la question a été renvoyée et mise à l'ordre du jour du prochain congrès de Turin. Nous espérons que la solution de M. Lermina y sera adoptée et peut-être passera-t-elle de là dans nos lois.

Quelle sera la situation des héritiers de l'auteur par rapport à l'éditeur, quant aux traités passés par le défunt et quant à ceux qu'ils voudraient passer eux-mêmes ?

Pour ce qui est des contrats formés du vivant de l'auteur, nous distinguerons selon qu'à son décès l'ouvrage est achevé ou non. Dans le premier cas, cet événement ne peut avoir aucune influence ; le contrat produit tous ses effets avec les héritiers de l'auteur qui ont les mêmes droits et sont tenus aux mêmes obligations que lui (1). Ils livreront le manuscrit à l'éditeur, et celui-ci payera en leurs mains les droits stipulés par l'auteur. L'ouvrage, au contraire, est-il inachevé (et c'est une question de fait à résoudre par le juge en cas de contestation), c'est une cause de résolution du contrat. D'une part l'éditeur a traité

Il y a un contrat d'édition passé par l'auteur.

(1) Nion, p. 292. — Pouillet, n° 302.

pour la publication d'un ouvrage entier, et de l'autre il l'a fait en considération de la personne de l'écrivain. Les héritiers n'ont donc pas qualité pour achever cet ouvrage à la place du défunt (1), mais, comme l'inexécution du contrat provient d'un cas de force majeure, l'éditeur ne peut exiger de dommages-intérêts (art. 1148, C. civ.) (2).

La situation de l'éditeur est pourtant difficile lorsque la publication est commencée et que, par suite, elle lui a déjà occasionné certaines dépenses. Aussi, M. Pouillet considère comme trop absolue la solution que nous proposons. Il estime (3) que si l'ouvrage est fort avancé et si l'auteur laisse réunis assez de documents pour que l'achèvement en soit facile, les héritiers peuvent le faire terminer par une personne de leur choix et que, même l'éditeur les y pourrait contraindre et à leur refus faire exécuter lui-même ce travail. Ce serait excessif. Tout ce que nous admettrons dans un cas semblable, c'est qu'afin de sauvegarder leurs intérêts réciproques, l'éditeur et les héritiers de l'auteur peuvent se mettre d'accord pour faire terminer l'ouvrage inachevé. Ils publieront alors cette fin sous le nom de l'écrivain qu'ils ont chargé de la composer, avec cette mention seulement qu'elle est destinée à compléter l'œuvre trouvée dans la succession de l'auteur.

Quant aux dépenses et aux frais que le commencement de la publication a causés à l'éditeur, il ne peut, s'il ne l'a stipulé, en demander aux héritiers le remboursement. M. Renouard le fait remarquer (4), tout traité ayant pour

(1) Civ. Seine, 12 mars 1834. — *Gazette des Tribunaux*, 14 mars 1834.

(2) Cour de Paris, 20 décembre 1880. — *Pataille*, 1881, 23.

(3) Pouillet, n° 303.

(4) Renouard, t. II, n° 484.

objet un ouvrage non terminé a un caractère aléatoire qui doit mettre l'interruption de la publication à la charge de l'éditeur. Néanmoins, il en serait autrement si l'éditeur avait ignoré que l'ouvrage était inachevé parce que l'auteur lui avait faussement annoncé qu'il était terminé. En ce cas, il y aurait dol ou tout au moins faute de celui-ci et l'éditeur pourrait réclamer des dommages-intérêts à ses héritiers (art. 1150 ou 1151, C. civ.).

A l'expiration des contrats passés par l'auteur, si le droit des héritiers n'est pas éteint, ils peuvent l'exercer eux-mêmes en contractant de nouveau. Fréquemment les écrivains nomment un exécuteur testamentaire qu'ils font juge de l'opportunité d'une réédition de leurs œuvres et qu'ils chargent de surveiller la publication qui en sera faite après leur décès. Quand ils ne l'ont pas fait et qu'ils laissent plusieurs héritiers, il peut s'élever un conflit entre ceux-ci. Il est susceptible d'être résolu par l'attribution à l'un d'eux des droits exclusifs sur l'ouvrage, par application de l'article 815 du Code civil : les œuvres d'un écrivain peuvent faire l'objet d'un partage et il convient de laisser l'initiative de la publication à celui dans le lot duquel chacune d'elles est tombée et qui doit en percevoir les profits. Lorsque les héritiers restent dans l'indivision, le consentement de tous est nécessaire. Pourtant si l'un d'eux oppose un refus injustifié, les autres s'adresseront aux tribunaux qui les autoriseront à passer outre. C'est la solution que nous avons donnée pour les collaborateurs et il doit y avoir la même raison de décider, car à ce point de vue, la situation des héritiers et celle des collaborateurs présente une grande analogie.

La loi norvégienne du 4 juillet 1893 a prévu cette situation, mais elle n'admet pas le recours à la justice. En

Le contrat
d'édition passé
par l'auteur est
expiré.

effet son article 6 est ainsi conçu (1) : « Lorsque, le droit d'auteur sur une œuvre a été transmis par héritage à plusieurs personnes conjointement, le droit de décider au sujet d'une publication qui serait faite par un mode autre que celui employé antérieurement, appartient à celui auquel l'auteur a confié, par testament, cette décision. Dans le cas où il ne se trouve aucune disposition testamentaire à ce sujet, ce droit appartient à la veuve — pourvu qu'il n'y ait pas eu divorce ou séparation de corps ou de biens — ou, s'il n'y a pas de veuve, à tous les héritiers conjointement dont, dans ce cas, *le consentement unanime* est nécessaire. »

L'Etat héritier de l'auteur.

Si l'Etat hérite de l'écrivain en l'absence de tout successeur, il n'a pas le droit d'auteur qui s'éteint immédiatement par le décès du *de cujus*. L'œuvre tombe alors dans le domaine public sous la réserve des droits des créanciers de l'auteur ou de ses cessionnaires (loi du 14 juillet 1866, article 1, § 6).

2) *Il y a un conjoint survivant.*

Définition du droit du conjoint survivant.

La loi du 14 juillet 1866 règle le droit du conjoint survivant. Il y est dit (art. 1, § 2) : « Pendant cette période de cinquante ans, le conjoint survivant, quel que soit le régime matrimonial, et indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de ce conjoint du régime de la communauté, a la simple jouissance des droits dont l'auteur prédécédé n'a pas disposé par acte entre vifs ou par testament. Toutefois, si l'auteur laisse des héritiers à réserve, cette jouissance est réduite, au profit de ces héritiers, suivant les proportions et distinctions établies par

(1) *Bibliographie de la France*, chronique, 3 mars 1894.

les articles 913 et 915 du Code Napoléon. Cette jouissance n'a pas lieu lorsqu'il existe, au moment du décès, une séparation de corps prononcée contre ce conjoint ; elle cesse au cas où ce conjoint contracte un nouveau mariage. »

La loi appelle droit de jouissance le droit du conjoint survivant, mais, comme le Rapporteur de la loi le déclarait, c'est en réalité un véritable usufruit ; il n'en diffère guère que par la dispense de donner caution. La loi de 1866 relative à une matière toute spéciale a posé ainsi les premiers jalons de la loi du 9 mars 1891. Si l'on se reporte à la discussion de cette dernière loi, il paraît qu'elle n'a pas abrogé la première et qu'elles doivent être appliquées concurremment. M. Lacombe a déclaré au Sénat que les deux lois devaient recevoir simultanément leur application et, disait-il « lorsqu'il s'agira de la succession d'un auteur ou d'un artiste, c'est spécialement la loi de 1866 qu'on appliquera. tandis que pour ce qui concerne le surplus de la succession, c'est le Code civil qui réglera la dévolution de la succession (1) ». Cela met le conjoint d'un artiste ou d'un littérateur dans une situation privilégiée, et M. Lyon-Caen critique à bon droit ce système au point de vue législatif, car, remarque-t-il (2), « du jour où le système général de nos lois est modifié, où les droits du conjoint survivant sont étendus sur tous les autres biens, pourquoi conserver des règles spéciales pour la propriété littéraire et artistique, pourquoi traiter le survivant d'une façon exceptionnellement favorable à cet égard ? Il serait bien difficile de justifier une telle différence. On

Nature du
droit du con-
joint survivant.

(1) *Pandectes françaises* ; Répertoire, prop. lit., n° 1027.

(2) *Le Droit*, 31 mars 1890.

ne doit pas maintenir sans motif une distinction contraire à l'esprit général de notre législation qui défère les biens héréditaires sans tenir compte de leur nature ».

Exercice du
droit du con-
joint survivant.

Etant usufruitier, l'époux touchera les droits d'auteur afférents aux contrats passés par le défunt, et à l'expiration de ceux-ci, il pourra traiter à nouveau avec un éditeur afin d'assurer par la publication son droit de jouissance sur l'œuvre. Seulement ces contrats ne doivent pas porter préjudice à la nue-propriété des héritiers. C'est pourquoi la vente de la propriété de l'ouvrage lui est interdite, et, à moins qu'il ne préfère céder son droit d'usufruit lui-même, il ne peut l'exercer qu'en recourant au contrat d'édition et à ses variétés. Encore faut-il qu'il le fasse à des conditions telles que le nombre excessif des exemplaires tirés n'épuise pas complètement les produits qu'on peut tirer de l'œuvre. L'usufruitier doit jouir en bon père de famille et à l'expiration de sa jouissance, le conjoint ne saurait rendre aux héritiers un droit de publication désormais sans valeur.

Au décès du conjoint survivant ou lors de son nouveau mariage, l'usufruit fera retour aux héritiers jusque là nu-propriétaires et ils exerceront les droits de l'auteur aussi complètement que s'il n'y avait pas eu un époux survivant. Il est à remarquer seulement que le délai de cinquante ans qui marque la durée de leur droit courra à partir du décès de l'auteur et non de celui de son conjoint.

Si l'auteur ne laisse comme héritier légitime que son conjoint survivant, celui-ci aura alors tous les droits de propriété littéraire et non plus la simple jouissance. Son second mariage serait sans influence sur son droit.

3) *Droit des héritiers et du conjoint de l'absent.*

Les héritiers et le conjoint de l'auteur exerceront leurs droits conformément aux règles que nous venons d'établir, alors même que son décès est incertain, lorsque, la déclaration d'absence ayant été prononcée, l'envoi en possession provisoire de ses biens a été obtenu. Toutefois les pouvoirs des héritiers seraient plus restreints, car l'envoi en possession provisoire ne donne que la simple administration des biens de l'absent. Ils ne pourront donc aliéner le droit de disposition et devront se contenter d'exercer dans de sages limites le droit de publication en passant des contrats d'édition tels que si l'auteur revient il ne trouve pas sa propriété littéraire diminuée par une exploitation excessive. — L'époux de l'absent aura le même droit lorsqu'il aura opté pour la continuation de la communauté.

Droit des héritiers et du conjoint de l'auteur absent.

Conformément au droit commun, ces limitations cesseront lors de l'envoi en possession définitif et la situation des héritiers et du conjoint de l'auteur sera la même que s'il était décédé.

4) *Publication des œuvres posthumes.*

Un ouvrage posthume est celui qui, au décès de l'auteur, n'a pas été mis au jour par une publication de librairie ; peu importe qu'il ait été porté à la connaissance du public autrement, par voie d'enseignement ou oral de représentation théâtrale notamment. — Le décret du 1^{er} germinal an XIII a réglé les droits des propriétaires de ces ouvrages. « Les propriétaires, dit l'article 1, par succession ou autre titre, d'un ouvrage posthume, ont les

Définition de l'ouvrage posthume.

Définition du droit des propriétaires d'ouvrages posthumes.

mêmes droits que l'auteur, et les dispositions des lois sur la propriété exclusive des auteurs et sur sa durée leur sont applicables, toutefois à la charge d'imprimer séparément les œuvres posthumes et sans les joindre à une nouvelle édition des ouvrages déjà publiés et devenus propriété publique ».

Ainsi, la loi donne au propriétaire d'œuvres posthumes des droits analogues à ceux de l'auteur. Ils prennent naissance au jour de la première publication qu'ils font faire et le droit des héritiers du publicateur est de même durée que celui des héritiers de l'auteur, c'est-à-dire une durée de cinquante ans après le décès du publicateur. Nous sommes d'avis, en effet, de même que M. Lyon-Caen (1), qu'il y a lieu d'appliquer les extensions que, postérieurement au décret de Germinal, les lois de 1844, 1854 et 1866 ont apportées à cette durée.

Le publicateur d'œuvres posthumes peut donc les faire éditer en toute liberté et comme bon lui semble, sauf cette restriction qu'il ne peut pas les joindre aux ouvrages déjà publiés et devenus propriété publique.

§ 3. — Créanciers de l'auteur.

1) *L'auteur n'est pas en faillite.*

Le droit commun fournit aux créanciers deux moyens d'exercer leur garantie par rapport aux conventions passées par le débiteur. Ils peuvent exercer les droits de ce débiteur en son lieu et place, ou bien demander la révocation des actes qu'il a faits en fraude de leurs droits (art. 1166 et 1167 du C. civ.).

(1) Lyon-Caen et Delalain, t. I, p. 21 (note).

Il est douteux que le premier de ces procédés puisse être d'un usage ordinaire en la matière qui nous occupe, que les créanciers d'un auteur soient autorisés à traiter eux-mêmes avec un éditeur au défaut de leur débiteur. Ils ont pour gage ses droits pécuniaires mais non ses droits moraux, et l'article 1166 du Code civil, en les autorisant à contracter pour lui, fait exception pour les droits exclusivement attachés à la personne. Le droit d'édition est de ceux-ci, car l'auteur peut avoir un intérêt personnel et moral à ce que son œuvre ne soit pas livrée au public. On pourrait donc prétendre que les créanciers sont impuissants à exercer ce droit malgré l'auteur. C'est ce qu'a fait M. Berthauld (1), qui ne permet aux créanciers de l'auteur de publier son œuvre et même d'exercer ses droits sur les œuvres publiées qu'après son décès seulement, parce que, du vivant de l'auteur, l'élément moral l'emporte de beaucoup sur la valeur matérielle. M. Pouillet (2) écarte cette opinion en faisant remarquer, avec M. Flourens, que cette argumentation repose sur une raison de sentiment, non de droit. Ce n'est pas, à notre avis, le véritable motif pour repousser le système de M. Bertauld et, si encela nous sommes d'accord avec M. Pouillet, c'est plutôt parce que le droit d'édition n'est pas *exclusivement* personnel à l'auteur et par suite qu'il ne rentre pas complètement dans les termes de l'exception de l'article 1166. Le droit moral seul est personnel à l'auteur ; il s'y joint un autre purement pécuniaire, le droit aux bénéfices à réaliser.

Est-ce à dire que les créanciers pourront toujours contracter au lieu et place de leur débiteur ? Nous ne le

Les créanciers peuvent-ils exercer le droit de leur débiteur ?

(1) Bertauld : Questions pratiques et doctrinales du Code Napoléon, t. I, n° 262.

(2) Pouillet, n° 176.

croyons pas. Il faudra s'inspirer des circonstances et rechercher ce qui domine dans la publication projetée, l'intérêt moral ou l'intérêt pécuniaire. Ceci justifie la distinction généralement admise entre les ouvrages inédits et ceux qui ont déjà paru en librairie. Quant aux premiers, à part M. Nion (1) dont l'opinion est restée isolée, tous les auteurs (2) admettent qu'ils ne sont pas encore entrés dans le patrimoine de l'auteur, que, par suite, ils ne forment pas le gage des créanciers. « Tant que le manuscrit n'est pas publié, dit M. Vaunois (3), l'œuvre au regard du public n'existe pas, le droit pécuniaire n'a pas pris naissance, ne compte pas pour les tiers, le droit moral subsiste seul ; et en effet, il appartient uniquement à l'auteur de voir s'il convient de hasarder une publication ; le droit pécuniaire est subordonné au droit moral (4) ».

Il en serait autrement après une première publication. L'ouvrage a acquis par là une valeur pécuniaire qui est tombée dans le patrimoine de l'auteur, tandis que la personnalité de son droit s'affaiblissait, car son intérêt moral est évidemment moins puissant à s'opposer à une nouvelle édition qu'à empêcher la première. Toutefois ce droit moral n'est pas complètement éteint et il faut en tenir compte, non pas aussi rigoureusement que le voudrait M. Morillot (5) qui, même en ce cas, refuse aux créanciers toute espèce de droits, mais en décidant que l'article 1166 du Code civil ne s'applique qu'à la condition de concilier les droits des créanciers avec ceux de l'auteur.

(1) Nion, p. 315.

(2) Pouillet, n° 173. — Lardeur, p. 90. — Rendu et Delorme, n° 735.

(3) Vaunois : De la propriété artistique en droit français, p. 264.

(4) Cour de Dijon, 18 février 1870. — Dalloz, Per., 1871, 2, 221.

(5) Article de la « Revue critique de législation », 1872, t. 39, p. 29.

M. Lardeur a très heureusement résolu cette difficulté (1). Après une mise en demeure infructueuse adressée à l'auteur de consentir une nouvelle édition, il propose de permettre aux créanciers de demander à la justice de traiter à sa place. L'auteur sera entendu, fera connaître ses raisons et les tribunaux en tiendront compte. Ils pourront donner satisfaction à l'auteur et s'opposer à la réédition d'une œuvre licencieuse ou d'un ouvrage scientifique qui n'est plus conforme à l'état actuel de la science. Mais s'il apparaît que le refus de l'auteur n'a d'autre fondement que le désir de frustrer ses créanciers, il faudra passer outre et autoriser ceux-ci à faire la publication. Cette publication d'ailleurs sera surveillée par l'auteur tout comme s'il la faisait lui-même ; il reverra et corrigera les épreuves et même le tribunal devra l'autoriser à remanier son manuscrit et à y apporter des modifications si le besoin s'en fait sentir.

Plusieurs lois étrangères posent le principe de l'insaisissabilité des œuvres littéraires tant qu'elles sont inédites (loi belge du 22 mars 1886, art. 9 ; Suède, loi du 10 août 1877, art. 22 ; Monaco, ordonnance du 3 juin 1896, art. 12). Mais on ne saurait y trouver une sérieuse indication car en cette matière il n'y a aucune uniformité dans les législations étrangères. Ainsi la propriété littéraire est soumise au droit commun quant aux poursuites des créanciers en Portugal (C. civ., art. 590) et en Bolivie (décret du 13 août 1879, art. 20). Au contraire, elle est toujours insaisissable dans les Pays-Bas (loi du 28 juin 1881, art. 9), en Hongrie (loi sur le droit d'auteur de 1884, art. 4). En Norvège enfin (loi du 4 juillet 1893, art. 12), les créan-

Les ouvrages
inédits sont-ils
insaisissables ?

(1) Lardeur, p. 92.

ciers de l'auteur ne peuvent jamais exiger l'édition de son œuvre, ils ne peuvent pas non plus exiger de son vivant une réédition.

Droit des créanciers sur les héritiers de l'auteur.

Que décider lorsque, l'ouvrage après être resté inédit du vivant de l'auteur, ses héritiers le publient après son décès : ses créanciers auront-ils un droit sur cet ouvrage ? M. Pouillet le pense et estime que la situation est la même que si la publication émanait de l'auteur lui-même. Ce n'est pas notre sentiment. Nous croyons, au contraire, que si les créanciers ont des droits à prétendre à cette occasion, c'est moins en leur qualité de créanciers de l'auteur défunt que comme créanciers de ses successeurs. C'est par suite de l'acceptation de la succession que les héritiers deviennent personnellement les débiteurs des créanciers du *de cujus*. Ces créanciers viendront en concurrence avec les autres créanciers des héritiers s'ils veulent saisir les droits d'auteur ou faire de nouvelles éditions. Ils échapperaient pourtant à ce concours s'ils demandaient la séparation des patrimoines. De leur côté, les héritiers éviteraient leurs poursuites en n'acceptant la succession que sous bénéfice d'inventaire, ce qui leur permet de n'être tenus du paiement des dettes de la succession que sur le patrimoine du défunt et jusqu'à concurrence de la valeur de ce patrimoine (art. 802 du C. civ.) : on ne peut y comprendre le manuscrit qu'ils recueillent dans la succession car, à ce moment, il n'a aucune valeur pécuniaire, et il n'en acquiert une que par la publication qui en est faite postérieurement (1).

Droit des créanciers sur les produits matériels de l'œuvre.

Si le droit des créanciers fait difficulté lorsqu'il s'agit de la publication, il n'en est plus de même quand il a trait

(1) Renouard, t. II, p. 351. — Lardeur, p. 93.

aux produits matériels de cette publication. On s'en rapportera aux règles du droit commun. Ainsi les créanciers pourront faire saisie-arrêt entre les mains de l'éditeur des sommes qu'il doit à leur débiteur et auront le droit de faire saisir les exemplaires qu'il a en magasin pour les faire vendre et s'en partager le prix (1).

En ce qui touche l'action révocatoire, elle est toujours à la disposition des créanciers de l'auteur pour réparer le tort qu'il voudrait leur faire en traitant volontairement à des conditions désavantageuses. Ils n'auront qu'à s'adresser à la justice pour faire prononcer la résolution de semblables contrats conformément aux dispositions de l'article 1167 du Code civil.

Action révocatoire.

2) *L'auteur est en faillite.*

A quelque époque que l'ouvrage soit écrit, après comme avant la déclaration de la faillite, et quelle que soit la façon dont il est publié, c'est la masse de la faillite qui percevra les droits d'auteur, car, jusqu'à complet payement, le débiteur est tenu sur tous ses biens même futurs.

Quant au droit de traiter pour l'édition des œuvres du failli, nous avons dit que ce dernier le conserve pour les œuvres inédites ou non encore composées au jour du jugement déclaratif. C'est aux créanciers qu'il appartient quant aux autres ouvrages et par l'entremise des syndics agissant au nom de la masse qu'il doit être exercé. Mais les syndics ne pourront agir ainsi qu'avec l'autorisation de publier émanant de l'auteur. Pourtant si celui-ci la refu-

(1) Pouillet, n° 182.

sait par vexation et sans motif légitime, ils surmonteraient son mauvais vouloir en s'adressant à la justice et en se faisant autoriser à passer outre,

Vu par le Président de la Thèse :

CH. LEFÈBVRE.

Vu par le Doyen :

GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Eug. Pouillet.** Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique et du droit de représentation.
- A. Huard.** Des contrats entre les auteurs et les éditeurs, 1889, 1 vol.
- Lardeur.** Du contrat d'édition en matière littéraire, 1893, 1 vol.
- Nion.** Droits civils des auteurs, artistes et inventeurs.
- Renouard.** Traité des droits d'auteur, 1838, 2 vol.
- Thulliez.** Étude législative, historique et juridique, sur la propriété littéraire, 1876, 1 vol.
- Blanc.** Traité de la contrefaçon en tous genres, 1855, 1 vol.
- Gastambide.** Historique et théorie de la propriété des auteurs, 1862, 1 vol.
- Rendu et Delorme.** Traité pratique de droit industriel, 1855, 1 vol.
- Calmels.** De la propriété et de la contrefaçon des œuvres de l'intelligence, 1856, 1 vol.
- Pardessus.** Cour de droit commercial, 6^e édit., 1855-57, 4 vol.
- Lyon-Caen et Delalain.** Lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique, 1889-90, 2 vol.
- Eisenmann.** Le contrat d'édition et les autres louages d'œuvres intellectuelles (Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques, 1894, p. 323).
- A. Huard et Ed. Mack.** Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence en matière de propriété littéraire et artistique, 1893, 1 vol.
- Pataille.** Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire.
- Dalloz.** Répertoire et supplément au mot : « propriété littéraire ».
- Répertoire du droit français*, au mot : « propriété littéraire ».
- Pandectes françaises*, au mot : « propriété littéraire ».

Le droit d'auteur. Organe officiel du bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.
Chronique de la Bibliographie de la France, journal général de l'Imprimerie et de la Librairie.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Du contrat d'édition.....	17
----------------------------------	-----------

I

CONTRAT D'ÉDITION PROPREMENT DIT.....	27
---------------------------------------	----

<i>Chapitre I.</i> — Caractères généraux du contrat d'édition....	28
---	----

§ 1. — Contrat synallagmatique ou unilatéral.....	28
§ 2. — Contrat commutatif ou aléatoire.....	29
§ 3. — Contrat de bienfaisance ou à titre onéreux.. ..	30
§ 4. — Contrat nommé ou innommé.....	31
§ 5. — Contrat solennel, consensuel ou réel.....	31
§ 6. — Contrat civil ou commercial.....	34

<i>Chapitre II.</i> — Formation du contrat d'édition....	39
--	----

§ 1. — Consentement des parties.....	39
§ 2. — Capacité des parties.....	41
1) Les parties traitent directement.. ..	41
A. Minorité	43
B. Interdiction	45
C. Auteur pourvu d'un conseil judiciaire.....	47
D. Femme mariée.....	49
E. Auteur placé dans un établissement d'aliénés.	54
F. Failli	55
G. Etat et personnes morales.....	57
H. Etranger.....	58
I. Absent.....	58

J. Collaborateur.....	59
2) Les parties traitent par l'intermédiaire d'un mandataire.....	67
§ 3. — Objet du contrat d'édition.....	71
<i>Chapitre III. — Exécution du contrat d'édition.....</i>	86
§ 1. — Obligations de l'auteur.....	86
1) Obligation de livrer.....	87
2) Obligation de garantir.....	95
A. Garantie de la possession paisible.....	95
a. Existence du droit cédé.....	95
b. Trouble dans la jouissance.....	96
c. Trouble émanant d'un tiers.....	103
B. Garantie de la possession utile.....	105
§ 2. — Obligations de l'éditeur.....	107
1) Obligation de publier.....	107
I. Obligation d'éditer.....	108
II. Obligation de divulguer l'ouvrage.....	133
A. Publicité.....	134
B. Mise en vente.....	135
2) Obligation de payer le prix.....	136
<i>Chapitre IV. — Fin du contrat d'édition.....</i>	150
§ 1. — Causes normales qui y mettent fin.....	150
1) Exécution du contrat.....	150
2) Consentement de l'auteur et de l'éditeur.....	150
§ 2. — Causes accidentelles qui y mettent fin.....	151
1) Promulgation d'une loi pénale.....	151
2) Perte de l'œuvre originale.....	152
3) But du contrat irréalisable.....	154
4) Événement d'une condition résolutoire expresse.....	155
5) Condition résolutoire tacite.....	155
II	
VARIÉTÉS DU CONTRAT D'ÉDITION.....	158
<i>Chapitre I. — Louage de choses.....</i>	159
<i>Chapitre II. — Louage d'ouvrage de la part de l'auteur....</i>	163
<i>Chapitre III. — Louage d'ouvrage de la part de l'éditeur..</i>	171
<i>Chapitre IV. — Mandat.....</i>	175
<i>Chapitre V. — Société.....</i>	177

DEUXIÈME PARTIE

Vente de la propriété littéraire à l'éditeur.....	181
<i>Chapitre I.</i> — Caractère de la vente.....	183
<i>Chapitre II.</i> — Conséquences de la vente.....	193

TROISIÈME PARTIE

Rapports d'une des parties avec les ayants cause de l'autre.	201
<i>Chapitre I.</i> — Ayants cause de l'éditeur.....	202
§ 1. — Ayants cause à titre particulier de l'éditeur.....	205
§ 2. — Héritiers de l'éditeur... ..	206
§ 3. — Créanciers de l'éditeur.....	208
<i>Chapitre II.</i> — Ayants cause de l'auteur.....	212
§ 1. — Ayants cause à titre particulier de l'auteur.....	213
§ 2. — Héritiers de l'auteur.....	215
1) Il n'y a pas de conjoint survivant.....	216
2) Il y a un conjoint survivant.....	220
3) Droit des héritiers et du conjoint de l'absent.....	223
4) Publication des œuvres posthumes	223
§ 3. — Créanciers de l'auteur	224
1) L'auteur n'est pas en faillite.....	224
2) L'auteur est en faillite.....	229

